00100148

THE
ASIATIC SOCIETY OF BOMBAY
TOWN HALL, BOMBAY-400 023.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 18 July, 2018

L'ESPAGNE POLITIQUE

1868-1873

PAR

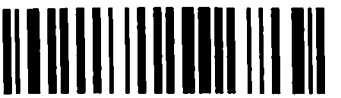
VICTOR CHERBULIEZ

100143

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1874

Droits de propriété et de traduction réservés.


00100148

L'ESPAGNE POLITIQUE

PREMIÈRE PARTIE

LE CARACTÈRE ESPAGNOL ET LA MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE.

I

L'Espagne est pour l'étranger qui la visite aujourd'hui une terre fertile en étonnements et en scandales. Il s'y est passé pendant quelques mois des choses fort étranges, et l'on pourrait croire que la société même y est en péril. Un gouvernement sans autorité, qui, s'agitant dans le vide, donnait moins des ordres que des conseils, et semblait prendre ses gestes pour des actions ; — les principaux revenus publics taris dans leur source, la banqueroute presque inévitable, une guerre civile dont on ne prévoit pas le terme, d'éternels soulè-

vements de cantons et de bourgades, qui s'érigeaient en états autonomes, d'opulentes cités en proie à des tribuns de hasard ou à des socialistes coupe-jarrets, des meurtres, des incendies, l'effrayante confusion de tous les pouvoirs, de tous les métiers et de toutes les idées ; — ici des prêtres travestis en chefs de bande, qui font dérailler des trains, bâtonnent des alcades, fusillent leurs prisonniers et parfois détroussent les passants ; là des soldats mutinés, chassant ou massacrant leurs chefs ; ailleurs des aventuriers politiques en cape blanche, la plume au vent, promenant de lieu en lieu leur candidature perpétuelle, leurs grands airs de bravoure et une batterie de canons dont ils fortifient leur éloquence ; — à Madrid, une assemblée où tout le monde, sauf les hommes de mérite, aspirait à devenir ministre, des clubs d'énergumènes où l'on disserte, l'écume à la bouche, sur la propriété collective, sur les vertus du quart-état, et où l'on dresse des autels à la sainte indiscipline : — voilà le spectacle qu'a offert la Péninsule, et qui arrachait ce cri à un journaliste espagnol : « Dans notre malheureuse patrie, personne ne veut plus obéir, personne ne sait plus commander. »

Une réaction salutaire ne tarda pas à se faire sentir ; elle porta au pouvoir des hommes de bien et

de caractère, qui voulaient et qui savaient commander; ils l'ont prouvé. Les actives sympathies de tous les honnêtes gens ont accompagné dans son rude travail ce gouvernement réparateur. Pouvait-il tout réparer? Le mal qu'on avait laissé faire était bien grand. On avait attendu pour agir que le malade fût tombé en frénésie. Quelqu'un demandait naguère que, des Pyrénées à Cadix, il fût institué dans chaque *pueblo* une chaire de sens commun, et à Malaga les enfants, dit la chronique, chantent un refrain dont le sens est que l'Espagne a grand besoin d'une bonne camisole de force.

Telle est aussi l'opinion de beaucoup de Portugais; ils se sont plaints des dangers que faisait courir à leur pays le voisinage d'une république affolée et débordée. « Nous ressemblons, nous autres Portugais, disait l'un d'eux, à un propriétaire qui a pour plus proche voisin le directeur d'un hospice d'aliénés. Nos fenêtres donnent sur le préau où ces malheureux, trop mal surveillés, viennent s'ébattre ou se gourmer; la nuit comme le jour, nous entendons leurs clameurs et leurs trépignements. Le pis est que de temps en temps ils brandissent des torches pour mettre le feu à notre maison; nous sommes obligés d'avoir toujours l'œil au guet, de ne pas lâcher un instant le piston de nos pompes.

Nous en perdons le sommeil; hélas! peut-être finirons-nous par devenir fous nous-mêmes. »

Cependant il est bon qu'un voyageur se tienne en garde contre ses premières impressions. Elles sont plus trompeuses en Espagne que partout ailleurs : il n'est pas nécessaire d'y séjourner longtemps pour découvrir que la grande majorité des Espagnols se compose de très-honnêtes gens, qui jouissent de tout leur bon sens, assaisonné souvent de beaucoup d'esprit. Pour ce qui est des fous, chaque pays a les siens; ceux d'Espagne, entraînés par l'ardeur de leurs passions et la véhémence de leur sang à de redoutables excès, sont capables quelquefois de retours, de soudains repentirs, et combien ne voit-on pas de fous qui ne se repentent jamais! Si les montagnes du Guipuzcoa et de la Navarre sont infestées par des malandrins en soutane, si on est sujet à rencontrer autre part des vendeurs d'orviétan qui se promènent avec du canon, on peut observer en revanche que dans tel chef-lieu il a suffi d'un gouverneur qui avait du cœur, assisté d'une poignée de volontaires, pour réduire un soulèvement et renverser d'un souffle des barricades, qu'il est aussi des provinces entières, comme l'Aragon, où le peuple s'est chargé de maintenir l'ordre, et qu'en d'autres endroits les

foules, s'insurgeant contre l'insurrection, ont fait rentrer brusquement dans leurs trappes les boute-feux et leur cohorte.

L'étranger qui parcourt Madrid dans un jour d'échauffourée populaire s'étonnera peut-être de n'y pas apercevoir un seul va-nu-pieds pris de vin, ce qui fait que l'émeute même y conserve quelque dignité, et qu'il subsiste comme un reste de raison dans la démence. S'il lit les journaux conservateurs, pleins de vérités très-fortes, de persifflages très-ironiques, d'épigrammes découpées à l'emporte-pièce, il apprendra avec surprise de leurs rédacteurs en chef qu'ils ne sont jamais inquiétés. S'indigne-t-il des funestes exemples donnés par une soldatesque qui ne connaissait plus ses chefs, on lui expliquera que jadis le parti fédéraliste n'a négligé aucune occasion de parler et d'écrire contre les armées permanentes, contre la conscription, contre les rigueurs du code militaire ou de l'*ordenanza*, contre l'indigne servitude du soldat, jurant par les antinomies de Proudhon, par la philosophie de Krause, que dès qu'il arriverait au pouvoir, son premier acte serait de briser les fers de ces esclaves et de les renvoyer dans leurs foyers. Il s'est trouvé qu'à l'échéance on avait besoin du soldat pour faire tête aux carlistes, et que les nouveaux gouvernants l'ont

conjuré d'oublier leurs promesses, de porter quelque temps encore son collier de misère. Est-il étrange qu'une si dure déception ait fait des mécontents et des rebelles? N'est-il pas plus surprenant que l'armée espagnole compte encore des régiments et des corps entiers qui sont demeurés toujours fidèles au drapeau, et qui, aussi mal payés que mal nourris, se battent bravement et gaîment dans une guerre de montagnes âpre, fatigante, ingrate, où il y a plus de mauvais coups que de gloire à récolter?

Que notre voyageur interroge ensuite tel Anglais ou tel Français qui dirige depuis des années dans la Péninsule l'exploitation d'une mine ou quelque entreprise industrielle, sûrement il leur entendra dire que l'ouvrier espagnol est non-seulement intelligent et plus laborieux qu'on ne suppose, mais facile d'humeur, prompt à s'accommoder, plus gouvernable peut-être que tout autre. Il se convaincra aussi par ses propres observations qu'ayant peu de besoins, les classes inférieures d'Espagne ont peu de convoitises, que, leur dignité les disposant à ne point mépriser leur sort, elles ne sont guère travaillées par l'envie ou la haine du bonheur et de la richesse d'autrui, et qu'elles se distinguent dans l'habitude de la vie par une certaine

noblesse de sentiments, par une générosité, par une *hidalguie* native, par le respect de soi-même et des autres. On sera tenté d'en inférer que ce qui manque à ce troupeau bien disposé, ce sont des bergers dignes de le conduire. Quiconque a visité la *coronada villa* s'est aperçu bien vite que Madrid n'est pas seulement une ville de luxe et de plaisirs, qu'elle est une ville d'intelligence et de fine culture, qu'il s'y trouve une élite nombreuse d'esprits éclairés et libéraux, quelques-uns tout à fait supérieurs, d'une souplesse et d'une ouverture merveilleuses, informés de tout, également instruits des affaires de leur pays et de celles de l'étranger, aptes au gouvernement, et qui figureraient avec honneur dans tous les conseils de l'Europe. Que reste-t-il après cela, sinon d'accuser les étoiles, de conclure que les Espagnols sont l'un des peuples les mieux doués et les meilleurs de l'Europe, mais que les destins les ont condamnés, et qu'il est faux que les nations aient toujours le gouvernement qu'elles méritent?

C'est bien là l'intime pensée de cette élite d'hommes distingués dont nous venons de parler. Ils gémissent sur les misères de leur pays; mais ils n'ont garde de le renier, ni de le mépriser; ils ont pour lui des entrailles de miséricorde et de

tendresse. — « Vous voyez jusqu'où nous sommes tombés, nous écrivait l'un d'eux, et pourtant soyez sûr que, dans l'état d'abandonnement où nous sommes, notre ancienne vertu nous soutient encore, et qu'en tout pays, soumis à l'épreuve que nous traversons, il se commettrait plus d'excès et plus de crimes qu'ici. En définitive, les grands criminels sont rares parmi nous; partout en Espagne le bien est plus fort que le mal, et aucune société en Europe ne renferme plus d'éléments sains que la nôtre. » Ainsi parlent ces affligés, qui ne consentent point à désespérer de l'avenir. Ils ont la foi, ils opposent à l'épreuve présente les certitudes d'une invincible confiance; ils s'écrieraient volontiers avec un de leurs poètes : « Dans cette funeste rencontre, je prendrai pour symbole le faucon, avec son chaperon et sa chaîne; ce qui console mon infortune, c'est l'inscription mystérieuse que je lis sur son bandeau et qui dit : « Joyeux, à travers mes ténèbres, je vois déjà briller la pure lumière. »

. . . . . Alegre espero
Tras las tinieblas luz pura [1].

Quoiqu'il soit permis de beaucoup attribuer aux accidents fâcheux et au malheur des circonstances, nous aidons toujours à nos disgrâces, et nous ré-

1. Tirso de Molina, *Marta la piadosa.*

pondons en quelque mesure de notre sort. S'il est en Espagne des politiques sans reproche, les partis ont tous quelque chose à se reprocher, aucun d'eux n'a un passé entièrement net; mais, au lieu de faire un examen rigoureux de leurs péchés, ils préfèrent s'accuser réciproquement, et, dans les réquisitoires passionnés qu'ils fulminent les uns contre les autres, beaucoup de vérité se trouve mêlé à beaucoup d'injustice. « Qu'avez-vous fait de l'Espagne? disent les conservateurs aux républicains. Le 5 pour 100 coté à 16, le trésor vide, les carlistes maîtres de trois provinces, les commandements et les charges confiés à des incapables qui galvaudent tout ce qu'ils touchent, le soldat sourd à la voix de ses généraux et de l'honneur, la marine infectée de cette contagion, nos bâtiments de guerre transformés en pirates, nos colonies compromises, l'unité nationale menacée et qui demain peut-être ne sera plus qu'un souvenir, un pays qui s'effondre, les héritiers de Charles-Quint condamnés aux mépris de l'Europe et, pour dire davantage, à la pitié du Mexique, voilà vos œuvres. Que sommes-nous devenus entre vos mains? Où sont vos programmes? où sont vos promesses? où est cet âge d'or, cette ère de gloire et de félicité que vos songeurs nous annonçaient ? »

Les républicains leur ripostent : « Qui êtes-vous pour nous accuser? N'avez-vous pas commencé toutes les calamités que nous voyons? Vous nous reprochez la ruine des finances. Où était le 3 pour 100 quand nous avons pris le pouvoir? A 23. Et ne vous souvient-il plus que dès 1854 vous aviez fait dans le budget un déficit de plus de deux milliards de réaux, et que l'année suivante, lorsqu'un de vos ministres voulut opérer une souscription nationale de 300 millions, il n'en trouva que 55? Vous nous reprochez les carlistes. Il vous a fallu sept ans pour les réduire, et ils n'ont pas attendu que nous fussions aux affaires pour rentrer en campagne. Vous nous imputez la désorganisation de l'armée. Qui donc lui a enseigné la désobéissance, l'art dangereux des *pronunciamientos*? Qui, si ce n'est vous, a énervé le sentiment de la discipline dans les chefs et dans les soldats en les menant à l'assaut du pouvoir, en récompensant leurs trahisons par de scandaleux avancements ou par des réductions de service? Et la marine, est-ce un des nôtres qui en 1868 l'a pour la première fois insurgée? Il vous sied mal de gémir sur les maux du pays; il est malade des leçons que vous lui avez données, et nous ne sommes que les tristes héritiers de vos fautes et de vos désastres. Plût au ciel

que nous eussions pu n'accepter votre succession que sous bénéfice d'inventaire ; mais notre avénement, qui est votre ouvrage, nous a surpris. En quatre ans, vous avez brisé deux couronnes, et c'est vous qui avez imposé la république à l'Espagne. »

Les républicains ont raison : on ne saurait sans la plus criante injustice les accuser d'avoir interrompu une ère de prospérité politique. Ils n'ont point ouvert l'abîme ; il leur reste à prouver qu'ils sont capables de le fermer. Sans entrer dans le détail de l'histoire d'Espagne depuis quarante ans, il est incontestable que la monarchie constitutionnelle n'avait pas réussi à s'y asseoir, ni à donner aux institutions comme aux ministères cette durée et cet équilibre que réclame le développement des intérêts. « Dans la plupart des cas, a dit un publiciste anglais, mieux vaut l'esprit de suite avec la médiocrité que le tohu-bohu avec de grands talents. » L'Espagne a eu pour sa part les grands talents et le tohu-bohu.

A la vérité, deux de ses hommes d'État ont opéré des miracles. L'un, type des conservateurs bouillants et des gouvernements de combat, le général Narvaez, a su se faire obéir des tempêtes et maintenir l'Espagne en repos durant la révolution de 1848, qui a ébranlé les plus solides monarchies. L'autre, plus libéral et flegmatique, le général

O'Donnell, a fait durer cinq ans un cabinet qui s'est illustré par de grands travaux publics, par le règlement définitif obtenu du saint-Siége pour le désamortissement des biens du clergé, et par cette glorieuse guerre du Maroc dont le succès donna quelque ombrage à l'Angleterre. Les exceptions ne font pas la règle ; durant quarante ans, l'ordre n'a guère été en Espagne qu'un accident heureux. Le tohu-bohu a fini par dévorer les grands talents aussi bien que les petits. Quelle rapidité dans les mutations ! Que de ministères faits et défaits en quelques jours ! Les caractères les plus forts se sont brisés dans la lutte, la patience a manqué aux plus persévérants. Cette fragilité du pouvoir s'est communiquée aux principes mêmes de l'État; l'Espagne a eu coup sur coup cinq assemblées constituantes et plus de cinq constitutions. Triste sort pour un pays que d'être gouverné par des hommes et par des choses sans lendemain ! ces régimes éphémères diminuent à la longue l'âme d'un peuple et n'y laissent de place que pour des pensées d'un jour.

Telle a été la destinée de l'Espagne, et il faut convenir que les amis de la monarchie lui ont fait plus de mal que ses ennemis, que la république n'a rien détruit, qu'elle a succédé à des institu-

tions qui s'étaient comme acharnées à se détruire elles-mêmes, qu'elle est née de l'impuissance de constituer autre chose, qu'elle a bâti sur des décombres, et que, si elle avait besoin d'une excuse, elle la trouverait dans la déshérence d'un trône qui deux fois est resté vide. Aussi, avant de rechercher quelles difficultés particulières et nouvelles a pu susciter son avénement, il est naturel de se demander comment il se fait qu'un peuple doué de qualités rares n'ait pu se donner jusqu'aujourd'hui un gouvernement stable, et quelles influences malignes ont traversé en Espagne l'établissement de la monarchie constitutionnelle [1].

II

Montesquieu a remarqué que, les divers caractères des nations étant mêlés de vertus et de vices, il est d'heureux alliages d'où naissent de grands biens, qu'il en est d'autres dont il résulte de grands maux, que partant les vices politiques ne sont pas

1. Nous tenons à rappeler ici les instructives et remarquables études de M. Ch. de Mazade sur la politique espagnole. Il les a réunies dans deux volumes intitulés *l'Espagne nouvelle* et *les Révolutions de l'Espagne contemporaine*. Ces deux ouvrages jouissent à Madrid même d'une juste réputation.

tous des vices moraux, ni tous les vices moraux des vices politiques. Il en va de même des qualités et des défauts de l'esprit; tel défaut peut servir en politique, telle qualité peut nuire. Les peuples lourds, à l'esprit épais, étrangers à toute idéalité, sont plus propres que les autres à se bien gouverner. Les chimères ont peu de prise sur eux, et ils se défient de leurs imaginations, quand par hasard ils en ont. Très-attachés à leur intérêt, ils le prennent pour règle de leur conduite ; s'ils découvrent que la liberté est plus favorable que le despotisme à la prospérité de leurs affaires, ils portent le génie des affaires dans l'exercice de la liberté. Soumis à leurs habitudes, ils sont disposés à préférer ce qu'ils ont et qu'ils connaissent à tout ce qu'on leur promet et qu'ils ignorent; il y aurait dans un bonheur inaccoutumé quelque chose qui les troublerait. Le souverain bien politique consiste pour eux dans une existence bien ordonnée, dans la certitude de pouvoir faire demain et l'an prochain ce qu'ils ont fait hier et l'an passé.

Les Espagnols sont à la fois une des races fines et une des races nobles de l'Europe. Ils savent unir la vivacité et la souplesse de l'esprit avec la hauteur des sentiments, la possession de soi-même à la facilité du commerce, la noblesse du langage

au charme d'un exquis naturel. Ils sont exempts de certains travers que tolèrent trop aisément certains peuples, qui pourtant ne sont pas lourds; on ne connaît guère chez eux la morgue et le ton rogue de l'homme en place, les airs suffisants d'un cuistre empêtré dans son personnage, l'insolence employée comme moyen de gouvernement. Ce qui frappe davantage encore, c'est qu'ils concilient la dignité avec la gaîté facile, avec un fonds intarissable de belle humeur.

On ne saurait trop vanter la gaîté espagnole; elle est un défi de l'homme à la destinée, une victoire de l'esprit sur les choses, un miracle, un don de la grâce. Qu'on y pense, une gaîté qui a résisté à trois siècles du régime le plus oppressif qu'ait jamais subi aucun peuple européen! une gaîté qui a traversé l'inquisition, l'ombre et le silence de Philippe II! Cette belle humeur qui résiste à tout vit de peu et ne coûte guère à la Providence; elle ne réclame que de médiocres frais d'établissement, elle se suffit à elle-même. A quelqu'un qui lui demande : « Es-tu content? » un personnage de Lope de Vega répond : « Oui, car je veux l'être. » Il dit aussi : « Je veux être pauvre et pas triste; de deux maux, je choisis le moindre. » « Quel homme singulier tu fais! s'écrie dans une pièce d'Alarcon

un valet parlant à son maître ; tu ne bois pas au cabaret, et pourtant tu t'y amuses ; tes yeux, seigneur, versent la joie. » Ils abondent dans la Péninsule, ces yeux qui versent la joie ; elle a inventé le bonheur économique, qui se compose de soleil, d'oisiveté, de causeries, d'airs de guitare, de gazettes à un sou, de cigarettes à un liard, d'un peu de merluche, de beaucoup de verres d'eau et de l'espérance de voir tuer le dimanche qui va venir six taureaux bien encornés. Il n'est pas plus malaisé que cela d'être heureux, quand on sait s'y prendre. La capitale de l'Espagne est pleine de gens qui sont contents parce qu'ils veulent l'être : aussi le proverbe dit que la parfaite félicité est de vivre aux bords du Manzanarès, et que le second degré est d'être logé au paradis, pourvu qu'il y ait là-haut un judas pour voir Madrid. Non, ce n'est pas s'aventurer que de prétendre qu'en dépit des carlistes, des pétroleurs, de tout le sang versé et du coupon qui ne se paie pas, il y a dans l'Espagne d'aujourd'hui, telle qu'elle est, plus de gens contents, plus de vrai bonheur que dans la Prusse, le plus gouverné des pays, ou dans l'industrieuse et opulente Angleterre. L'Espagne pourrait dire à ces puissances orgueilleuses, qui méprisent ses haillons et condamnent superbement ses fous, ce que répli-

quait au roi Henri VIII le Pasquin de Calderon : « Peu m'importe de n'être pas roi, du moment que je suis gai. Un philosophe répondit à un soldat qui lui vantait les grandeurs d'Alexandre son maître : Cueille à terre la fleur que voici, porte-la à ton Alexandre et prie-le de t'en faire une semblable. Trophées, gloire, lauriers, triomphes, que lui sert tout cela, si, après tant de prodiges, il ne peut fabriquer une fleur si facile à pousser qu'elle se rencontre dans la première prairie venue ? — Et moi, je représente de même à votre majesté que, monarque souverain comme vous l'êtes et admiré de tout l'univers, vous ne pouvez pourtant être gai, chose si commune et si vulgaire qu'on la trouve dans un gueux sans chemise comme moi, et qui demain peut-être sera mort de faim. »

Que l'Andalousie, ravagée par l'anarchie et ensanglantée par le crime, entende encore des bruissements de castagnettes, que la veille ou le lendemain d'une émeute, le Prado et le Buen-Retiro voient accourir en essaim sous leurs ombrages les plus beaux yeux du monde, qui respirent la joie de vivre et l'orgueil du commandement, une si allègre insouciance a quelque chose d'héroïque et d'admirable; mais elle est un danger politique. Sa gaîté naturelle rend l'Espagnol indifférent à beau-

coup de maux, *sufrido*, c'est-à-dire insensible à bien des privations, prompt à se distraire et à se consoler, et il est fâcheux qu'un peuple ait la consolation trop facile. Sa belle humeur lui donne cette qualité qui n'a de nom que dans son admirable langue, la *conformidad*, ou la disposition à s'accommoder de son sort, et il en résulte qu'il vit sans trop souffrir dans certaines situations qui seraient insupportables à tout autre. Son enjouement voit dans les tragédies de l'État des comédies de cape et d'épée, s'amuse à en deviner l'intrigue, à en prévoir le dénoûment, à siffler le capitan qui reste court, à battre des mains au spirituel aventurier qui se tire des embarras les plus épineux par une *grâce*.

Cette société se croit au spectacle, elle assiste en étrangère à ses propres destinées; il faut qu'on la réduise aux plus dures extrémités pour qu'elle songe enfin à se défendre contre le malheur. L'Espagnol s'épargne la fatigue des longues prévoyances. Même dans la grave Castille le paysan ne cultive de terre que ce qu'il en faut pour subsister; il emploie à jouir de la vie le temps qu'il perdrait à bêcher le reste. L'ouvrier de Madrid ou de Séville dépense en un seul jour de liesse le fruit de son épargne, et se résigne sans effort à vivre de régime jusqu'à ce que sa tirelire, remise à flot, soit grosse d'une

nouvelle folie. Pareillement le peuple espagnol se paie à lui-même de temps à autre la fête d'une révolution : arrive que pourra, il a fait ce qui lui plaisait; quelles que soient les conséquences de son action, il se sent de force à les supporter. L'Espagne vit au jour le jour; nulle part les lendemains ne sont si légers, on les soulève comme une plume. Heureux, politiquement parlant, sont les peuples à qui pèse le souci du lendemain : ils dormiraient mal sous l'abri vacillant d'une tente, qu'emportera le premier vent d'orage; ils prennent de la chaux et du sable, ils se bâtissent des maisons et des gouvernements qui durent.

Si l'Espagne est éternellement gaie, c'est qu'elle est éternellement jeune, et ceci est encore un miracle. Jeune après avoir eu des maîtres qui tout vivants se donnaient la représentation de leurs funérailles! jeune après Philippe III et Charles II, après Charles IV et Ferdinand VII, après le trop long règne de la défiance saturnienne ou de l'imbécile bigoterie! On trouve le secret de bien des choses dans les maîtres de la poésie castillane, fidèles interprètes du génie de leur nation et si différents de ces admirables poètes italiens, qui, hormis l'Arioste, n'ont jamais été ni gais ni jeunes. Lope de Véga nous montre un empereur rencon-

trant dans les bois un paysan à la tête blanche, mais si vif et si vert qu'on ne sait quel âge lui donner. « N'avez-vous jamais vu, répond le paysan à cet empereur qui s'étonne, un arbre antique dont le tronc, quoique ridé, se couronne de verts rejetons? Voilà où j'en suis; le temps passe, et je me succède à moi-même. »

Yo me sucedo á mi mismo

Ce mot est l'emblème de l'Espagne; les siècles passent, elle se succède à elle-même. Les Italiens, qui ne sont pas jeunes, ont fait preuve dans ces dernières années d'un esprit de conduite qui a singulièrement avancé leurs affaires. La jeunesse, ce bien précieux, est une terrible chose en politique; l'expérience ne l'instruit point, elle est l'éternelle recommenceuse. La jeunesse ne sait ni prévoir, ni obéir, ni craindre; elle ne craint pas même ce que les sages appréhendent plus que tout le reste, l'inconnu. « Rien ne m'effraie tant que l'indéfini, disait un jour aux cortès de 1870 l'un des premiers orateurs de la tribune espagnole, M. Cánovas del Castillo. Je ne crains pas les multitudes, je ne crains pas les réformes, je ne crains pas même les grandes catastrophes de l'histoire, quand elles ont des solutions déterminées et nettes. En revanche, je redoute tout mouvement poli-

tique, pour inoffensif qu'il paraisse, lorsqu'il ne répond pas à une formule précise, lorsqu'il est engendré par des illusions, par ces fantômes qu'on appelle les idées vagues, lesquelles conduisent le plus souvent à de terribles déceptions et à de funestes reculs.» Et il disait encore : « Je ne crains ni les compromis, ni les responsabilités, ni l'injustice de mes adversaires; je ne crains qu'une chose, c'est l'inconnu, et jamais je ne transigerai avec lui. »

Quand la jeunesse a fait un pacte téméraire avec l'inconnu, et que l'inconnu l'a trompée, elle n'accuse point son aveuglement, elle s'en prend aux choses et aux hommes, et, s'irritant contre ses maux, elle n'en cherche pas longtemps le remède; le premier qui se présente lui semble bon, son impatience recourt aux expédients. C'est ainsi que les peuples jeunes ne voient de remède à une révolution manquée que dans une nouvelle révolution. Ils ressemblent à ce goutteux qu'un empirique se fit fort de guérir. Les drogues opérèrent si bien qu'après peu de jours le malade n'était plus goutteux; mais il était devenu paralytique, et on assure qu'il s'écriait dans ses oraisons : Seigneur Dieu, rendez-moi ma goutte! Le ciel entend souvent des vœux pareils au lendemain des révolutions. Il en est d'heureuses, il en est de nécessaires, il en est

d'autres après lesquelles on crie de toutes parts : Seigneur Dieu, rendez-nous ce gouvernement que nous haïssions et délivrez-nous des intrigants! O vanité des illusions! le monde est plein de gens et de peuples qui redemandent leur goutte.

Ce n'est pas seulement la complexion naturelle des Espagnols qui a nui à la solidité de leur établissement politique; il faut tenir compte de plis depuis longtemps contractés, d'habitudes qui résultent de leur histoire et de l'éducation qu'elle leur a donnée. Les élans chevaleresques, l'héroïsme, le mépris du danger, la générosité à l'égard des petits et des vaincus, la charité exercée sans faste, ces pitiés et ces tendresses qui siéent aux forts, l'Espagne a tout cela; les vertus éclatantes et les vertus touchantes croissent facilement sur cette terre d'orangers et de palmiers. Ce qui lui manque, c'est une vertu toute bourgeoise, qui n'a rien de brillant, et qu'on appelle le respect de la loi ou l'esprit légal, indispensable condition de la monarchie constitutionnelle aussi bien que de la république.

A quelle école les Espagnols auraient-ils appris le respect de la loi? Le despotisme a été souvent civilisateur, il a travaillé à l'éducation de plus d'un peuple, témoin l'histoire de Prusse et de France; la tyrannie au contraire n'enseigne rien que la

crainte ou l'idolâtrie du tyran. Or ce n'est point un despotisme ordinaire qui a régi l'Espagne pendant trois cents ans; que n'a-t-elle eu pour maîtres des Louis XIV ou des Frédéric II! Un publiciste disait au commencement de ce siècle que le roi catholique était au pied de la lettre le père de ses peuples, qu'il avait la faculté de faire tout ce qui lui semblait bon dans toutes les sphères de la vie du citoyen, dans l'intérieur des familles et dans le ménage des particuliers. L'inquisition était un tribunal spirituel au service du trône, qui communiquait, pour ainsi dire, à la puissance royale toute l'étendue qu'a la religion, et lui conférait l'empire des consciences, le règlement des mœurs et de la vie privée. Grâce à ces juges omnipotents, qui poursuivaient à titre d'hérésie tout ce qui était ou paraissait contraire aux intérêts du prince, le bras royal atteignait d'indéfinissables délits dont aucun tribunal de justice humaine n'aurait pu connaître. Qui dira où commence et où finit l'hérésie? Quand le trésor est pauvre, la plus grande hérésie pour un particulier est d'être riche, et un souverain qui a des inquisiteurs à ses ordres confisque les biens de ses sujets sans avoir à invoquer une loi, sans prendre la peine de rédiger un décret; il lui suffit de dénoncer un danger ou le soupçon d'un danger.

Le gouvernement de l'Espagne fut durant trois siècles un gouvernement de salut public qui n'avait d'autre règle que la raison d'État, à laquelle l'Église, dont le prince se servait sous couleur de la servir, prêtait la sainte majesté d'une religion. Aussi les poètes officiels de Philippe III et de Philippe IV enseignaient-ils qu'il n'y a pas de principes ni de contrats qui obligent le roi, parce qu'il est l'auteur des contrats et des principes. « Qui a établi cette loi? s'écrie le roi don Pèdre dans le *Valiente Justiciero* de Moreto. — Des priviléges octroyés par vos ancêtres à nous qui naquîmes grands d'Espagne. — Étaient-ils plus rois que moi ? — Non, seigneur. — Eh bien! si je suis autant qu'eux, celui qui fit la loi est l'arbitre de la loi, et je saurai l'observer quand cela pourra convenir à mes intérêts, et la violer aussi pour faire un juste châtiment. »

Les Espagnols ont subi longtemps ce régime, et ils n'en sont pas morts : c'est la plus forte preuve qu'ils aient donnée de leur puissante vitalité; mais l'arbitraire consacré par la foi ne domine pas pendant des siècles sur un peuple sans entrer dans ses chairs et dans ses os. L'Espagne a passé brusquement de l'inquisition à la révolution, et la monarchie constitutionnelle y a ressemblé trop souvent à un gouvernement de salut public, trop souvent elle

a invoqué la raison d'État : il semblait que l'office propre des cortès fût de lui voter des pouvoirs extraordinaires ou des bills d'indemnité. L'administration n'a pas été plus timorée que ses maîtres. Que de litiges, que de questions résolues par l'intérêt, par la force, par le bon plaisir! Instruit par ces leçons, le peuple s'est trop accoutumé à voir dans la sagesse politique l'art ingénieux d'éluder les lois, dans les lois elles-mêmes des difficultés inventées pour exercer l'imagination des gens d'esprit, — et il y a tant d'esprit en Espagne! « A quoi bon faire encore des lois, s'il n'y a point d'Espagnols pour leur obéir? » demandait récemment un député aux cortès. C'est pousser les choses à l'extrême; on peut toutefois affirmer que dans nul autre pays l'illégalité n'est considérée comme un péché si véniel. Sur la rive gauche de la Bidassoa, elle fait en quelque sorte partie de l'art de vivre. « L'offensé attend patiemment une occasion pour se faire justice, le marchand ouvre un compte-courant aux complaisances du douanier, et le voyageur prend un sauf-conduit du voleur. C'est l'ordre dans le désordre [1]. »

1. *Le Pamphlet et les mœurs politiques en Espagne*, par Gustave d'Alaux, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 juillet 1847.

Les partis qui divisent l'Espagne et qui ont occupé tour à tour le pouvoir ne se sont pas appliqués à enseigner à la nation l'esprit légal. Cette tâche revenait de droit au parti conservateur; mais ce qu'il y a de plus rare aujourd'hui, non-seulement au-delà des Pyrénées, mais dans toute l'Europe, si on excepte la Grande-Bretagne, c'est un vrai conservateur. On donne souvent ce nom à des hommes qui rêvent des restaurations impossibles par des coups de main ou des tours d'escamotage. C'est abuser du mot, ces gens-là ne sont que des révolutionnaires retournés. Le vrai conservateur est l'homme qui, respectueux pour les traditions, ne croit qu'aux progrès lents accomplis par des moyens strictement légaux. Il peut avoir ses préventions, ses préjugés; il ne laisse pas de représenter dans ce monde une assez belle chose, le culte du droit et la parfaite probité politique. Cette noble espèce est à peu près perdue. Peut-on s'en étonner dans un siècle où des princes très-légitimes ont fondé leur fortune sur des moyens très-illégitimes, dans un siècle où le Vatican lui-même remplace les traditions par des coups d'État, et les étrangle révolutionnairement dans des conciles qui ne sont que des traquenards? Ne soyons pas trop sévères pour les conservateurs espagnols, modérés

ou libéraux; ils avaient du moins le courage de leurs actions, la franchise de se donner pour ce qu'ils étaient. L'Espagnol est le moins hypocrite des hommes, il étale avec candeur ses passions et ses calculs, et le magasin vaut souvent mieux que la devanture. Modérés et unionistes se sont tous mis à leur heure au-dessus des lois, et ils ne s'en cachaient pas. Le général Narvaez disait tout haut qu'il lui fallait six mois de dictature, après quoi il rétablirait en Espagne le règne de la constitution et de la liberté. Le général O'Donnell de son côté ourdissait savamment quelque conspiration militaire, s'engageant à restaurer, dès qu'il aurait réussi, les lois, la discipline, le culte de la royauté. Ces deux hommes semblaient dire : « Laissez-nous commettre aujourd'hui encore une petite illégalité, demain nous serons irréprochables, et nous expierons nos péchés en fusillant sans rémission quiconque serait tenté de suivre les exemples que nous avons donnés. »

Les progressistes, qui sont devenus plus tard les radicaux, n'étaient pas tenus à plus de scrupule que les conservateurs; on ne pouvait exiger d'eux qu'ils fussent plus corrects dans le choix de leurs moyens. Leur fonction propre était de vouloir le progrès, et l'Espagne en a fait de considérables

qui leur sont dus; mais un ministre libéral disait d'eux avec raison en 1856 « que le ciel leur avait refusé le don de la sagesse et de la modération. » Quand ils ont eu la majorité dans les cortès, ils ont poussé à l'extrême ce goût des nouveautés hasardeuses, cette impatience de tout changer, qui est le défaut des partis avancés. A bas tout ce qui est ! *abajo todo lo existente !* fut trop souvent leur mot d'ordre. Pour que la loi soit respectée, la première condition est qu'elle soit bonne, la seconde qu'elle soit ancienne. En Espagne, on n'a jamais laissé aux lois ni aux constitutions le temps de vieillir; on en pourrait citer qui étaient mortes avant même d'avoir été promulguées. Au lieu de les améliorer, on jugeait plus simple de les détruire; au lieu de réparer la maison, on la reprenait par le pied et on refaisait les gros murs.

Faute de cette *templanza* ou de cette vertu de la modération qui est si nécessaire dans toutes les affaires d'État, les progressistes ne se sont pas assez défiés de cette inclination qui porte les peuples latins à chercher l'absolu dans la politique, à décréter des décalogues du haut d'un mont Sinaï. La politique est une science expérimentale, et en vérité, comme la médecine, moins encore une science qu'un art. Que dirait-on d'un médecin qui

ordonnerait le même régime à tous ses malades sans tenir compte de leur tempérament? et que faut-il penser des hommes d'État qui imposent des institutions à un peuple sans consulter ses mœurs, ses traditions, ni son histoire? Le malheur des progressistes est d'avoir été trop longtemps dans l'opposition, de s'être accoutumés à considérer le pouvoir comme un ennemi auquel il faut rendre l'existence amère ou impossible. Aussitôt qu'ils ont prévalu dans les cortès, ils se sont occupés de réduire une autorité que de longs déboires leur avaient appris à haïr, et ils ont proclamé toutes les libertés sans tempérament et sans précaution. Ont-ils eu en main le pouvoir, ils ont senti bientôt que les lois qu'ils avaient fait passer étaient inapplicables. C'étaient ce qu'on appelle en Espagne des constitutions de jours de fête, fort bonnes quand tout le monde est d'accord pour pavoiser sa maison, impraticables dès qu'on ne s'entend plus et qu'un gouvernement menacé a besoin de se défendre. Les auteurs de ces institutions se voyaient dans l'impossibilité de gouverner légalement; ils suppléaient à la loi par des artifices ou se tiraient d'affaire par des coups de force; et, après avoir été parfaitement libéraux, ils devenaient parfaitement arbitraires. Sous l'ancien régime, l'Espagne était

un pays où le pouvoir avait le droit de tout faire et le peuple le droit de ne rien dire. Aujourd'hui le peuple a conquis le droit de tout dire; quand le pouvoir renoncera-t-il à la liberté de tout faire?

Une autre maladie organique qui travaille l'Espagne est ce singulier penchant à l'anarchie ou au morcellement politique, dont elle a donné tant de témoignages manifestes, jamais plus, il est vrai, que dans ces jours de fédéralisme où non-seulement chaque commune, mais chaque Espagnol, si l'on n'y mettait ordre, finirait par se transformer en un canton fédéral. Avant d'être une nation, l'Espagne fut une collection de petits États indépendants toujours aux prises les uns avec les autres; huit siècles de guerre civile, voilà son histoire au moyen âge. Ferdinand et Isabelle sont venus, et après eux la maison d'Autriche, qui a substitué le despotisme au chaos; mais, dans la pensée de Charles-Quint et de ses successeurs, le plus sûr garant de l'unité nationale était l'unité religieuse, et ils n'ont point cherché, comme cela s'est fait ailleurs, à établir solidement dans les provinces l'unité administrative et civile. Il leur a paru que, pourvu que toutes les consciences espagnoles fussent taillées sur le même patron, on pouvait tolérer sans inconvénient des différences

de coutumes, d'usages et de pratiques, et que des évêques et des inquisiteurs nommés par le roi sont les meilleurs gardiens de l'ordre public. A côté d'un inquisiteur, c'est un mince personnage qu'un préfet. Aragonais, Galiciens, Andalous, étaient tous condamnés à l'orthodoxie perpétuelle; on les contraignait de porter leurs consciences au saint-office pour y recevoir le poinçon; malheur à celles qui n'étaient pas au titre légal! Si l'État disposait de leur âme, en retour il ménageait certaines habitudes traditionnelles qui leur étaient chères; il en résulta que sous le gouvernement le plus compressif les provinces ont gardé un caractère propre, et qu'aujourd'hui les Galiciens, les Andalous et les Catalans sont presque des étrangers les uns pour les autres. Le saint-office, qui les retenait tous dans le devoir, a disparu. Le grand arbre tombé, les arbustes qui végétaient à son pied et qu'il offusquait de son ombre, délivrés de cette gênante tutelle, ont grandi plus librement. La réforme de 1833, les lois organiques de 1845, en centralisant l'Espagne, ont fortifié le pouvoir des préfets et des bureaux; mais cette autorité de récente origine n'est hors d'insulte qu'aussi longtemps que le gouvernement est fort.

En France, l'administration est l'élément permanent de la société et lui permet de conserver son

identité au travers de toutes les révolutions; le gouvernement passe, la société demeure. En Espagne, quand le gouvernement tombe, la nation même paraît en danger de périr, car il entraîne l'administration dans sa chute, elle disparaît en un clin d'œil. Qu'est-ce qu'une révolution pour Malaga? Un jour de fête où elle a le bonheur d'expulser ses douaniers. Qu'est-ce qu'une révolution pour Séville? Un jour d'ivresse, où l'on supprime l'octroi et le papier timbré. Voilà ce qui se passe dans toute la Péninsule. Dès qu'une émeute victorieuse a renversé le pouvoir central, chaque ville nomme sa junte révolutionnaire, qui elle-même nomme les autorités locales, renouvelle tout le personnel des employés, abolit des impôts ou frappe de nouvelles contributions, enrégimente des volontaires, promulgue des décrets, ordonne des arrestations, comme si elle était seule en Espagne, seule dans le monde entier. Souvent même elle coupe les fils du télégraphe ou détruit les rails du chemin de fer pour s'assurer que personne ne viendra la déranger, et pour éviter toute communication désagréable avec le dehors. C'est une grosse affaire pour le pouvoir central, quand il est parvenu à se reconstituer, d'avoir raison de toutes ces autonomies municipales.

Cette force de l'esprit local est une disposition innée à l'Espagne; mais les circonstances l'ont favorisée. Un Espagnol qui connaît bien son pays nous disait un jour que la guerre d'indépendance avait exercé à cet égard une influence funeste, tant il est vrai que les vertus et l'héroïsme même peuvent nuire en politique. Si jamais peuple a fait une action osée et donné un éclatant exemple de virile résolution, ce fut le peuple espagnol en 1808. Le défi jeté par une nation sans armée, sans généraux, sans finances, au grand capitaine qui tenait l'Europe sous son pied, restera l'un des plus étonnants spectacles de l'histoire. Cette folie eut raison contre la raison, et de malheur en malheur elle lassa la défaite; mais elle eut des conséquences sociales qu'on n'avait pas prévues. Pendant plus de quatre ans, l'Espagne insurgée vécut sans gouvernement. La junte centrale et les cortès de Cadix n'avaient qu'un pouvoir bien circonscrit; dans tout le reste du pays, chaque bourg, chaque village qui avait déclaré de son chef et en son propre nom la guerre à Napoléon Ier, ne pouvait prendre conseil que de lui-même pour organiser la résistance, pour se procurer des ressources, recruter des bandes, arrêter son plan de campagne. Le gouvernement était partout et n'était nulle part, et dans cette

anarchie organisée chacun, ne relevant que de soi, ne répondait de soi à personne. Il est dangereux pour un peuple de se passer de l'État pendant cinq ans; il peut être tenté de s'en passer toujours comme d'une chose inutile, et la guerre d'indépendance a causé à la société espagnole un ébranlement profond dont elle paraît ressentir encore le contre-coup, lorsque après chacune de ses révolutions elle semble prête à se disloquer. N'a-t-on pas vu après cinq mois de guerre nationale la France, plus fortement organisée, avoir peine à reprendre son équilibre, et se sentir menacée d'une décomposition politique dont personne ne soupçonnait le danger? La Commune a été la triste rançon des généreux efforts qu'elle avait faits pour se reprendre à un ennemi victorieux, qui la tenait séparée de son gouvernement par une muraille de fer.

Les Espagnols, a dit un Espagnol, ont toujours été brouillés avec le possible. C'est à la fois leur grandeur et leur infériorité. Leur histoire est pleine de traits dignes d'une âme téméraire,

Et grande encore plus que folle.

M. Cánovas del Castillo, dans son admirable étude sur la maison d'Autriche [1], a montré que la po-

1. *De la Casa de Austria en España, bosquejo histórico de D. A. Cánovas del Castillo,* Madrid, 1869. — L'un des

litique des Charles-Quint et des Philippe II n'a été que la plus gigantesque des aventures. Un pays de 9 millions d'habitants, situé à l'un des bouts de l'Europe, moins riche que ses voisins, et qui ne pouvait porter au-delà de ses frontières plus de 20,000 soldats à la fois, a rêvé la monarchie universelle. En même temps qu'il dominait sur le vieux monde, il en inventait un autre et conquérait de l'autre côté de l'Océan des provinces nouvelles aussi vastes que les plus grands empires. C'était forcer la nature, et une telle gageure n'a pu être gagnée quelque temps que par l'habileté consommée des princes, par l'incomparable valeur des soldats, par l'opiniâtreté d'une ambition possédée de sa chimère et que rien ne rebutait. Enfin il a fallu céder au sort et à la force des choses, qui tôt ou tard assignent aux prétentions leurs véritables frontières. Les Bourbons ont eu le mérite de rendre l'Espagne à ses légitimes destinées. Au siècle dernier, le bon sens la gouverna pendant trente ans

chefs les plus marquants de l'ancien parti modéré, M. Alejandro Llorente, esprit sagace et pénétrant, prépare à l'aide de documents inédits une histoire financière du règne de Philippe II. Ce travail jettera un nouveau jour sur les expédients auxquels ce maître de deux mondes, éternellement besoigneux, se voyait contraint de recourir pour payer ses soldats et pour acheter tous les personnages considérables d'Europe qui étaient à vendre.

sous le nom de Charles III, le prince le plus sage et le plus éclairé qu'elle ait eu, lequel, s'étant avisé qu'elle avait trop de moines et pas assez de chemins, pas assez de bras ou d'esprits utilement occupés, s'appliqua sans relâche à la dégourdir et à l'enrichir, à réveiller la langueur de ses industries, à lui donner avec la liberté commerciale un timide commencement de la liberté de penser. Ce ne fut pas le plus populaire de ses souverains ; beaucoup d'Espagnols d'alors estimaient qu'un moine est plus utile à la société qu'une grande route, beaucoup d'autres préféraient une aventure à un canal [1].

Les amateurs de cas fortuits furent bien servis par les circonstances qui suivirent, et la guerre d'indépendance vint combler leurs vœux ; elle a développé avec l'anarchie ce goût des hasards, autre maladie dont souffre la société espagnole. Qu'on se représente tous ces étudiants qui interrompaient leurs études à peine commencées, ces moines qui jetaient le froc aux orties, ces contrebandiers qui, las de se battre contre des douaniers, rêvaient de plus illustres exploits, ces pâtres

1. Charles III, dont les réformes firent plus d'une fois murmurer ses sujets, disait : « Mes Espagnols sont comme les enfants qui crient quand on les nettoie. »

qui se séparaient de leurs moutons pour se faire tous chefs de bande et s'en aller courir la montagne à pied, la plaine à cheval, enlevant des dépêches, interceptant des convois, détruisant l'ennemi en détail, fondant comme l'aigle sur leur proie et regagnant avec leur butin le creux de leur rocher, souvent malheureux, bientôt consolés, jouant avec délices cette grande partie que l'Espagnol préfère à toutes les autres, celle où sa vie est l'enjeu. Que la paix parut insipide à ces héros! quel morne ennui les saisit en rentrant dans la vie d'habitude! Ils prenaient en pitié leurs moutons ou leur sombre étude d'*escribano*. Des rêves terribles et charmants troublaient leurs oisivetés.

On voit dans la plus remarquable comédie espagnole qui ait été faite sous la monarchie constitutionnelle [1] un valet de chambre, nommé Ramon, dont le maître fut en son temps un intrépide coureur de bonnes fortunes. Son domestique avait part à ses secrets et l'accompagnait dans ses hasards, habile à glisser un billet ou à corrompre une camériste; mais tout finit, Lovelace s'est marié, et sa femme est un parangon de ménagère. « Il me semble, s'écrie Ramon, que me voilà devenu aussi mari que mon maître. Cette maison est un couvent;

1. *El hombre de mundo*, par Ventura de la Vega.

on ne me laisse aller à la promenade qu'un dimanche sur trois et pendant une couple d'heures ; si je tarde à rentrer, la señora prend de l'humeur... Je balaie, je vais au marché, et je dois inscrire sur un petit livre toutes mes emplettes avec les prix ; manque-t-il deux cuartos, il faut que je me creuse la cervelle jusqu'à ce qu'il en sorte un compte juste. » Et il ajoute avec l'accent du désespoir : « Vive Dieu ! je ne suis pas fait pour cela, l'ordre me tue ! *el orden me mata !* »

Combien de ces *guerilleros* et de ces *cabecillas* de la guerre d'indépendance ont pu s'écrier avec Ramon : L'ordre me tue ! En 1833, ils bénirent don Carlos, qui leur ramenait des jours heureux, et promettait à leur escopette un regain de prouesses. Ces prisonniers de l'ordre eurent hâte de se mettre au large ; ils s'y prirent si bien qu'ils ont fait durer sept ans leur plaisir. Elles ont leurs gloires, les guerres de partisans. L'inconvénient est que, plus encore que les autres, elles suspendent le règne des lois et de la morale ; la cause que l'on sert autorise tout, sanctifie tout : plus d'un bandit se prend pour un héros. De telles confusions ne sont pas rares dans un pays où l'on méprise les choses communes, et où règne une sorte de complaisance romantique pour les beaux crimes, lesquels au con-

traire sont peu goûtés de ceux qui en pâtissent, car jamais homme volé n'admira son voleur, — peu goûtés aussi du moraliste, qui leur reproche de brouiller toutes les idées. « Je suis un voleur, c'est vrai, disait un jour un bandit espagnol, mais un voleur honnête, un *honrado ladron.* » On croit entendre cet escroc des *Nouvelles* de Cervantes qui s'écriait : « Voleur, je le suis pour obliger Dieu et les gens de bien. — C'est une chose nouvelle pour moi, répliqua Cortado, qu'il y ait dans le monde des voleurs qui servent Dieu et les bonnes gens; » à quoi le joli garçon repartit : « Seigneur, je ne me pique pas de théologie ; ce que je sais, c'est que chacun dans son métier peut servir le roi et louer Dieu. »

Toutes les aventures ne se passent pas dans les bois, et les aventuriers n'ont pas tous l'escopette au poing. La politique a les siens, qui ne sont pas moins dangereux que les autres. La monarchie parlementaire est par essence un gouvernement bourgeois, elle ne prospère que par les qualités et les défauts mêmes de l'esprit bourgeois, je veux dire certain sens pratique qui compte avec les difficultés, le respect un peu timide des supériorités et la disposition à leur laisser les premières places, une circonspection qui répugne à trop ha-

sarder, qui redoute les moyens extrêmes, les solutions violentes. Le gouvernement constitutionnel est incompatible avec l'esprit d'aventure, ses plus redoutables ennemis sont les casse-cous, et il lui est difficile de réussir chez un peuple où un trop grand nombre d'hommes aspirent aux premières charges de l'État, et sont prêts à tout risquer pour satisfaire leurs prétentions.

Qu'on suppose un pays d'égalité absolue, où tout le monde peut prétendre à tout, et dans lequel tout le monde peut se croire capable de tout, parce que la moyenne des intelligences y est pareille à ces terres heureuses de la Vieille-Castille que l'agriculteur se contente de gratter avec une charrue légère, sans prendre seulement la peine de les fumer. Supposons encore un pays où beaucoup de paresseux ont l'orgueil de leur paresse et professent pour beaucoup de métiers une espèce de mépris traditionnel ; donnez à ces paresseux une forte dose de cette hardiesse d'imagination, propre aux peuples du midi, qui, féconde en mirages, ne demande qu'un grain de sable pour se bâtir un palais ; ajoutez-y un certain fatalisme presque oriental qui croit que toute chose arrive parce qu'elle devait arriver, que chaque homme naît avec ses chances écrites dans la paume de sa main, et que

« deux instants de bonheur valent mieux qu'un siècle de mérite [1]. » Dans cette société, l'industrie et le commerce, étant fort arriérés, fournissent un emploi trop restreint aux forces actives de la nation, un écoulement insuffisant au génie d'entreprise ; au contraire les fonctions publiques, accessibles à tous, sont accompagnées d'une prime assez considérable pour stimuler l'ambition, de telle sorte que tout homme qui devient ministre est presque assuré de jouir sa vie durant d'une pension de 30,000 réaux, que tout employé qui aura traversé les bureaux touche en les quittant une fiche de consolation, et que dans un budget en déficit 50 millions de francs sont affectés au paiement d'indemnités ou de retraites connues sous le nom de *monte-pios*, de *cesantias* ou de *jubilaciones*. Admettons enfin que toute révolution ou même tout changement ministériel ait pour premier effet de renouveler l'administration du haut en bas, depuis le sous-secrétaire d'État jusqu'aux huissiers et aux portiers. Si telle est la situation de l'Espagne, nous étonnerons-nous que tant de gens y soient occupés à spéculer sur les *crises* comme ailleurs on spécule

1. Siglos de merecimiento
Trueco á puntos de ventura.
(Alarcon, *Las Parades oyen*, I, 1.)

sur la hausse et sur la baisse, que les courtiers en révolutions y abondent, que la conspiration y devienne une carrière, les aventures une industrie. et que les intérêts et le repos des gens de paix y soient trop souvent compromis par les artistes en politique picaresque ?

Le chef-d'œuvre de la littérature espagnole est l'histoire des mésaventures d'un aventurier et en général des disgrâces qu'essuie dans ce monde l'esprit romanesque. L'auteur était bien de son pays ; il appartenait, lui aussi, à la race des romanesques. Ayant rêvé la fortune et la gloire, il était allé les chercher à Lépante. Que lui en revint-il? Trois coups d'arquebuse, un bras à jamais mutilé, cinq années de dure servitude en Barbarie et, comme les malheurs appellent les malheurs, d'injustes persécutions, de nouveaux emprisonnements, la misère et la faim. Il composa son roman dans une de ses captivités, et en grande âme espagnole qu'il était, au lieu de maudire la malignité de sa fortune, au lieu de s'apitoyer sur lui-même et d'attendrir le monde par ses mélancolies, il se consola de ses déceptions en les raillant ; son livre, écrit par un détrompé, est une source d'inépuisable gaîté pour tous les peuples et pour tous les siècles. Il y a encore des don Quichottes en Espagne ; on y voit aujour-

d'hui même des hommes qui se battent pour ou contre des moulins à vent, qui arrachent à leurs cages des lions rugissants, et pensent bien faire en mettant au large des galériens [1]. Toutefois, si ces don Quichottes sont aussi extravagants que leur glorieux ancêtre, ils sont la plupart moins désintéressés. Leur Dulcinée du Toboso a une dot, elle leur a promis la présidence du conseil ou des appointements de maréchal.

La race des Sanchos n'a pas non plus disparu d'Espagne. Beaucoup de gens y rêvent encore d'une île, et partent d'un pied léger à sa recherche ; cette île est un *destino* ou un bon petit emploi de quelques mille *pesetas*. Ils reçoivent chemin faisant nombre de ces coups qui font mal ; ils en font le compte, et, quand les héros qu'ils servent sont devenus tout-puissants, ils réclament leur salaire, alléguant « les services qu'ils ont rendus » et « les sacrifices qu'ils ont soufferts pour la bonne cause. » Ces deux phrases se répètent beaucoup à Madrid dans les jours qui suivent une révolution. Les sacrifices et les services rendus ne sont pas toujours un gage suffisant de capacité, et quand les emplois

1. Quand le bruit courut aux cortès que les insurgés de Carthagène avaient ouvert les portes du bagne, un député s'indignant, un autre lui répondit : « Ils ont eu raison, ils sont allés chercher des hommes où il y en a. »

servent à récompenser les dévoûments politiques, l'administration en pâtit quelquefois. Naguère M. Casalduero ne disait-il pas au congrès qu'en règle générale les hauts employés étaient les incapacités du pays? « J'ai connu, disait-il encore, des fonctionnaires qui touchaient un traitement de 50,000 ou 60,000 réaux, et qui ne savaient pas écrire une lettre; on ne les avait choisis que par raison politique. » Ceci n'est point particulier au régime républicain, qui jusqu'aujourd'hui n'a changé en Espagne que les hommes et non les choses. Sous un gouvernement monarchique, on vit nommer administrateur des domaines de l'Escurial un *torero* ou, pour mieux dire, un de ces *cacheteros* qui achèvent d'un coup de poignard le taureau abattu et mourant. Il ne savait ni lire ni écrire, et signait avec une croix.

A la vérité, quelques-uns de ces Sanchos parvenus témoignent une modestie, une défiance d'eux-mêmes, dont il faut leur tenir compte. Comme on offrait une place importante dans l'administration financière des Philippines à un brave homme de charpentier qui avait servi je ne sais comment la république, il lui vint des scrupules; il en pousse sur les bonnes terres. Cet ingénu représenta au ministre qu'il savait mieux que personne débiter un

billot ou clouer des voliges, mais qu'il était peu versé dans les finances. On lui répondit qu'il aurait des secrétaires nourris dans le métier, qui le mettraient au fait. Après avoir quelque temps bataillé contre son bonheur : « Vous le voulez, soit ! j'accepte, s'écria-t-il ; mais il faut tout prévoir, j'emporterai là-bas mes outils. »

Ce trait mérite d'être noté. D'ordinaire les Sanchos ne s'instruisent que par leurs déceptions; ils ne sont sages qu'en revenant de leur île, et tôt ou tard on revient de toutes les îles. La chose rare, c'est d'être sage avant que d'y être allé.

III

Dans les pays libres où l'on croit encore aux rois et qui unissent le respect à l'esprit de discussion, la monarchie constitutionnelle fournit à l'ordre public une précieuse garantie en plaçant au sommet de la hiérarchie sociale quelque chose d'incontesté, qui couvre tout le reste et assure la durée des institutions. Que si au contraire la foi dynastique est morte ou affaiblie, la république offre cet avantage considérable, que le pouvoir a moins d'adversaires, qu'il n'encourt pas la malveillance de beaucoup

d'honnêtes gens à qui la royauté est odieuse, quel que soit le prince, et qu'il peut appliquer à la défense des intérêts sociaux toutes les forces qui s'emploient ailleurs à soutenir, tant bien que mal, un trône compromis ou détesté.

A la mort de Ferdinand VII, les honnêtes gens qui n'aiment pas les rois ou qui s'en défient étaient fort rares en Espagne. Le sentiment monarchique était répandu dans toutes les classes; elles respectaient presque à l'égal l'une de l'autre la majesté divine et la majesté humaine, qu'elles étaient accoutumées à ne point séparer dans leurs hommages. Les Espagnols étaient au nombre de ces peuples qui considèrent un trône comme la clé de voûte de l'édifice politique, qui estiment qu'une société sans roi est une maison sans plafond. Ayant passé avec une dynastie un contrat de mariage que les siècles avaient consacré, ils confondaient intimement leur destinée avec la sienne. Ni les déloyautés, ni les perfidies, ni les cruautés narquoises du protégé de Louis XVIII n'avaient pu décourager la fidélité de ses sujets.

La première condition pour l'établissement d'une monarchie constitutionnelle se trouvait ainsi remplie; mais ce n'est pas assez que l'opinion publique soit respectueuse, il importe qu'elle soit vigilante

et active, que la majorité de la nation ait l'œil ouvert sur les événements, qu'elle s'intéresse aux affaires de l'État, qu'elle s'en forme un jugement plus ou moins raisonné, qu'elle soit disposée à user de tous les moyens légaux pour exprimer son avis et le faire prévaloir. L'opinion doit être non-seulement le soutien, mais la règle du pouvoir; si elle se tait, il n'a plus de boussole, et le gouvernement de la discussion est remplacé par le gouvernement de la fantaisie.

Le malheur est qu'en Espagne l'opinion publique manque de cette fermeté de trempe, de cette constance dans l'attention, qui protégent le pouvoir et contre les menées des conspirateurs et contre ses propres entraînements. Elle est sujette à de fatales indifférences, défaut commun à ces nations fortunées du midi où le soleil tient lieu de tout, et qui n'ont pas besoin d'être très-bien gouvernées pour être heureuses. Au surplus, les vicissitudes des événements et des caractères lui ont appris à douter de beaucoup de choses, son indifférence s'est compliquée de scepticisme. Elle ne croit plus aux programmes, elle sait par expérience que tout se réduit le plus souvent à des questions de personnes ou d'intérêt, que demander une réforme est une manière comme une autre de réclamer une place

et un traitement. Elle n'est plus dupe des masques; elle se défie surtout de ces Catons qui prononcent d'éloquents réquisitoires contre la corruption des mœurs ou la perversion des idées, et promettent, si on les laisse faire, d'inaugurer l'empire de la vertu et de l'ordre moral; elle sait déchiffrer l'austérité de ces visages, elle lit sur ces fronts blêmes la pâleur du joueur assis devant un tapis vert et qui attend, respirant à peine, le sort de l'atout qu'il vient de laisser tomber. N'a-t-elle pas constaté cent fois qu'en Espagne la morale publique n'a trop souvent rien à démêler avec la morale privée? que tel homme incapable de dérober un sou à un particulier se regarderait comme un sot, *un tonto*, s'il ne s'enrichissait pas au pouvoir? que tel autre, exact dans ses engagements privés, croit faire une action indifférente en trahissant le gouvernement dont il accepta les bienfaits? La grande masse très-honnête et très-sensée du peuple espagnol observe tout cela, s'en rit plus qu'elle ne s'en indigne, et se distrait de tout en allant au Prado ou à la Plaza de Toros. Pour la tirer de son ironique apathie, il faut que le danger la prenne en quelque sorte à la gorge. Alors, quand à un détour du chemin elle voit tout à coup se dresser devant elle le spectre de l'anarchie ou l'odieux fantôme

du despotisme qui se glisse toujours à sa suite, elle se réveille en sursaut, et leur crie : Vous ne passerez pas! — mais il arrive quelquefois qu'elle a dormi trop longtemps.

D'un côté, des millions de gens raisonnables et ironiques, dont les résistances sont intermittentes, trop enclins à laisser tout faire et tout arriver; d'autre part, quelques milliers d'ambitions toujours éveillées, toujours allumées, des aventuriers alertes, gaillards et dispos, très-attentifs aux occasions, la phalange des *cesantes* ou des employés mis à pied, socialistes d'un nouveau genre, qui professent non le droit au travail, mais le droit à l'emploi, et n'ont que deux mots à la bouche : des crises et des places, *crisis y destinos*. Les milliers qui ne dorment jamais auront facilement raison des millions qui ont des léthargies. L'esprit de progrès, le libéralisme sage, seront à la merci de révolutions et de réactions insensées; le bon sens public essuiera dans ces alternatives de perpétuelles défaites que répareront à grand'peine ses imparfaites revanches. On a souvent dit que l'Espagne était le pays de l'imprévu. C'est que les événements s'y trament dans l'ombre, — ils n'ont jamais surpris ceux qui ont accès dans les coulisses. Il serait mieux de dire que l'Espagne est le pays des accidents prépa-

rés et nécessaires. Quand on considère de près les désordres qui l'affligent, on y découvre une régularité fatale et monotone; de 1833 à 1868, son histoire offre l'incessant retour des mêmes causes et des mêmes effets, et peut se résumer en quelques mots.

La liberté absolue des élections est un beau rêve qui ne s'est réalisé jusqu'ici dans aucun pays. Partout la corruption, l'intrigue, certaines violences pratiquées avec art ou sans art altèrent ou faussent en quelque mesure le verdict du suffrage restreint ou universel; mais chez les nations qui ont le tempérament et l'habitude de la liberté légale ces influences pernicieuses rencontrent de sérieuses résistances, qui en corrigent l'excès : le gouvernement parlementaire n'y est pas une fiction, la majorité des chambres y représente à peu près la majorité des électeurs. A cet égard, l'état de l'Espagne laisse trop à désirer; elle a joui selon les temps de toutes les libertés, à l'exception de la liberté électorale, sans laquelle les autres ne sont qu'un leurre. C'est un adage admis de tout le monde dans la Péninsule, et l'expérience ne l'a jamais démenti, que la *gobernacion* ou le ministère de l'intérieur fait les élections, qu'elles tournent toujours au gré de son désir. Il faut en accuser la faible organisation des partis. Le gros de la nation, plus ou moins

désabusé sur leur compte, se défiant de leurs promesses, les regarde faire sans se passionner pour leurs querelles. On sait que l'Espagne pourrait défrayer de généraux toutes les armées européennes : elle en a 1, paraît-il, pour 300 soldats. Il en est de même de l'état-major des partis ; il est considérable et renferme une élite d'hommes supérieurs, capables de conduire tous les centres droits et les centres gauches de l'Europe. La troupe elle-même est peu nombreuse ; ces généraux politiques n'ont à leur suite que les gens qui ont quelque chose à gagner avec eux, et dans le nombre il est beaucoup de ces esprits subtils, de ces *muchachos listos*, rompus au calcul des probabilités, qui au jour de la bataille s'effacent adroitement ou passent à l'ennemi.

De quels moyens ne dispose pas la *gobernacion* contre ces partis, qui sont des coteries minées par les défections ! Elle a dans sa main toutes les places et se réserve de faire pleuvoir cette manne bienfaisante sur ses amis de la veille ou du lendemain. Ailleurs l'administration se croit tenue à de certains ménagements, elle s'applique à sauver les apparences. En Espagne, elle agit au grand jour, elle jouit d'une liberté d'allures qui touche au cynisme ; elle ressemble à ces gens qui, compromis d'avance et sachant bien qu'on ne croira jamais à leur vertu,

s'en consolent en faisant rapporter à leurs vices le plus qu'ils peuvent. Gouverneurs civils, capitaines-généraux, magistrature, le ministère met en campagne tout son monde. Il prodigue les promesses et les menaces ; il présente quelque amorce à ces gros personnages qui font la pluie et le beau temps dans leur *pueblo*, et qu'on nomme des *caciques ;* il intimide les autres en leur insinuant obligeamment qu'ils sont sous le coup de quelque instance encore pendante, qu'il y a dans les bureaux un dossier qu'on n'a pas encore eu le temps de débrouiller, qu'il y dort paisiblement, mais qu'on peut toujours réveiller un dossier qui dort. Dans un pays où la vente des biens nationaux a créé plus d'une fortune, quel *cacique* peut se flatter que sa situation est assez limpide pour que les envieux n'y trouvent pas matière à chicane ? Si ces moyens anodins ne suffisent pas à gagner la bataille, on recourra en dernier lieu aux *trabucazos* ou aux *porrazos*, c'est-à-dire aux tromblons et aux assommoirs, sorte d'agents électoraux qu'on réserve pour les cas de force majeure ; mais on s'applique consciencieusement à se mettre en état de s'en passer. « Il est à souhaiter, disait en 1870 M. Ruiz Zorrilla, qu'à l'avenir la décision des affaires pendantes ne soit plus retardée ou accélérée par l'influence secrète de tel ou tel

agent, et que l'administration soit au service des administrés et non les administrés au service de l'administration. Il est à souhaiter que, quand les maires, les conseillers municipaux ou les particuliers se rendent au chef-lieu du district ou dans la capitale de la province pour quelque règlement d'intérêts, ils n'aient pas besoin de l'appui du député, de l'électeur influent de l'endroit ou du ministre lui-même, et qu'à leur retour ils puissent dire : Grâce à Dieu, nous avons pu nous passer d'une lettre de recommandation ou d'un pot-de-vin pour nous faire rendre justice. » — « *Ce qui se voit et ce qui ne se voit pas*, disait de son côté M. Alvarez Bugallal, tel est le titre d'une brochure célèbre en Espagne. Appliquez, messieurs, la chose et le mot à la question électorale. Observez, je vous prie, les habitudes de l'administration, les effets immédiats qui se laissent voir et toucher; ils vous donneront la clé d'autres effets moins visibles qui se laissent deviner, et vous reconnaîtrez qu'à certains actes arbitraires qui produisent en faveur d'un candidat un appoint de 50, 30 ou 20 votes, pour m'en tenir au chiffre le plus bas, correspond un résultat beaucoup plus considérable. Je veux dire que la majorité des électeurs, témoins de certains dénis de justice qui ont servi à châtier de dange-

reuses résistances, se sentant menacés eux-mêmes et par ces actes et par le commentaire verbal qui les accompagne, prennent l'héroïque résolution de s'abstenir, ou la résolution non moins héroïque de voter pour le candidat qui possède auprès de l'administration le moyen d'opérer ces merveilles et ces miracles. »

Plaintes inutiles! Peut-on exiger d'un gouvernement doué d'une puissance miraculeuse, qu'il renonce à faire des miracles ? Modéré, unioniste ou progressif, il en fera, soyez-en sûrs. L'opposition d'avance se sent vaincue, elle se refuse à courir les chances d'un combat si inégal, et s'empresse de publier un manifeste par lequel elle déclare que, les élections n'étant pas libres, elle a résolu de s'abstenir. Il s'ensuit que, les indifférents et les sceptiques restant chez eux, l'opposition se retirant fièrement sous sa tente, les électeurs ministériels votent presque seuls, et que le ministère possède dans la chambre par eux nommée une majorité écrasante, ou, ce qui s'est vu plus d'une fois, la quasi-unanimité.

Il semble d'abord qu'un triomphe si éclatant, si aisé, promette au gouvernement de longs et heureux jours. C'est le contraire qui arrive : ce gouvernement qui opère des prestiges se trouve bien-

tôt embarrassé de sa chambre unanime. Quel appui efficace en attendrait-il? et de quelle autorité peut-elle jouir? Tout le monde est initié au mystère de ses origines. D'ailleurs, après quelques jours d'existence, cette unanimité ou cette majorité ministérielle, en proie à un travail latent, se dissout avec une singulière promptitude. Une majorité se conserve par sa résistance à l'opposition qui la combat; une haine commune et un commun danger sont les seuls garants de sa cohésion. Dès qu'elle n'a plus de guerre étrangère à soutenir, elle se détruit par la guerre civile, et on la voit se fractionner en petits partis qui se font une guerre acharnée pour de petits intérêts et de petites questions. Le ministère a été si prodigue de promesses, il a pris tant d'engagements, qu'il lui est impossible d'y faire honneur, et les amis mécontents sont les plus dangereux des ennemis : ils ont les secrets de la maison. Au conflit des intérêts se joint le conflit des idées. L'*intransigence* est la plaie de l'Espagne, le ver rongeur de tous les partis. Le pétillement du sang, l'excessive vivacité des impressions, poussent aux résolutions extrêmes. On pratique peu cette sagesse politique qui commande de sacrifier la moitié de ses désirs pour sauver le reste. Nulle part on ne se prête moins aux compromis; nulle

part on n'est plus enclin à répondre à toute objection: Je ne saurais qu'y faire, prenez-moi tel que me voilà, car je suis celui que je suis, *yo soy quien soy*.

M. Bagehot raconte que jadis à la chambre des communes un homme d'État fort célèbre, parcourant des yeux la phalange serrée des représentants des comtés, qui sont la grosse infanterie de l'armée des tories et unissent pour la plupart la figure la plus respectable à la santé la plus florissante, laissa échapper ce propos irrévérencieux : « Voilà, ma foi, les forces brutes les plus belles qu'il y ait en Europe! » Il ne faut pas se moquer des forces brutes, elles sont le nerf de l'État. Ces troupeaux d'esprits épais et dociles font la consistance des partis. Plût au ciel qu'il y eût plus de bêtes en Espagne! moins de gens s'y mêleraient de raisonner et partant de déraisonner, les associations politiques y seraient plus disciplinées, et les affaires prendraient bientôt une assiette plus solide. Grâce aux raisonneurs qui déraisonnent, grâce aux soldats qui, se sentant l'étoffe d'un capitaine, se croient nés pour commander et rougissent d'obéir, le ministère cherche un jour sa majorité et ne la trouve plus; elle a fondu comme une pelote de neige. Ajoutez que ce qui se passe dans la chambre ne tarde pas à se passer dans le sein même du cabi-

net. En général il n'est rien de plus indiscipliné qu'un ministre espagnol. Il n'a pas l'esprit de solidarité ministérielle, il ne se sent qu'à moitié obligé envers ses collègues, il a ses idées propres, ses amitiés, ses clients particuliers, dont il ne consent pas à leur faire le sacrifice ; il lui arrivera fréquemment de prendre des mesures graves sans les consulter, il entend rester le maître de ses décisions et ne partager avec eux que la conséquence de ses fautes. Et que sait-on? Peut-être, comme César, préfère-t-il être alcade de son *pueblo* plutôt que le second dans l'État ; peut-être, de tous les hommes qu'il aime peu, le président du conseil est-il celui qu'il aime le moins.

Les badauds croyaient le ministère plein de vie et de santé, et voilà qu'un matin quelque feuille de Madrid annonce qu'une *crise* s'est déclarée dans le conseil : grande nouvelle pour les habitués de la Puerta del Sol, thème de discussion pour les sceptiques, sujet d'émotion pour les intéressés qui rêvent un remaniement des bureaux, sujet d'alarmes pour les haussiers, qui savent qu'une crise répond à peu près à ce que le roi Louis-Philippe appelait le *gâchis*. Une fois la maladie déclarée, on la peut adoucir ou ralentir par des palliatifs et des émollients ; quoi qu'on fasse, elle suivra son cours et fi-

nira par emporter le malade. Ce qui n'est pas moins certain, c'est que le jour où le ministère tombera, l'un des ministres au moins en ressentira une joie secrète, *tacitum pertentant gaudia pectus.* On lui avait donné des dégoûts, il s'en vengeait en pratiquant de sourdes intelligences avec l'ennemi du dehors, ce qui a fait dire qu'en Espagne on trouverait difficilement un portier qui n'ait une fois ou l'autre ouvert la porte au voleur.

C'est encore un adage espagnol que tout parti qui s'abstient est un parti qui conspire ; le mot *retraimiento* est synonyme de conjuration. Pendant que les vainqueurs du jour s'affaiblissent par leurs divisions intestines, l'opposition, qui n'est pas représentée au congrès, ourdit à l'ombre de sa tente son plan de campagne, ou pour mieux dire son plan d'insurrection. Elle a aussi ses intransigents et ses impatients, qui en dépit des conseils s'obstinent à brusquer la partie ; leur précipitation court au-devant d'une défaite assurée, laquelle raffermit pour quelque temps le ministère chancelant. Les habiles désavouent et abandonnent à leur triste sort ces enfants perdus ; ils se réservent pour une occasion, ils attendent que le pouvoir se soit déconsidéré par ses fautes, et que le mécontentement grandissant leur amène des alliés.

La Péninsule est divisée en trop de partis pour qu'aucun d'eux se hasarde dans une grande entreprise sans compter sur des connivences ou des complicités; tous les coups décisifs y sont frappés par d'anciens adversaires réconciliés et coalisés. Le caractère national vient en aide à ces coalitions; il est plus sujet aux emportements qu'aux longues rancunes. En Espagne, les luttes politiques enfantent rarement des haines personnelles; les pécheurs, et qui n'a pas péché? y ont les uns pour les autres une tolérance infinie, et deviennent sans trop de peine les amis de leurs ennemis de la veille. Cette facilité d'humeur a son côté fâcheux, car, de toutes les mauvaises habitudes politiques, celle des coalitions est la pire. Que deux partis opposés de principes et d'intérêts s'unissent pour soutenir un ministère, parce qu'ils craignent de ne pouvoir le remplacer avec avantage, une telle combinaison est aussi honorable qu'utile; mais que des royalistes libéraux et des républicains s'associent pour détruire le trône, quitte à s'entre-dévorer après la victoire, leur alliance est aussi condamnable que celle de deux ou trois partis monarchiques complotant ensemble le renversement d'une république que tous haïssent, mais que chacun d'eux préfère à la monarchie des autres. De semblables manœuvres

entre gens qui se flattent *in petto* de duper leurs compères sont des spéculations malhonnêtes, dont le spectacle est peu propre à inspirer au peuple le respect de ses gouvernants.

Dans certains pays où fleurit ce genre de marchés, il est quelquefois difficile de savoir d'avance qui en sera le bon marchand; en Espagne, on le sait toujours. Le scrutin ne rendant que d'équivoques arrêts, dont les vaincus appellent, la dernière décision appartient à la force, l'armée devient l'outil universel de la politique, et les coalitions aboutissent à des conspirations militaires. Après qu'on s'est défait de l'ennemi commun, la victoire finale demeure à celui des coalisés qui apporte pour sa quote-part dans la mise de fonds de la société le plus de grosses épaulettes ou l'épaulette la plus grosse. M. Castelar disait récemment dans un de ses plus éloquents discours que le 24 avril 1873, lorsque éclata entre le gouvernement républicain et la commission permanente des précédentes cortès un conflit dont l'issue faillit être sanglante, toute la question s'était réduite à savoir qui pouvait disposer des canons. Voilà l'histoire de l'Espagne parlementaire. On ne s'y demandait pas qui du ministère ou des coalisés avait pour soi la majorité du pays; le point était de deviner qui avait les généraux, qui

avait les canons. Quand ces voix de bronze ou d'acier fondu ont parlé, l'affaire est décidée ; les vaincus se consolent en se disant qu'elles sont versatiles, qu'elles ont chanté bien des airs.

IV

Si l'on excepte quelques périodes trop courtes, pendant lesquelles la machine de l'État parut se raffermir, l'Espagne a vécu pendant trente-cinq ans dans une suite de confusions que la force seule pouvait débrouiller. Qu'avons-nous voulu prouver ? Que rien ne lui a manqué pour être plus heureuse, ni les conseils, ni les lumières, ni les talents, ni les bonnes lois, ni les grands orateurs, ni les grands courages, ni même les grandes vertus, — rien hormis les mœurs publiques qui font prospérer les gouvernements libres. Elle a ressemblé à ces fils de famille abandonnés à leurs caprices, dilapidant par leur insouciance un opulent patrimoine, tandis que près d'eux quelque médiocre bourgeois, qui sait compter et se priver, parvient rapidement à la fortune.

Cependant il serait injuste d'imputer toutes ses disgrâces à son caractère ; les circonstances ne lui

ont pas été propices. Le ciel, dont elle a reçu tant d'avantages, lui en a refusé un qu'il ne tenait pas à elle de se procurer, c'est un roi que nous voulons dire, désireux et capable de faire son éducation. Rien ne s'improvise dans ce monde, tout régime nouveau demande un apprentissage. Ferdinand VII, ce Tibère dévot, eût racheté quelques-unes de ses iniquités envers ses peuples, s'il avait institué pour son héritier un vrai roi constitutionnel, qui leur aurait enseigné l'esprit légal en observant lui-même la légalité, qui aurait combattu l'esprit d'aventure en résistant à ses propres caprices, et se serait fait le sage et discret modérateur des partis, désarmant les folies par sa raison, les impatiences par sa patience. La tâche était rude, épineuse; mais les destinées de l'Espagne auraient changé. Que ne peut un roi dans un pays qui croit à la royauté, lorsqu'il unit l'art au caractère et à l'entêtement dans le bien? Au contraire, que peut-on espérer de l'essai d'une machine quand le mécanicien fait régulièrement ses pâques, mais recherche le plaisir et n'entend rien à la mécanique?

Le mauvais génie de l'Espagne a voulu que la monarchie constitutionnelle fût inaugurée chez elle par une régence, de tous les gouvernements le plus favorable aux intrigues, et par une reine de trois

ans. Sous quels heureux auspices cette enfant, cette *niña*, parut préluder à son noble métier! et qu'elle put bien dire avec le poète :

Ma bienvenue au jour me rit dans tous les yeux!

D'un bout à l'autre de l'Espagne, le respect et l'espérance la regardaient. Un étranger qui se trouvait à Madrid en 1835 eut l'honneur de la rencontrer au Buen-Retiro, où on l'avait conduite pour voir les lions. Elle fit le tour de l'enclos, traînée dans un petit char; elle daigna en descendre un instant et marcha elle-même, sur ses propres jambes, jusqu'à la voiture qui devait la ramener au palais. Sa gouvernante et deux grands officiers en cordon bleu la suivaient dans tous ses mouvements. Elle portait un chapeau à plumes, un manteau blanc brodé de rouge et des brodequins couleur de ciel. Son carrosse était attelé de six beaux chevaux empanachés; un escadron de gardes du corps l'accompagnait. Peuple et bourgeois, tout ce qui était là s'était découvert et contemplait humblement, silencieusement, cette petite reine qui faisait l'apprentissage de ses petites jambes; il semblait en vérité que ce fût un acte politique et solennel, et qu'en sa personne l'Espagne entière s'essayât à marcher. Étonné, presque indigné,

l'étranger, qui était un Français, garda seul son chapeau sur sa tête, en quoi je conviens qu'il eut tort. Premiers enchantements d'une enfance royale, vous êtes aussi trompeurs que les grâces fugitives du printemps; c'en est assez d'une gelée blanche, ces fleurs pâlissent et tombent.

Il se peut faire qu'une reine constitutionnelle ait de l'intelligence, quelque droiture dans le jugement, et qu'elle soit capable de suivre une discussion ou d'écouter un conseil; il se peut aussi qu'elle ait des qualités de cœur peu communes, le goût d'obliger et d'être aimée, une âme généreuse supérieure aux longs ressentiments, à qui il en coûte de soupçonner et de se défier, qui se flatte de vaincre la malveillance par ses bonnes grâces et de désarmer par ses bienfaits certaines perfidies étrangères ou domestiques que la voix publique lui dénonce. De telles dispositions l'honorent, mais l'essentiel est qu'elle ait l'esprit de son métier; c'est là proprement ce qu'elle doit à son peuple.

Si cette reine appartient à l'une des plus vieilles et des plus illustres maisons de l'Europe, si ses ancêtres ont longtemps régné en souverains absolus, si elle songe qu'ils pouvaient tout, si elle écoute trop l'orgueil de ses souvenirs, de sa race et de son sang, il est à craindre qu'elle ne se révolte

contre sa déchéance, qu'elle ne se sente humiliée et captive dans l'exercice d'un pouvoir limité, et qu'elle ne voie comme un outrage muet dans les lois confiées à sa sauvegarde. Pour se consoler de ses déplaisirs, pour se venger de la constitution qui la gêne, elle se réservera une liberté excessive dans le choix de ses amitiés et de ses confiances, dans l'administration de sa maison et de son cœur. Si ses peuples s'en plaignent, elle leur répondra fièrement : « Vous avez le droit de nommer des députés, et ces députés ont le droit de m'imposer des ministres qui souvent me déplaisent; c'est bien le moins qu'en revanche je dispose de ma personne et de mes passions comme il me plaît, que je sois la maîtresse chez moi, qu'il y ait un endroit en Espagne où je fasse tout ce que je veux. » Le mal est qu'une reine peut moins qu'un roi braver les commérages des oisifs; elle est comme ce malade à qui il semblait que son ombre était sensible, et qui lui-même croyait souffrir de tous les coups qu'elle recevait. La reine catholique doit veiller à ce que son ombre puisse se promener dans Madrid sans y être insultée. C'est un malheur pour le régime constitutionnel que le souverain y ait personnellement trop à craindre de la liberté de la presse; c'est un malheur aussi qu'il ait besoin de mettre

une épée entre les médisants et lui, et de confier la présidence du conseil à des généraux chargés de savoir exactement tout ce qui se dit dans les casernes.

Aussi bien une reine forme en vain le ferme propos de se réserver l'empire de sa maison et d'abandonner à la loi le gouvernement de la chose publique ; elle ne peut se flatter que ce partage subsistera toujours; tôt ou tard ces deux gouvernements entreprennent l'un sur l'autre. Les influences secrètes qui décident tout à la cour veulent décider aussi dans l'État, et la camarilla ne sera contente que le jour où elle disposera des portefeuilles. Le plus grave reproche que l'histoire puisse adresser à la première reine constitutionnelle de l'Espagne, c'est qu'elle a trop souvent conspiré contre ses ministres. Son devoir était de remédier autant qu'il était en elle à l'excessive instabilité du pouvoir, qui empêchait tout esprit de suite dans les desseins, paralysant les affaires comme les volontés. Au lieu de combattre les aventures et les intrigues, elle leur a été trop complaisante. Plus d'une fois l'opinion du pays lui a imposé pour ministres des hommes d'un mérite rare, d'un esprit vraiment libéral, qui méditaient d'utiles réformes et ambitionnaient de fonder en Espagne le règne

de la liberté légale. Pendant qu'ils s'efforçaient de réduire une opposition sans scrupules ou de ramener une majorité en débandade, d'occultes inimitiés minaient sourdement le terrain sous leurs pas. Ils n'avaient pas seulement affaire aux cortès, il fallait se défendre contre le favori et contre le confesseur. Les embûches et les sapes les ont tués. Fatal est le gaspillage des finances, plus fatal encore le gaspillage du respect et des talents.

La crainte du carlisme fut longtemps pour la reine Isabelle II un frein salutaire. Elle ne pouvait combattre le roi absolu qu'en prenant les couleurs de la liberté, en opposant principe à principe, en prouvant à l'Espagne qu'elle était vraiment une reine constitutionnelle. Quand les carlistes ne furent plus redoutables, la fille de Ferdinand VII s'est sentie plus libre d'obéir à ses goûts, à ses antipathies, et à ses superstitions; elle a pratiqué trop souvent une politique de fantaisie, à laquelle ses nerfs de femme communiquaient leurs fougues et leurs impatiences. Il n'est permis qu'aux forts de céder; elle n'a jamais cédé que lorsqu'elle était faible. Le pays devenait-il menaçant, elle recourait en hâte aux libéraux pour conjurer la tempête, après quoi on se précipitait tête baissée dans une réaction à outrance. Le désarroi dans la conduite

mène aux abîmes. En 1854, l'Espagne sentait comme une impossibilité de vivre ; abandonnée de tous ses défenseurs, la royauté faillit sombrer dans un naufrage. La leçon lui profita ; mais les femmes oublient si vite ce qui déplaît à leur mémoire!

On raconte qu'en 1866 l'un des membres du ministère libéral qui le 22 juin avait étouffé dans le sang la plus formidable des insurrections militaires, rencontrant au Buen-Retiro un favori, lui dit : « Vous conspirez contre nous, et avant peu de jours vous serez contents ; mais avant deux ans vous aurez renversé le trône. » La prédiction s'est accomplie. Le 10 juillet, le général O'Donnell n'était plus ministre, et ses successeurs sommaient l'Espagne de se rendre à discrétion. La déportation décrétée contre les hommes qui venaient d'exposer leur vie pour sauver la couronne, tous les principes de l'État suspendus ou violés, l'intolérance religieuse et l'arbitraire ouvertement professés, une loi de la presse qui, combinant la répression avec la prévention, déclarait délictueux des articles que la censure n'avait pas laissés paraître et passible de peine un délit qui n'avait pas été commis, une loi de l'ordre public promulguée dictatorialement, laquelle autorisait les gouverneurs et les maires à expulser pendant quarante jours du lieu de leur

habitation toutes les personnes jugées dangereuses, qu'aurait pu inventer de mieux le roi absolu? « Un pays à qui on enlève tous les genres de liberté, s'écriait en vain M. Alejandro Llorente, est un pays qui a cessé d'appartenir à la grande famille de l'Europe occidentale. Il nous restait une certaine dose de liberté civile et un régime électoral qui, bien que défectueux, nous assurait un certain degré de liberté parlementaire. Qu'a-t-on fait de la liberté civile? La liberté parlementaire est sur le point de disparaître. Que reste-t-il donc? » Il restait le droit à l'insurrection, qui se justifie par l'anéantissement des autres, et l'implacable vengeance des principes, toujours funestes aux gouvernements qui les renient.

L'histoire sera sévère pour Isabelle II, mais l'histoire ne sera point injuste, et reconnaîtra que, malgré ses fautes et ses entraînements, elle a eu la gloire d'attacher son nom à une époque décisive dans les destinées de l'Espagne. Ce n'est pas seulement une capitale embellie qui témoigne en sa faveur, ni le canal du Lozoya, ni quelques travaux publics, ni même la tribune jetant un vif éclat et fournissant quelques-unes de leurs plus belles pages aux fastes de l'éloquence contemporaine. Sous le règne d'Isabelle, le génie même de la na-

tion s'est transformé. « Nous avons eu, nous aussi, notre 89, disait aux cortès un député très-conservateur et très-monarchique. Depuis que nous avons sécularisé l'enseignement, désamorti la propriété et proclamé la liberté de la presse, depuis que par la tribune et le journal, par la réforme de l'État et les rapports nouveaux que nous avons institués entre le clergé et le pouvoir civil, nous avons rendu possible la discussion de toutes les opinions, de tous les intérêts, de toutes les affaires publiques, et que nous avons permis à toutes les idées qui ont cours chez les nations européennes de franchir notre frontière, il ne nous reste plus qu'une chose à faire, c'est d'arracher à jamais du milieu de nous tout ce qui a pu survivre de l'inquisition, — de cette inquisition que je hais, messieurs, parce que dans la flamme de ses bûchers ont été brûlés sur les places de Madrid les titres de l'Espagne à la suprématie de l'Europe [1]. »

Oui, l'histoire impartiale dira que sous le règne d'Isabelle II l'Espagne, secouant le joug de ses souvenirs, est devenue un pays de libre discussion, et qu'elle a commencé d'appliquer au présent, comme à l'étude de son passé, cet esprit critique

1. Discours prononcé par M. Alvarez Bugallal, le 3 mai 1869.

qui fait les peuples modernes. Elle ajoutera qu'en dépit des erreurs des partis et de leurs détestables pratiques, de 1833 à 1866 la liberté politique a jeté de si profondes racines dans le cœur du pays qu'on ne pourra jamais l'en arracher. Quelles que soient les futures destinées de l'Espagne, elle ne peut avoir qu'un gouvernement libre. D'autres peuples plus avancés qu'elle à bien des égards sont disposés à faire de plus grands sacrifices à leur repos, à la sécurité de leurs intérêts ; ils se marchandent moins à leurs prétendus sauveurs. Ayant moins d'affaires et moins d'intérêts, l'Espagne se prive plus facilement de ses aises que des idées qui lui sont chères ; sa gaîté et ses nobles mépris, cette sorte d'idéalisme romantique qui coule dans ses veines, résistent aux longues servitudes de la peur ; elle ne peut s'accommoder longtemps de l'ordre qui coûte cher à la liberté.

Il est toutefois un parti espagnol qui maudit la civilisation moderne et qui propose à l'Espagne de la délivrer de sa liberté ; mais il a beau se donner l'air de vivre, c'est un mort. Peuple, bourgeoisie, classes politiques, l'armée depuis les généraux jusqu'aux soldats, républicains fédéraux ou unitaires, monarchiques modérés, monarchiques conservateurs, progressistes ou radicaux, la Péninsule

n'acceptera jamais ni pour son libérateur, ni pour son maître, ce revenant qui la menace du haut des montagnes de la Navarre et de la Biscaye, et qui, embarrassé de son métier de mort, se cache le visage pour n'être reconnu qu'à moitié. Tout a conspiré en sa faveur : des insensés et des scélérats travaillaient pour lui à Carthagène et à Cadix ; il a pour alliés les Masaniello à la douzaine, les assassins d'Alcoy, les rançonneurs de Grenade et d'Almeria. Son irréparable impuissance explique seule qu'il n'ait pas encore vaincu. Il est à ce point étranger dans son pays qu'il est obligé d'y chercher son chemin à tâtons ; tout ce qu'il voit lui rappelle que l'exil est sa patrie. Si jamais il entre à Madrid, à peine aura-t-il découvert son visage et parlé la langue des morts, la terre s'ouvrira sous ses pieds, l'Espagne sera unanime pour le renvoyer dans le royaume des ombres.

Le 19 juillet 1873, le ministre de l'intérieur lut au congrès une dépêche qui rapportait un grand acte de dévoûment héroïque. Dans la petite ville d'Estella, pressée vivement par les carlistes et qui leur résistait depuis quarante-huit heures, un volontaire avait sollicité et obtenu l'honneur de s'enfermer seul dans la poudrière, n'attendant qu'un signal de son capitaine pour la faire sauter. « A la

lecture de cette dépêche, s'écria un orateur peu républicain, j'ai senti le cœur me bondir, et je me suis dit que l'Espagne de 1873 est encore l'Espagne de 1834 et de 1837. Oui, messieurs, poursuivit M. Rios Rosas, j'ai acquis la profonde conviction que le troisième prétendant sera confondu dans son impuissance comme le furent ses devanciers. Notre pauvre pays a beaucoup souffert; il peut tout souffrir, même l'anarchie. Ce qu'il ne supportera jamais, c'est le despotisme de don Carlos et de ses descendants, c'est la théocratie, c'est l'inquisition. Il faut le dire bien haut pour que la nation et l'Europe entière le sachent : jamais, jamais nous ne subirons le joug de don Carlos et des satellites de l'antique tyrannie. Tout nous est possible, moins cela. »

L'Espagne le sait; puisse l'Europe le savoir aussi, afin que les gouvernements ne se laissent point abuser par quelques rêveurs d'interventions et de restaurations chimériques! Il est aussi malaisé de rétablir en Espagne le gouvernement du prêtre que de convertir à jamais la France au culte du sacré cœur de Jésus.

DEUXIÈME PARTIE

LE ROI AMÉDÉE ET LA MONARCHIE DÉMOCRATIQUE

I

La révolution de 1868, comme presque toutes les révolutions espagnoles, a été l'œuvre d'un soulèvement militaire; l'habile ourdisseur de cette trame fut le général Prim, exilé depuis plus de deux ans. Il eut pour complices et pour alliés les généraux mêmes qui avaient défendu la dynastie contre lui et que venait de frapper à leur tour un arrêt de proscription. Unis désormais par une commune disgrâce, par de communs ressentiments, vainqueurs et vaincus de la veille organisèrent un vaste *pronunciamiento* dont le signal fut donné par l'amiral Topete et la flotte, qui jusqu'alors étaient demeurés à l'écart de tous les complots. Ainsi tout

manquait à la fois à la reine Isabelle; vivement attaquée par des ennemis résolus à jouer le tout pour le tout, mollement défendue par des amis peu sûrs, qui d'avance désespéraient de la partie, le combat d'Alcolea décida de son sort. Quelques jours après, elle passait la frontière et se voyait condamnée à protester de Pau contre sa déchéance.

Si l'armée est en Espagne l'outil universel de la politique, les généraux n'y font pas de la politique de soldats. Ils sont des hommes de leur siècle et de leur pays; ils ont la plupart le cœur assez libéral, l'esprit assez souple pour se sentir aussi à l'aise dans les mêlées oratoires d'une chambre que dans la fumée d'un champ de bataille; ils n'auraient garde de réduire la science du gouvernement à l'art de donner une consigne et de la faire observer. Partout ailleurs les conjurations de caserne aboutissent à une dictature militaire; en Espagne, elles se terminent par un appel au pays, par la convocation de cortès constituantes. Les vainqueurs de Cadix et d'Alcolea avaient hâte de parler au pays, et ils étaient à peu près convenus de ce qu'ils devaient lui dire. Cet accord n'avait pas été facile à établir entre les coalisés; il devait être plus difficile encore à maintenir, aucune opération politique n'étant plus laborieuse que l'inévitable règlement

de comptes qui suit le triomphe d'une coalition. Trois partis s'étaient donné la main pour faire la révolution de septembre : l'union libérale, composée de monarchistes qui auraient voulu que la révolution ne fût qu'une demi-révolution, et qu'en 1868 l'Espagne prît pour modèle la France de 1830, — les progressistes, désireux d'une solution plus tranchée, — et les démocrates, les uns résolûment et obstinément républicains, les autres disposés à se réconcilier avec la monarchie, pourvu qu'elle ressemblât beaucoup à la république et que le monarque ne fût pas un Bourbon. Sous peine de s'entre-dévorer, il fallait trouver les termes d'une transaction.

Les républicains furent bientôt mis hors de concours. Ils avaient pour eux des orateurs et des foules, mais point de généraux. Les épées avaient fauché, elles veillaient sur le grain. Elles rédigèrent leur programme, annoncèrent au pays qu'ayant travaillé pour lui elles entendaient lui assurer trois grands avantages qu'il eût vainement espérés du gouvernement déchu, des garanties constitutionnelles à l'abri de toute insulte, l'entière liberté religieuse et le suffrage universel. Elles ajoutaient que le peuple était libre de décider à sa guise l'importante question de la forme du gouvernement,

qu'elles se réservaient seulement le droit de le conseiller et de l'avertir, que dans leur pensée l'établissement de la république offrait de graves et périlleuses difficultés, que le mieux était de se procurer un vrai roi constitutionnel trié sur le volet, qu'on pouvait s'en remettre à elles du soin de le trouver. Ces épées qui parlaient si bien étaient les maîtresses de la situation. De ce moment, on put prévoir ce que feraient les cortès constituantes, élues par leur influence et dirigées par leurs avis : elles allaient instituer une monarchie d'un genre nouveau, à la fois très-libérale et très-démocratique. La révolution de septembre devait doter l'Espagne d'une constitution presque républicaine et d'un roi qui serait presque un roi.

Cependant on ne tarda pas à se convaincre que le prince qu'on cherchait n'était pas facile à trouver, et on dut aviser aux moyens de donner quelque solidité à l'établissement provisoire qu'on avait formé. Le 18 juin 1869, les cortès proclamèrent régent du royaume le maréchal Serrano, duc de la Torre, chef de l'*union libérale*. Du même coup, don Juan Prim, chef du progressisme militant, devenait président d'un ministère de conciliation, où les démocrates dominèrent bientôt. Ainsi furent partagés le pouvoir et les honneurs entre les prin-

cipaux coalisés. La part des républicains fut de se plaindre, de protester et d'attendre.

Ce n'était pas un homme ordinaire que le régent du royaume. Il avait joué un rôle considérable dans les récentes péripéties de l'histoire de son pays. On pouvait relever dans sa vie plus d'un acte contestable; mais ses ennemis mêmes étaient forcés de convenir que personne n'était plus propre que lui à la haute dignité dont on l'avait revêtu. Bien qu'il ne fût pas très-populaire, on lui pardonnait beaucoup de choses en faveur de ses actions d'éclat. Type du courage infatigable que les occasions bonnes ou mauvaises trouvent toujours prêt et qui fait toujours au-delà de son devoir, il avait servi avec la même vigueur la couronne et ses ennemis. Il venait de détruire sur les bords du Guadalquivir la seule armée qui pût tenir tête à la révolution, et deux ans auparavant il avait prodigué sa vie pour sauver la reine et le trône; — on l'avait vu dans une fameuse journée forcer les portes d'une caserne en révolte, y désarmer l'émeute par l'ascendant de sa parole et l'intrépidité de son regard.

L'Espagne désirait faire bonne figure pendant l'intérim auquel la condamnait l'embarras de trouver un souverain; elle tenait à prouver à l'Europe qu'elle était une bonne maison, où les princes les

mieux nés pouvaient entrer sans se compromettre. Le maréchal possédait toutes les qualités requises pour représenter dignement la nation; plus d'un roi légitime aurait envié la prestance de ce vice-roi et sa rondeur militaire fourrée de finesse andalouse. Un proverbe espagnol dit que tel homme qui est un lion pour attaquer est un chien pour se défendre. Sans appliquer cet adage au duc de la Torre, on a remarqué cependant qu'il a toujours montré plus de talent, plus d'industrie pour acquérir que pour conserver, que, plein d'ardeur et de ressources dans la conduite de ses entreprises, il en a compromis le succès par de fâcheux oublis et de subites indolences. En 1843, il s'est employé activement à renverser le duc de la Victoire, et c'est le général Narvaez qui a profité de ses efforts. En 1854, il a travaillé sans le vouloir à la grandeur d'O'Donnell. Il semblait que sa mauvaise étoile se fût enfin démentie; la révolution de septembre venait de le porter au premier rang. Il en avait du moins les honneurs; mais la réalité du pouvoir, la conduite effective des affaires appartenait au président du conseil. Cet ambitieux d'une autre trempe, aussi calculé qu'énergique, visait avant tout au solide; son opiniâtreté catalane préférait à l'avantage de régner le plaisir savoureux de gouverner, c'est-à-dire

de vouloir et d'imposer aux autres sa volonté.

Il y a partout des hommes qui arrivent à leurs fins par des aventures : ce qui est plus commun en Espagne qu'ailleurs, c'est l'aventurier de race ou l'aventurier épique, lequel n'a dans le fond d'autre dieu que son intérêt, mais réussit par ses audaces et par une sorte de générosité native à donner un air de grandeur à ses calculs, un vernis de gloire et de poésie à ses convoitises. Tel nous apparaît le héros favori de l'Espagne, le fameux Campeador, depuis que la critique l'a dérobé à ce nuage lumineux dont l'avait enveloppé la légende. Le Rodrigue qu'a célébré Corneille n'était que la vision d'un poète ; le vrai Cid de l'histoire fut un homme de proie que ses scrupules ne gênaient point, prêt à épouser toutes les causes, portant dans tous les camps l'inquiétude de son humeur et de son courage, tour à tour se battant pour son prince ou contre lui, servant le Christ ou Mahomet, et, si nous en croyons les chroniqueurs arabes, préférant un boisseau d'or au sourire de Chimène. Ses grands coups d'épée, la hauteur de son attitude, sa grandiloquence naturelle, ont tout racheté ; il avait reçu du ciel le talent de faire des mots, et la postérité se souvient des mots plus que des intentions. Le *Romancero* raconte que, pressé de partir pour une expédition et ayant be-

soin d'argent, il emprunta une très-grosse somme à un juif en lui donnant pour garantie un coffre plein de bijoux, qui, ouvert après son départ, fut trouvé plein de sable. A son retour, le juif lui reprocha sa déloyauté : « Oui, c'était du sable, répondit-il magnifiquement; mais ce sable renfermait l'or de ma parole. » Le propos est beau, quoique un peu léger.

Ce n'est pas faire tort à l'ombre du général Prim que d'avancer qu'il était, lui aussi, un héros à la conscience légère; est-on tenu d'avoir plus de convictions, plus de principes que le Cid? « Savez-vous, disait un orateur de l'opposition, quel est le dieu du général Prim? Le hasard. Savez-vous quelle est sa religion? Le fatalisme. Savez-vous quel est son idéal? Il rêve de retenir à jamais le pouvoir dans ses mains; c'est à cela qu'il rapporte et sacrifie tout. Les institutions lui importent peu; il les plie à ses convenances. Les lois lui importent moins encore; ce sont des toiles d'araignée, que balaie le sabre de ses capitaines-généraux. Les partis ne sont rien pour lui; il les dissout. Ses engagements ne l'ont jamais incommodé, il les oublie. Les alliances les plus incroyables ne lui répugnent point, pourvu que lui et les siens y trouvent leur compte[1]. »

1. Discours prononcé par M. Castelar le 9 novembre 1870.

Il est juste d'ajouter que le général Prim, parvenu au pouvoir, fit par la sagesse suivie de sa conduite l'étonnement de ses ennemis comme de ses amis. L'épreuve la plus redoutable qui attende un aventurier, c'est le succès. Il faut que ses pensées grandissent avec sa fortune, que, monté au rang qu'il convoitait, il rompe avec son passé, avec ses habitudes et ses souvenirs, pour se transformer en homme d'État. Ceux-là seulement qui ont de l'étoffe se prêtent à ces métamorphoses, et don Juan Prim prouva bientôt que le conspirateur d'Aranjuez possédait les qualités d'un politique, la justesse du coup d'œil, le sentiment net des situations, l'habile maniement des hommes et des intérêts, l'adresse de se servir de son autorité sans la commettre hors de propos, la stratégie des assemblées, une éloquence sobre, nerveuse, qui allait droit au fait, et avec l'art de parler l'art plus utile encore de se taire. Un Portugais a remarqué que ce dernier talent, fort admiré dans un pays qui parle beaucoup, fait ressembler un homme à une cathédrale gothique et lui donne le prestige de l'obscurité et du mystère.

Le président du conseil n'avait pas besogne faite. Il est déjà difficile de gouverner une assemblée composée de deux partis ; la difficulté est bien plus

grande encore quand il y en a trois. Les oscillations du centre, qui fournit l'appoint nécessaire à la majorité, donnent de perpétuelles inquiétudes au ministère et l'obligent à une politique de bascule. Les radicaux ou démocrates-monarchistes, conduits par un homme de grande popularité, M. Rivero, et un homme de grand talent, M. Martos, jouaient un rôle prépondérant dans les cortès constituantes de 1869. Ils étaient d'accord avec l'union libérale pour vouloir un roi, comme ils s'étaient joints aux républicains pour faire une constitution démocratique autant que possible. Le gouvernement ne pouvait attendre d'eux qu'un appui conditionnel. Il était malaisé de les satisfaire, dangereux de les mécontenter ; il fallait sans cesse négocier avec ces monarchistes de circonstance, une imprudence eût tout perdu.

Les monarchistes de conviction étaient divisés eux-mêmes en une foule de petits partis, qui avaient chacun son candidat au trône. Les uns voulaient une royauté nationale et viagère, et ils avaient jeté leur dévolu sur un vieillard, le duc de la Victoire. Une fraction de l'union libérale avait refusé de participer à la révolution de septembre; cette petite troupe, dirigée par un homme supérieur, M. Cánovas del Castillo, qui, aussi habile orateur

que sagace politique, joignait l'autorité du caractère à celle du talent, tenait pour la royauté légitime représentée par le fils de la reine Isabelle, le jeune prince Alphonse. D'autres, et parmi eux d'importants personnages tels que le régent du royaume et l'amiral Topete, le plus timoré et le moins triomphant des vainqueurs de septembre, inclinaient pour la substitution de la branche cadette à la branche aînée. D'autres enfin désiraient que l'Espagne allât chercher son roi dans une cour étrangère.

Le général Prim avait besoin de beaucoup d'attention et d'adresse pour maintenir quelque cohésion dans une majorité si bigarrée. Il fallait mater les indociles, satisfaire les ambitieux par un portefeuille et les vaniteux par un hochet, rassurer les craintifs, calmer les impatients : tel un bon chien de berger qui tourne sans relâche autour d'un troupeau en marche, retenant l'avant-garde, ramenant le mouton aventureux qui s'écarte, hâtant celui qui s'attarde. Chaque parti s'efforçait de gagner le général à son candidat, car don Juan, comme le dit quelqu'un au congrès, ressemblait en politique au zéro qui, placé à la droite d'un chiffre, en décuple la valeur, de telle sorte qu'une candidature cotée 9 à la bourse politique valait 90 dès qu'elle

passait pour sourire au président du conseil. Sa principale habileté était de ne décourager aucune illusion. « Il sait bien, disait l'opposition, qu'il ne peut se soutenir longtemps dans cet équilibre instable, qui consiste à être à la fois avec tous les partis, contre tous les partis, et au-dessus de tous les partis. Le secret de sa politique est de donner des espérances à tout le monde. Il ne les donne point par ses promesses, car il est circonspect et n'a garde de rien promettre. Il ne les donne non plus par ses paroles, car il est très-réservé et ne parle guère. Il ne les donne pas davantage par ses actes, car il est très-diplomate et ne s'engage jamais ; mais il les donne par ses énigmes, par ses réticences, par le mystère de sa conduite. » On eût dit ce rocher dépeint par le poète, dont l'éternelle patience résiste victorieusement aux assauts que lui livre la vague. « Ainsi résiste aux importunités d'un sot l'homme qui sait et qui se tait[1]. »

Don Juan Prim ne se taisait pas toujours. Il parlait dans les occasions pour dénoncer à la majorité

1. . . . . Una peña
Que los golpes de las aguas
Sufre como la porfia
De un necio el que sabe y calla.
(Lope de Vega, *Lo que ha de ser*, 1, 2.)

les dangers qui la menaçaient, pour l'adjurer de chercher son salut dans une politique de conciliation, hors de laquelle on ne pouvait attendre que misères et désastres. Ses avis étaient-ils mal reçus, il se plaignait qu'on lui rendît le gouvernement impossible, et il faisait mine de se retirer. Cette manœuvre, exécutée avec une précision militaire, ne manquait jamais son effet. Un de ses adversaires, lui rappelant un jour qu'il avait dit jadis au général Narvaez : « Enfermez les troupes dans les casernes, et vous verrez ce que durera votre gouvernement ! » poursuivit en ces termes : « Je ne ferai pas la même proposition à notre honorable président du conseil ; je ne veux pas enfermer 80,000 hommes, c'est une opération trop compliquée. Je me contenterais de mettre en chartre privée un seul homme, qui serait don Juan Prim. Que Sa Seigneurie consente à s'emprisonner quelque temps dans l'hôtel de la présidence et qu'elle m'en remette la clé ; mais qu'elle s'enferme seule, sans recevoir personne, sans qu'il se tienne chez elle aucun conciliabule, aucune séance préparatoire et secrète, de telle sorte que nous n'entendions plus dire ici : Prenez garde, vous allez me perdre ! — ou : S'il en est ainsi, je renonce à tout ! — ou encore : C'en est fait, je m'en vais. Si Sa Sei-

gneurie daigne se prêter à cet essai, j'ose lui affirmer qu'avant peu de jours il n'y aura plus de majorité dans cette chambre. » Le général se gardait bien de se laisser enfermer, et grâce à ses avertissements, à ses menaces, à ses réticences, cette majorité, composée de gens qui ne s'entendaient et ne s'aimaient guère, persistait à demeurer unie, spectacle peu commun en Espagne.

La minorité républicaine, soumise à une sévère discipline, gouvernée par un savant tacticien, M. Figueras, par un sectaire convaincu, M. Pi y Margall, par le plus brillant orateur de la chambre, M. Castelar, travaillait sans y réussir à brouiller les cartes, à semer la zizanie chez l'ennemi; — la politique de conciliation prévalait contre ses efforts. Tantôt elle demandait aux conservateurs quelle confiance pouvait leur inspirer un homme sans principes, indifférent à toutes les doctrines, dont la politique consistait à n'en point avoir. Tantôt elle dénonçait la perfide habileté avec laquelle le général Prim avait su écarter tous ceux de ses collègues qui pouvaient contre-balancer son influence ou traverser ses projets, reléguant le duc de la Torre dans les honneurs d'une inactive régence, M. Olozaga dans son ambassade de Paris, ou dépossédant M. Rivero de la présidence de la

chambre par l'amorce d'un portefeuille. Tantôt elle adressait de pathétiques appels aux radicaux, elle ouvrait ses bras à ces infidèles en les accablant des plus tendres reproches, elle les conjurait, au nom de leurs communs principes, de revenir enfin à leurs alliés naturels. Ces dénonciations comme ces appels n'étaient point entendus, ou du moins on n'y répondait pas. Le général tenait école de silence, il semblait que l'Espagne apprît à se taire.

Cette situation fut retracée d'une façon piquante dans un discours prononcé par M. Castelar le 12 mars 1870, et empreint de cet enjouement, de cette grâce charmante qui tempère si heureusement les splendeurs un peu asiatiques de son admirable éloquence. « Observez, messieurs, disait-il, ce qui se passe dans cette chambre. Personne n'y parle, personne ne se hasarde à y discuter la politique générale du gouvernement. Supposez qu'il me vînt à l'esprit de contraindre à parler tous les chefs des divers groupes dont se compose la majorité. Vraiment ce serait de ma part trop de candeur, et j'y perdrais mes peines. J'aurai beau leur prodiguer les plus cruelles injures, leur attribuer les projets les plus extravagants, les plus monstrueux ; ils ne s'en offenseront pas, ils continueront à se taire. Je vais

les prendre tous à partie en les appelant par leur nom. Je ne dirai rien à M. Cánovas, il occupe dans cette chambre une place à part; mais j'interpellerai hardiment M. Posada Herrera, qui est à la fois son ami et son ennemi, qui se trouve dans une situation indéchiffrable, presque impossible. Quoi que je lui dise, M. Posada Herrera restera bouche close. Après cela je jetterai le gant au plus impétueux de tous les orateurs de cette assemblée, à celui qui engage volontiers des batailles, assuré qu'il est d'en sortir vainqueur. En dépit de ma petitesse et de sa grande taille, quand je voudrais l'attirer hors de sa tente pour lutter avec moi, sa tente demeurera fermée. Vous le voyez, je ne puis réussir à faire parler ce très-éloquent orateur qui s'appelle M. Rios Rosas. »

Puis, se tournant vers les progressistes : « Il y a de ce côté, poursuivait M. Castelar, des hommes qui sont dans un état d'inimitié latente avec le gouvernement. Par exemple, M. Mata dirige une fraction de parti qui a donné quelques soucis au président du conseil. Je le nommerai, et il ne parlera pas. Je fournirai ensuite à M. Madoz l'occasion de crier : Vive le duc de la Victoire ! Il ne criera point; comme tout le monde, il se taira. » Et s'adressant enfin aux radicaux : « Je regarde à cette

heure les bancs où siégent nos anciens coreligionnaires, et je demanderai à M. Rodriguez, qui est, lui aussi, d'un tempérament belliqueux, pourquoi il nous a abandonnés. Quoiqu'il ait peine à se contenir, quoique le mot : je demande la parole ! erre continuellement sur ses lèvres, vous verrez qu'il ne la demandera pas. Près de lui siége M. Martos. Il est mon ami, mais il ne m'honore pas de ses confidences politiques, et j'en suis réduit à deviner ses sentiments par son attitude, par ses airs de tête, car en vérité, je vous le dis, cette chambre est une assemblée d'ombres. Ici personne ne dit rien ; ici il n'y a que deux choses franches, ma parole et le visage de l'amiral Topete. M. Martos a des chagrins, des dégoûts. Le gouvernement s'est engagé à faire un quart de conversion à droite, et mon ami en est profondément affligé. Pourquoi ne parle-t-il pas? pourquoi ne déploie-t-il pas sa bannière? Ce chef de parti fera la même chose que les autres chefs ses rivaux, il s'enfermera dans le silence ; son parti fera la même chose que les autres partis, il s'enveloppera dans la nuit du mystère. Demandez-vous l'explication d'une énigme si étrange, je vous la donnerai. Tous se taisent, parce que tous espèrent quelque chose du général Prim pour leurs solutions respectives. »

L'orateur déclarait en finissant que ce qui se passait dans la chambre se passait également dans le pays, que beaucoup de bourboniens se plaisaient à croire que le général Prim désirait donner au prince Alphonse le temps de grandir, que plus d'un montpensiériste le croyait occupé à combattre les répugnances du parti radical pour leur candidat, que beaucoup de républicains mêmes s'obstinaient à espérer leur salut de l'ennemi qui les avait si rudement traqués et à voir en lui le messie de la république. Ce n'est pas le fait d'un homme ordinaire de jeter ainsi un charme sur tout un peuple et de le tenir suspendu à des lèvres qui ne parlent pas.

Toutefois il ne faut pas attribuer aux hommes d'État trop de profondeur dans les desseins. Leur liberté d'action est plus bornée qu'on ne pense; les plus habiles font ce qu'ils peuvent, et ce qu'ils peuvent est souvent peu de chose. Pendant que l'Espagne tout entière s'occupait de deviner le sphinx, il cherchait lui-même son propre secret. Son silence témoignait de ses embarras plus encore que de sa dissimulation. Les cortès avaient en vain décrété le rétablissement de la monarchie; don Juan Prim ne trouvait pas son prince. Il avait offert la couronne au père du roi de Portugal

N'ayant pu vaincre ses résistances, il s'était tourné vers l'Italie, et il cherchait vainement à obtenir que le roi Victor-Emmanuel lui donnât son neveu, le duc de Gênes.

Il est vrai qu'on avait sous la main un candidat de bonne volonté, dont l'acceptation était certaine; mais on désespérait de le rendre acceptable. Quoiqu'il offrit les plus sérieux avantages, quoiqu'il fût soutenu par de hautes influences, il se heurtait contre une sorte de défaveur publique, où l'instinct tenait plus de place que le raisonnement. Il avait trois choses contre lui : il était étranger, il était Bourbon et il était impopulaire. « Mon ami M. Navarro, avait dit le 14 juin 1869 M. Castelar, nous assure que dans l'état des choses l'unique solution possible est le duc de Montpensier. Toutes les fois que j'entends prononcer ce nom, je me souviens d'une rubrique très-employée dans les universités. Quand nous avons refusé quelque candidat au grade de docteur, nous en prévenons l'huissier, qui sort et va le trouver en lui disant : Votre Grâce est un homme de grand mérite, mais j'ai le chagrin de vous annoncer que vous ne plaisez pas à ces messieurs. — Eh bien, messieurs les députés, il y a ici soixante-dix ou quatre-vingts républicains, qui tous voteront contre

le duc de Montpensier. Il y a ici cent représentants du parti progressiste que les engagements contractés par eux envers leurs électeurs obligent à voter contre le duc de Montpensier. Il y a ici trente démocrates qui, autorisés par leur conscience, ont fait de grandes concessions, mais qui n'iront pas plus loin et voteront comme un seul homme contre le duc de Montpensier. Vous le voyez, messieurs les députés, Sa Grâce a beaucoup de mérite, mais elle ne plaît point à ces messieurs. »

Le cas devenait embarrassant, et l'inquiétude commençait à gagner le général, quand il lui vint une idée, — ou plutôt on la lui donna. Cette idée, l'une des plus fatales qui soient entrées dans la tête d'un homme, devait coûter à la France des provinces et des milliards. On a prétendu que le général Prim n'avait jamais pardonné à l'empereur Napoléon III de lui avoir refusé la couronne du Mexique, qu'il roulait depuis longtemps de sinistres projets de vengeance, qu'il attendait une occasion, qu'il la trouva, et que le prince Léopold de Hohenzollern fut sa bombe Orsini. Les romans noirs sont aussi trompeurs que les romans roses. Les ennemis du comte de Reus ont réprouvé comme ses amis de telles suppositions. Il n'a pas inventé de gaîté de cœur la fatale candidature qui

eut des conséquences à jamais déplorables ; — il y a recouru comme à une dernière ressource, après avoir essayé d'autre chose, après avoir éprouvé des échecs qui lui créaient une situation aussi ridicule que difficile. L'Espagne savait que depuis des mois ses courriers galopaient sur toutes les grandes routes pour lui chercher et lui ramener un roi, ils trouvaient partout porte close ; son orgueil commençait à s'émouvoir, elle s'en prenait à son gouvernement des refus de l'Europe. En revanche, les républicains triomphaient; ils se flattaient que le trône demeurerait éternellement vacant, que bon gré mal gré la république s'imposerait. Grossissant leur voix, ils redoublaient d'activité dans leur propagande, qui agitait la Catalogne et les provinces du midi. Il fallait à tout prix sortir de ce provisoire énervant et dissolvant.

Au surplus, loin de nourrir des intentions hostiles pour le cabinet des Tuileries, le général Prim s'était montré dès le début désireux de s'entendre avec lui, attentif à le consulter. Sans doute il s'inspirait avant tout de son intérêt personnel ; il voulait ceindre du diadème de Charles-Quint un front docile et soumis. Ce nouveau maire du palais ne pouvait s'accommoder que d'un roi d'humeur complaisante, qui fût à sa discrétion, il entendait ré-

gner à son ombre; mais il sentait en même temps que l'assentiment de son puissant voisin lui était nécessaire, et il tenait à établir en Espagne un régime que la France pût approuver. La principale de ses difficultés était que rien de ce qu'il proposait à Paris n'y était agréé. La révolution de septembre avait été un événement déplaisant pour la cour des Tuileries, qui venait de former avec la reine Isabelle une liaison assez intime, dont elle se promettait d'heureux résultats. Aucune candidature ne pouvait obtenir son aveu. Un roi d'Espagne italien aurait servi de thème aux récriminations du corps législatif, qui déjà reprochait à l'empereur d'avoir trop agrandi la maison de Savoie et de l'avoir mise en état de tout oser. Une république espagnole était un exemple dangereux; mais de toutes les éventualités possibles, celle qui paraissait la plus désagréable était l'avénement du duc de Montpensier: à tort ou à raison, on y voyait un péril pour les intérêts dynastiques. La seule chose qui convînt à la politique impériale était la restauration impossible de la reine Isabelle, qu'on ne pouvait songer à demander. Aussi, tout en déclarant hautement qu'on n'entendait point s'ingérer dans les affaires de la Péninsule, qu'on respecterait son droit de régler à son gré ses des-

tinées, on répondait à toutes les questions par des fins de non-recevoir, on affectait un air de réserve où perçait l'humeur, et qui ressemblait à une neutralité malveillante.

Il y avait alors à Madrid un de ces hommes pleins de bonnes intentions, mais d'un esprit inquiet, d'une imagination remuante et toujours en travail, qui, féconds en projets, s'agitent sans relâche, obscurs artisans que la destinée charge quelquefois de fabriquer les plus grands évènements. Infatigables, industrieux, ne plaignant jamais leurs pas ni leurs peines, assurés de la droiture de leurs desseins, trop pleins de leur idée pour en discerner les conséquences, ils sont nés pour être le plus innocemment du monde des ouvriers en catastrophes. M. Salazar y Mazarredo s'était si bien remué au Pérou, qu'un beau matin l'Espagne s'était trouvée, grâce à lui, en possession des îles Chinchas et engagée dans un méchant imbroglio, d'où elle eut quelque peine à sortir. On assure que le spirituel ministre des affaires étrangères, qui fut chargé de débrouiller cet écheveau, avait dit, en semonçant l'activité tracassière de son agent : « Rien n'est plus dangereux que les hommes qui ne mettent jamais leurs pantoufles. »

M. Salazar n'avait pas réussi à déchaîner une

tempête sur l'océan Pacifique; il devait réussir à mettre l'Europe en feu. Voyant son pays en quête d'un souverain, il se piqua de lui en donner un, et il publia une brochure destinée à prouver que le prince Léopold de Hohenzollern réunissait toutes les conditions pour être un excellent roi d'Espagne. Cette brochure fut peu remarquée; mais après le refus du duc de Gênes, quand le général Prim se trouvait à bout de voie, on lui parla et de l'opuscule et de son auteur, qui fut mandé. Il offrit incontinent ses services, et partit de son pied léger pour négocier avec la famille de Hohenzollern et le cabinet de Berlin. Ses ouvertures furent d'abord ou repoussées ou froidement reçues; l'heure de les accepter n'avait pas encore sonné.

On a reproché à l'ambassadeur de France à Madrid, le baron Mercier de Lostende, de n'avoir rien su, et de n'avoir rien fait, faute de rien savoir. Fort considéré et entouré, l'ambassadeur, dont la conduite a été injustement critiquée, était en situation de tout savoir; ses informateurs habituels l'entretinrent plus d'une fois de projets et de négociations qui, au demeurant, étaient le secret de tout Madrid. S'il ne fit rien pour les traverser, c'est qu'il suivit fidèlement les instructions qui lui étaient données. On lui mandait qu'il devait réserver son

influence pour combattre la plus fâcheuse des candidatures proposées, celle du duc de Montpensier, qu'au reste il eût à intervenir le moins possible afin de n'être point accusé de gêner les Espagnols dans la liberté de leurs résolutions, qu'à l'égard du prince de Hohenzollern il pouvait être sans inquiétude : on avait tiré parole de la Prusse qu'elle n'autoriserait point ce prétendant. Par malheur, la Prusse se ravisa, et le général Prim reçut un jour de Berlin une lettre dont le post-scriptum était conçu à peu près en ces termes : « Si vous étiez toujours dans les dispositions dont nous a entretenus M. Salazar y Mazarredo, nous pourrions peut-être nous entendre. »

Un homme d'État qui a fait son chemin par les aventures, quel que soit son mérite, se ressent toujours de ses origines. Il ne se défie pas assez de sa fantaisie, il a je ne sais quelles fumées dans la tête ; tôt ou tard son imagination, se brouillant et confondant les genres, coud à des chapitres d'histoire des dénoûments romanesques. Si invraisemblable que cela paraisse, le général Prim se flattait de gagner Napoléon III à ses projets. Enhardi par ses succès parlementaires, plein de confiance dans sa dextérité, il s'était dit : « Je persuaderai l'empereur comme je persuade ma majorité.

Après m'avoir entendu, il agréera mon candidat, qui est son parent; sinon je lui ferai acheter mon désistement par la promesse formelle de mettre à l'aise la cour de Florence, et de me prêter dans mes négociations pour obtenir un prince italien le concours qu'il m'a refusé jusqu'aujourd'hui. »

Le général se proposait de tenir secrète l'acceptation probable du gouvernement prussien jusqu'au jour où il pourrait avoir avec l'empereur une entrevue qui devait tout arranger. Il avait compté sans l'indiscrétion des grandes joies, qui n'ont jamais été discrètes. Son négociateur arrive à Madrid, porteur de la lettre par laquelle le prince Léopold de Hohenzollern acceptait sa candidature à la couronne d'Espagne. Il ne peut se tenir de parler. « Enfin nous avons un roi, *ya tenemos rey!* » s'écrie un député. Ce cri traverse Madrid comme un éclair. Le général était absent, il chassait dans les montagnes de Tolède. Deux de ses amis allèrent l'attendre à la gare pour le féliciter sur l'heureuse issue de sa campagne diplomatique. Prim fronça le sourcil, tordit un gant qu'il tenait à la main. « Peines perdues! s'écria-il à son tour; c'en est fait de notre prétendant! Et Dieu veuille que ce soit tout [1]! »

1. Voyez *Memorias de un constituyente*, par M. Victor Balaguer, p. 151 et 152.

La candidature du prince Léopold avait assez vécu pour embraser l'Europe; elle disparut comme disparaît l'éclair dans l'incendie qu'il allume. L'Espagne se trouvait de nouveau sans roi; mais Napoléon III n'étant plus empereur, le roi d'Italie se voyait libre de ne consulter que ses propres intérêts en acceptant la couronne d'Espagne offerte à son fils Amédée, duc d'Aoste. Les propositions de don Juan Prim avaient été reçues sans enthousiasme en Italie; les politiques de Florence étaient trop avisés pour méconnaître les difficultés et les mauvaises chances qui attendaient leur prince à Madrid. La raison d'État parla, les objections se turent. On se disposait à occuper Rome, et on ne désespérait pas d'obtenir l'acquiescement résigné du saint-père à sa destinée en le convainquant de l'impossibilité de tout recours auprès des gouvernements catholiques. Quel appel pourrait-il rêver, si on lui montrait l'Autriche neutralisée par l'ascendant de la Prusse victorieuse, la France pour longtemps impuissante, et sur le trône d'Espagne un roi qui n'oublierait jamais quel sang coulait dans ses veines? L'intérêt italien fut seul consulté, et prévalut sur les inquiétudes d'une judicieuse prévoyance.

Le 16 novembre 1870 fut une grande journée à

Madrid. La ville était agitée, on respirait dans l'air la fièvre d'un événement. Les prophètes de malheur semaient des bruits et des alarmes; à tout hasard, les ministres avaient pris quelques dispositions militaires. Calme, souriant, le général Prim assurait que tout se passerait bien; il tenait enfin son roi, il avait l'air d'un homme qui a fait un pacte avec la destinée, et reçu d'elle une signature en bonne forme. Les cortès se rassemblèrent; malgré tous les incidents soulevés par les républicains pour retarder le vote, le scrutin rendit son arrêt, et proclama roi d'Espagne le duc d'Aoste par 191 voix, contre 63 données à la république, 27 au duc de Montpensier, 1 à la duchesse, 8 au duc de la Victoire, 2 au prince Alphonse de Bourbon et 19 bulletins blancs. Le même jour, une commission fut nommée pour se rendre à Florence sous la conduite du président de la chambre, M. Ruiz Zorilla, et en ramener le roi du général Prim. Celui-ci fut accosté au sortir de la séance par un républicain ergoteur qui lui demanda en vertu de quel article le président et les secrétaires se croyaient autorisés à quitter Madrid. « Ne vous semble-t-il pas, général?... — Il me semble qu'il se fait tard, répondit-il tranquillement. Allons-nous discuter encore? N'avez-vous pas assez de huit

100148

heures de séance ? Vous n'êtes donc jamais content? Bonsoir, mon cher. » Et le général posa sa main droite sur la poitrine de son interlocuteur, geste qui lui était familier quand il voulait abréger une conversation. Quelques jours plus tard, il disait à l'un de ses amis qui partait pour Florence : « Quand le roi sera venu, le dernier mot sera dit. Nous ferons rentrer dans leur cabanon tous ces fous qui confondent le progrès avec le désordre, la liberté avec la licence. Vive le roi ! et dès qu'il sera ici, malheur à celui qui se permettrait de lui manquer [1] ! »

Le 26 décembre, le vaisseau qui apportait un souverain à l'Espagne prit la mer ; elle ne lui fut pas complaisante, elle était houleuse et chagrine. Le duc d'Aoste ne se grisait point de sa nouvelle fortune, il envisageait l'avenir avec plus de calme résolution que de confiance. Dans son dernier entretien avec un des plus habiles ministres de son pays, il s'était exprimé sans détour sur les résistances qu'il pressentait. « Ne tenez pas trop à votre couronne, lui avait répondu M. Visconti-Venosta ; quand les Espagnols vous verront le pied à l'étrier, ils vous retiendront. » Cela supposait que le duc

1. *Memorias de un constituyente*, p. 96 et 102.

d'Aoste saurait se rendre nécessaire; un prince qui menace son peuple de lui fausser compagnie doit être certain que sa menace ne sera pas considérée comme une promesse.

Si le jeune roi se faisait peu d'illusions, plusieurs des Espagnols qui l'entouraient s'en faisaient beaucoup. Ils voyaient déjà la nation se rallier tout entière autour de son nouveau souverain, les mécontents et les pervers tenus en respect, les partis désarmant, une ère de bonheur et de sage liberté s'ouvrant pour l'Espagne transformée. Hélas ! lorsque ce vaisseau chargé d'espérances et de bonnes intentions jeta l'ancre dans le port de Carthagène, une sinistre nouvelle l'y attendait. Le général Prim, le faiseur de rois, le Warwick espagnol, n'avait plus qu'un souffle de vie. Comme il sortait du congrès, quelques misérables, introduisant par la portière de sa voiture la gueule de leurs espingoles, avaient tiré sur lui à bout portant. On rapporte que l'un d'eux s'était écrié : « Nous reconnais-tu ? Voilà ce que nous t'avions promis. » Les lèvres qui avaient appelé au trône d'Espagne un prince italien, et qui lui ménageaient des conseils, peut-être des ordres, avaient prononcé leur dernière parole. Quand le duc d'Aoste entra dans Madrid par un jour froid et neigeux, sa première visite fut

pour un mort, son premier entretien fut avec un cadavre.

Bientôt après, si la chronique madrilègne fait foi, la destinée lui donnait un autre avertissement, moins lugubre, mais presque aussi instructif. Lorsqu'il reçut pour la première fois les autorités de Madrid et les corps de l'État, il avait à ses côtés un général italien justement célèbre, accrédité auprès de lui comme ministre d'Italie, et qui jadis pour ses débuts avait servi en Espagne. Gouverneur, grands personnages civils et militaires, chacun, après avoir défilé devant le roi, se retournait pour adresser au général qui un signe de tête, qui un regard de connaissance, qui un sourire ou un demi-sourire. La cérémonie terminée : « En vérité, général, se prit à dire le roi, il me paraît que vous connaissez tout le monde ici. — Cela n'est pas étonnant, sire, répliqua-t-il gaîment, j'ai commandé pendant deux ans la gendarmerie. »

Prim assassiné révélait au jeune souverain ce qu'il pouvait attendre de fanatiques sans foi ni loi ; le mot du général italien lui apprenait que parmi les hommes qui l'avaient fait roi il en était peu qui n'eussent jamais trempé dans aucune conjuration, et on n'a pas encore trouvé de conspirateur qui n'ait conspiré qu'une fois.

II

Ce règne, objet de tant d'espérances, n'a guère duré plus de deux années, qui n'ont pas été heureuses. Après quelques mois d'une existence facile qui autorisait les illusions, on vit les embarras naître et grandir. L'audace croissante des républicains, bientôt remis de leur défaite et de jour en jour plus confiants dans l'avenir, le parti radical se scindant en deux groupes, dont l'un, conduit par un homme d'un génie amer et emporté, M. Sagasta, recherchait l'alliance de l'union libérale, tandis que l'autre, qui reconnaissait pour son chef M. Ruiz Zorrilla, inclinait de plus en plus vers les solutions républicaines, les coalitions les plus étranges, des chambres prorogées ou dissoutes, le pays élisant à quelques semaines d'intervalle des cortès sagastistes et des cortès zorrillistes, les pénuries du trésor, le carlisme déployant de nouveau sa bannière dans les montagnes de la Navarre et de la Biscaye, de vains pourparlers avec les conservateurs représentés par l'ex-régent du royaume, le maréchal Serrano, et enfin un dernier ministère radical qui attente aux droits de la couronne et

contraint le roi d'abdiquer, voilà l'ingrat résumé de ce règne de deux ans. Le mariage de l'Espagne avec un prince italien n'a pas réussi. Une courte lune de miel, des troubles de ménage accompagnés d'aigres discussions, un divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur, cette mélancolique histoire prête aux réflexions.

Qui faut-il accuser, le roi ou la nation? L'opinion publique en Europe a pris parti pour le roi. Elle a reproché vivement à l'Espagne d'avoir manqué à sa fortune, d'avoir perdu par sa folie une occasion unique de fonder chez elle le véritable régime constitutionnel. Le ciel lui envoyait un souverain plein de loyauté et de droiture, né dans le pays du continent où se sont le mieux acclimatées toutes les libertés anglaises, élevé à la meilleure école, brave comme son père et comme lui respectueux pour les droits de ses peuples. Ce roi faisait asseoir avec lui sur le trône une femme éminente, qui unissait à la beauté une âme généreuse et une intelligence peu commune. Qu'a fait l'Espagne de ce trésor? Elle a méconnu son bonheur, elle l'a jeté à tous les vents.

A cela les Espagnols répondent qu'ils peuvent alléguer plus d'une circonstance atténuante, et que les astres ne leur ont pas été aussi propices

qu'on le dit. Dans la situation critique où les avaient réduits les égarements de la reine Isabelle et la révolution de septembre, ils auraient eu besoin, pour cingler heureusement parmi les écueils, d'un pilote savant dans son métier, blanchi dans les dangers, et qui eût l'expérience des tempêtes. La barque devait périr entre les mains novices d'un cadet de vingt-cinq ans, qui, n'ayant encore rien vu, ignorait les hommes, le monde, la politique, et, en dépit de ses bonnes intentions, préférait ses plaisirs à la fatigue des affaires.

« Un jeune prince, a dit M. Bagehot, ne se sent guère attiré par la perspective éloignée d'obtenir un peu d'influence dans des questions arides. Il pourra former de bonnes résolutions et se dire : l'an prochain, je me mettrai à lire tels documents, j'étudierai le monde politique et m'informerai davantage de ce qui s'y passe ; je ne permettrai plus à ces femmes de me parler comme elles le font. — Elles ne lui en parleront pas moins. La paresse la plus incurable est celle qui se berce des projets les meilleurs. On doit bien penser que le ministre dont le pouvoir serait amoindri par l'ingérence du roi dans les affaires ne le pressera pas trop de s'y livrer [1]. » — En effet, les ministres du roi Amé-

1. Bagehot, *la Constitution anglaise.*

dée ne l'ont point pressé de renoncer à ses distractions favorites ; mais ils l'ont blâmé de ne pas les choisir avec assez de discernement, de ne pas se soucier de l'opinion, de mépriser l'étiquette, de pousser trop loin la facilité de la vie et des manières, d'en user trop familièrement avec sa royale dignité, et de trop vivre comme un particulier qui se trouve embarrassé d'une couronne et tâche de s'en soulager en la mettant sous son bras. Un souverain est condamné à représenter, à se souvenir qu'on le regarde. On raconte que la sensation fut grande à Madrid quand l'infante Isabelle obtint, à force d'instances, de Ferdinand VII la permission de prendre un abonnement à l'Opéra ; ce fut une atteinte au culte de la royauté. Il est naturel que les idoles s'ennuient sur leur piédestal et les reliques dans leur châsse ; mais il faut choisir entre le plaisir et le respect, et une femme d'esprit prétendait qu'il n'y aurait de restauration sérieuse de la monarchie que lorsqu'on aurait trouvé un prétendant qui consentit à s'ennuyer, attendu que les rois se sont perdus le jour où ils ont voulu s'amuser comme les gens qui ne le sont pas.

A beaucoup d'excellentes qualités, disent encore les Espagnols, le roi Amédée joignait un défaut grave : il n'aimait pas son métier, il le faisait à

contre-cœur, il était roi malgré lui. Le respect scrupuleux qu'il témoignait pour l'institution parlementaire, la neutralité qu'il affectait de garder entre les partis, lui servaient de prétexte pour se retrancher dans l'inaction ; il faisait consister sa charge à ne rien faire. Ce grand détachement, qu'il érigeait en vertu, prouvait son indifférence. Il semblait dire aux chambres : « Vous voulez ceci ? Ainsi soit-il. Vous avez décidé cela ? Ainsi soit fait. » Il ne paraissait pas se douter qu'il eût une place à conquérir, une influence à exercer. Il a toujours dit qu'il ne voulait pas s'imposer ; qu'était-il donc venu faire à Madrid ? Se figurait-il que les 191 députés qui l'avaient nommé disposaient du cœur et du libre arbitre de 17 millions d'Espagnols ? Le projet de fonder une dynastie sans contrarier ni se gagner personne était une véritable absurdité.

S'il ne pouvait conquérir ni les bonnes grâces du clergé, ayant le tort d'être le fils de son père, ni la faveur des classes conservatrices, qui avaient placé ailleurs leurs affections, il aurait pu du moins s'attacher l'armée. Il a signalé son courage héréditaire par la témérité avec laquelle il bravait les complots et les menaces des assassins ; mais, sur la foi de conseils venus de Florence, il s'est refusé la satisfation de conduire le soldat contre les car-

listes. On lui avait persuadé qu'il y allait de son honneur de ne pas verser le sang de ses sujets, comme si le poète n'avait pas dit que le premier qui fut roi fut un soldat heureux, comme s'il y avait en Espagne un seul homme considérable qui n'ait pas sur lui quelques gouttes de sang espagnol. Dans son dernier message, il a exprimé le regret que la Péninsule n'ait pas été engagée sous son règne dans quelque guerre étrangère, parce qu'il eût saisi avec empressement cette occasion de montrer son épée, qu'il lui répugnait d'employer contre des rebelles. « C'était en user, a dit un ingénieux publiciste espagnol, M. Valera, comme ce médecin de Molière qui souhaitait à ses amis de bonnes pulmonies et de bonnes congestions cérébrales pour pouvoir déployer sa science en les guérissant. » Ne se faisant ni aimer, ni craindre, n'ayant pour lui ni les partis, ni la bourgeoisie, ni le peuple, ni les casernes, il a vécu en Espagne comme un étranger qui avait le mal du pays. On eût dit qu'il était venu à Madrid pour y faire en forme une expérience dont il devait être la victime, et qu'il bornait son ambition à mourir dans toutes les règles.

Que ces reproches soient fondés ou non, une chose nous paraît certaine : ce n'est pas dans le caractère du roi Amédée qu'il faut chercher la prin-

cipale cause de son insuccès. Les difficultés étaient telles que le prince le plus adroit, le plus énergique, le plus amoureux de son métier, le moins esclave de son indifférence ou de ses scrupules, aurait eu peine à les vaincre, et qu'il eût, selon toute apparence, succombé à sa tâche. Ce ne sont pas ses fautes, ni les Espagnols, qui l'ont perdu ; c'est la force des choses, qui sont toujours à la longue plus fortes que les hommes. Un mot de Lope de Vega pourrait servir d'épigraphe à cette histoire : « L'homme a beau se garder, ce qui doit arriver arrive toujours [1]. »

L'élu du 16 novembre avait d'abord contre lui d'être un étranger chez un peuple ombrageux, jaloux de sa dignité, qui n'a jamais admis qu'on s'ingérât dans ses affaires. Les Espagnols se souvenaient que jadis l'épée du grand capitaine avait répandu en Italie la terreur de leur nom, que Naples et le Milanais leur avaient appartenu, et qu'ils furent longtemps en possession de donner des gouverneurs et des ordres à ce pays de servitude séculaire, qui s'enhardissait aujourd'hui à leur donner un roi. Ce retour de fortune témoignait de

1. Siempre fué lo que ha de ser
Por mas que el hombre se guarde.
(*Lo que ha de ser*, III, 10.)

vicissitudes déplaisantes à leur fierté. En vain, pour guérir cette blessure, les partisans de la nouvelle dynastie citaient-ils plusieurs pays qui avaient accepté sans répugnance un prince qu'ils n'avaient pas vu naître, et trouvé sous un sceptre importé la paix et le bonheur. Ils invoquaient surtout l'exemple de la Belgique. On leur répondait que la Belgique est un peuple tout neuf, qui s'est donné un roi le jour même où il s'est émancipé. Ses souverains ont cet avantage que la nation voit en eux les représentants de son affranchissement, les témoins et le gage de sa liberté. Quelle garantie nouvelle apportait un prince italien à l'indépendance d'une nation qui s'appartient depuis des siècles? Il ne pouvait sortir de son palais sans se heurter contre de glorieux souvenirs qui enflent le cœur castillan. Ce jeune prince sans passé était comme écrasé par le passé de ses sujets.

Le duc d'Aoste avait encore le malheur de devoir le trône à la bienveillance ou aux perplexités d'une assemblée qui l'avait nommé par 191 voix sur 311 votants. Plusieurs mois avant son avénement, des orateurs forts en logique avaient représenté aux cortès qu'un roi n'a d'autorité qu'autant qu'il a de prestige, que les peuples veulent trouver en lui quelque chose qui les dépasse, et qu'ils réser-

vent leurs soumissions pour la monarchie légitime quand elle ne s'est pas rendue impossible, ou pour ces parvenus qui sont nés au bruit de la foudre, péniblement enfantés par une révolution en délire dont ils apprivoisent les fureurs ; elle a tremblé devant eux, elle avait reconnu son maître.

Ces orateurs remarquaient encore que la moins viable des royautés est celle qui naît du hasard d'un scrutin parlementaire. « Une monarchie créée par le vote d'une assemblée, disait le 6 juin 1870 M. Cánovas del Castillo, est la plus faible, la moins propre à s'enraciner, la plus éphémère, la plus caduque de toutes. » Et pour réfuter l'objection qu'on tirait de l'exemple de la Belgique, il alléguait que le roi Léopold avait été nommé du moins par 152 voix sur 200, qu'en 1830 le roi Louis-Philippe en avait obtenu 219 sur 252. « Cependant, continuait-il, ne savez-vous pas combien de fois on a reproché à cet intelligent, habile et libéral monarque de juillet qu'il avait dû le trône à 219 voix sans plus ? Ne savez-vous pas que quelques-uns de ses plus chauds partisans se sont repentis jusqu'à leur dernière heure de n'avoir pas demandé au pays la confirmation de leur œuvre et que ceux qui vivent encore recourent à de pénibles explications pour se faire absoudre de cet oubli? » S'il est certain qu'un

roi élu à quelques voix de majorité est la victime prédestinée des révolutions, cela est surtout vrai quand l'assemblée qui le porta au pouvoir a des droits ou une provenance discutables, et il n'y a jamais dans la Péninsule de majorités dont les origines ne fournissent matière à quelque contestation. Elles ont presque toutes une barre suspecte à leur écusson.

Une royauté contestée et contestable ne saurait vivre longtemps sans avoir de rudes combats à soutenir; il faut au moins que la loi lui fournisse les moyens de se défendre. On est tenté de croire que le duc d'Aoste n'avait pas lu la constitution votée par les cortès, à laquelle il jura fidélité; s'il l'eût étudiée avec quelque attention, il aurait bientôt acquis la certitude qu'elle le mettait dans l'impuissance de régner. La révolution de septembre avait prononcé en faveur du rétablissement de la monarchie et donné à l'Espagne une charte dont les articles semblaient la plupart empruntés à une constitution républicaine. La prévoyance du législateur avait laissé la porte ouverte à tous les repentirs, car l'article 110, qui autorisait les cortès à décréter de leur chef la réforme de la constitution, n'établissait aucune réserve en faveur de l'article 33, aux termes duquel la monarchie était reconnue

comme la forme du gouvernement. De quoi se plaignaient les républicains? On respectait leurs espérances, leur avénement n'était qu'une question de temps. Aussi bien l'Espagne pouvait prendre patience; on lui avait donné un sénat électif comme le congrès, et les Espagnols possédaient tous les droits qui sont garantis à un citoyen des États-Unis ou du canton de Genève, à savoir avec le suffrage universel l'absolue liberté de la presse, le droit absolu de réunion en lieu clos ou en plein air, le droit absolu d'association politique, sous cette seule réserve que les associations dangereuses pour la sûreté de l'État pouvaient être dissoutes par une loi. L'article 22 stipulait que les autorités ne pouvaient prendre aucune mesure préventive touchant l'exercice de ces droits. En vertu de la constitution monarchique promulguée à Madrid le 6 juin 1869, les ennemis de la monarchie étaient libres de l'attaquer dans leurs *meetings* et dans les clubs, aussi bien que de chansonner le roi dans ces libelles en vers qu'on appelle des *aleluyas*, et qui se vendent librement dans les rues.

Les lois organiques avaient encore aggravé le cas. « Avec un système administratif, disait M. Cánovas au mois de juin 1870, qui ne confère au ministre de l'intérieur d'autres facultés que celle d'ex-

pédier des télégrammes énergiques, avec des gouverneurs de province qui ne sont que les délégués d'une sorte de société anonyme et dont les fonctions se réduisent à appeler ou à ne pas appeler l'attention du gouvernement sur les abus qui se commettent, avec des maires, véritables dépositaires du pouvoir exécutif, uniques exécuteurs de la loi, seuls représentants du gouvernement dans la généralité des *pueblos*, et qui peuvent combattre non-seulement la politique des ministres, mais le roi lui-même et la royauté, avec un régime enfin qui permet à l'autorité d'être républicaine, carliste ou modérée selon les lieux où elle réside, quel rôle jouera la monarchie? quel rôle jouera le monarque?... De par la constitution elle-même, le roi doit servir de balancier dans le jeu des partis politiques. Fixez votre attention sur l'état présent de ces partis, sur la force respective que leur ont donnée les événements, sur la nature des moyens d'action dont ils disposent dans la crise révolutionnaire où nous sommes engagés; croyez-vous en vérité que le prince qui viendra ici, dépourvu de toutes les conditions indispensables pour se faire respecter, aura le moyen d'exercer un pouvoir modérateur entre les factions rivales? N'est-il pas évident qu'il ne sera que leur triste jouet? »

Quelques mois avant que le duc d'Aoste acceptât la couronne, il s'était passé à Madrid et dans les provinces de curieux incidents. Le général Prim, qui attachait une médiocre importance aux théories et aux droits constitutionnels, parce qu'il estimait qu'il y a toujours moyen de se débarrasser des principes quand ils deviennent gênants, avait laissé le législateur proclamer à son aise toutes les libertés. Lorsqu'elles commencèrent à l'incommoder, il ne proposa point de retoucher la loi, il s'avisa d'un expédient. On vit alors se former, sous le nom de parti de l'assommoir, *partido de la porra*, une mystérieuse association dont l'office était de prêcher à sa manière le respect du pouvoir. Plusieurs journaux étant sortis des bornes dans leurs attaques, la *porra* envahit leurs bureaux; il y eut quelques rédacteurs contusionnés, des dégâts dans le tirage, des registres d'abonnement saisis; plus d'une gazette mourut de cet accident. Il s'était ouvert à Madrid et ailleurs des *casinos* carlistes; ces mêmes protecteurs officieux de l'autorité les fermèrent de vive force. Comme la censure théâtrale avait été supprimée, il se joua des comédies qui renfermaient des épigrammes un peu vives contre la régence et son cabinet; les chevaliers du bâton emportèrent d'assaut les fau-

teuils d'orchestre et donnèrent aux acteurs d'éloquentes leçons de politesse ; — quelques directeurs prudents résolurent de ne plus mettre une pièce en répétition sans avoir pris au préalable l'avis d'un assommoir. C'est ainsi que le *partido de la porra* se chargeait de résoudre les petites difficultés suscitées par la pratique des droits individuels.

Le roi Amédée avait des scrupules inconnus au général Prim; il eût mieux aimé ne jamais régner que de gouverner par le bâton. Il a respecté les lois, et les lois l'ont perdu. Aussi la reine, avec ce grand sens politique dont elle a donné plus d'une preuve, disait un jour à un député des cortès : « La constitution nous rend la vie impossible; tout le monde ici a le droit de se défendre, excepté nous. » Qu'on se rappelle la lamentable nuit où la vice-royauté de Sancho « s'éclipsa, s'anéantit et s'en alla en fumée. » Comme il était dans son lit, plus rassasié de procès que de bonne chère, fatigué de rendre des jugements et de donner des avis, on vint lui annoncer en tumulte que les ennemis assiégeaient le palais, et qu'il ne pouvait se sauver, lui et son île, que par un acte de vigoureuse énergie. Aussitôt on l'enchâssa dans deux grands boucliers, liés étroitement avec des courroies, et on lui mit

dans la main une lance, sur laquelle il fut obligé de s'appuyer pour se tenir debout. Équipé de la sorte, on lui dit de marcher le premier au combat, afin d'animer tout le monde par son exemple. « Comment marcherais-je ? s'écria-t-il. Entre ces planches où vous m'avez emboîté, je ne puis seulement plier le jarret. » L'instant d'après, il tomba lourdement et demeura par terre, « semblable à une tortue sous son écaille ou à quelque barque échouée sur le sable. » Image sensible de l'état d'un roi que la loi protége en lui interdisant tout mouvement.

La constitution de juin 1869 eût-elle mieux pourvu à la défense du pouvoir, elle aurait été difficilement conciliable avec la monarchie par le seul fait qu'elle introduisait en Espagne le suffrage universel. C'était proclamer le principe de la souveraineté du peuple, et on conçoit malaisément la coexistence de deux souverains dans une nation. Un homme d'État peut aimer ou ne pas aimer le suffrage universel; mais bien osé qui tenterait de le supprimer quand il est entré dans les mœurs, et bien habile qui l'empêchera de produire avec le temps son fruit naturel, qui est la république. Le seul genre de monarchie démocratique qu'on ait vu prospérer jusqu'aujourd'hui est le césarisme,

c'est-à-dire la démocratie autoritaire, représentée par le régime personnel d'un homme qui, plébéien d'instinct, accepté par la nation pour son mandataire, chargé par elle du soin de ses destinées, dont il est seul responsable, s'appuie sur l'armée et sur la police pour accomplir sa mission, quitte à demander à un plébiscite la sanction de ses actes.

La constitution de 1869 n'avait rien de commun avec le régime plébiscitaire, et personne n'a jamais moins ressemblé à un césar que le roi Amédée. Il n'a voulu régner ni par l'armée, ni par la faveur populaire; il a subordonné docilement ses volontés à celles de son parlement; il a toujours cru que son pouvoir devait se borner à promulguer les lois votées par les chambres, et à résoudre de son mieux les crises ministérielles. Il appliquait en Espagne les pratiques dont il avait admiré en Italie l'habile et heureux emploi, sans considérer que Madrid n'était pas Florence, et que la monarchie démocratique ne peut se régler par les mêmes principes que le régime constitutionnel. Les esprits clairvoyants ne s'y étaient pas trompés; ils avaient compris que, pour satisfaire tout le monde, les cortès avaient fait une œuvre contradictoire. Examinant tour à tour ce roi et cette constitution,

ils avaient décidé qu'avant peu « ceci aurait tué cela. »

On a reproché au roi Amédée d'avoir eu des vertus intempestives, une loyauté inopportune. Il se disait : « Je serai un vrai souverain parlementaire, je choisirai toujours mes ministres dans le parti qui aura la majorité dans la chambre. » Il ne s'était pas avisé que ce rôle d'arbitre impartial entre les partis lui était interdit. Un roi porté au trône par la majorité d'une assemblée appartient à ceux qui l'ont nommé et qui le considèrent comme leur ouvrage, et leur créature. Si Prim avait vécu, le roi d'Espagne serait resté dans la dépendance de Prim, et, s'il se fût lassé d'être souple, cette main de fer l'aurait brisé. Prim étant mort, les radicaux, ses héritiers naturels, pensaient lui avoir succédé dans ses droits de propriété sur le roi. Il était écrit dans le livre du destin que, le jour où il voudrait se reprendre, sa déchéance serait proche.

Les radicaux espagnols sont un parti intéressant à étudier. Ils comptent dans leurs rangs beaucoup d'hommes capables et d'esprit politique; une notable partie du haut et du petit commerce, de l'industrie, de la banque, est à eux; ils disposent de généraux qui leur répondent de plus d'un régiment. Ce parti, qui est un produit du siècle, repré-

sente à merveille les dispositions et les sentiments d'une certaine bourgeoisie, non-seulement en Espagne, mais dans toute l'Europe. Très-sceptiques à l'endroit des doctrines et de la théorie du gouvernement, libéraux par instinct, mais n'ayant d'autre principe que l'utilité publique et privée, n'agréant occasionnellement la monarchie que pour la garantie qu'elle procure à certains intérêts, et se réservant toujours le bénéfice d'inventaire, les radicaux sont des républicains de mœurs plus que d'idées, qui avaient jugé en 1869 que les Espagnols n'étaient pas mûrs pour la république, qu'au surplus il serait difficile de la faire agréer par l'Europe, à moins qu'on ne la déguisât, et il leur avait paru qu'un prince de la maison de Savoie serait la meilleure de toutes les républiques déguisées. « Vous avez résolu, leur disait un jour M. Castelar, d'étonner l'Europe par votre sagesse, et c'est pour cela qu'après une régence provisoire vous vous accommodez d'un monarque également provisoire. » Il ajoutait : « Ce que vous voulez aussi, c'est un roi qui soit à vous, qui représente les intérêts particuliers et la domination de votre parti. »

Il n'est pas besoin de beaucoup d'art pour concilier ses principes et son ambition. Les radicaux

se considéraient à juste titre comme les vrais représentants de la révolution de septembre, et ils en concluaient que la nouvelle royauté ne serait digne de vivre qu'aussi longtemps qu'elle demeurerait fidèle à leur programme et soucieuse de leur complaire. Ils prêtaient au duc d'Aoste l'antique serment des Aragonais : « Nous qui valons autant que vous et qui réunis pouvons plus que vous, nous vous élisons roi à la condition que vous maintiendrez nos droits, *y si no, no.* » C'était dire : N'oubliez jamais que nous représentons la révolution qui vous a fait roi; nous devant tout, il vous sera permis de régner tant que vous nous permettrez de gouverner.

Quelques semaines après l'abdication du roi Amédée, il parut dans une feuille italienne un remarquable article où l'on a cru démêler de hautes inspirations. « Si j'avais eu l'honneur, écrivait l'anonyme, d'être roi d'Espagne depuis le mois de janvier 1871 jusqu'au mois de février 1873, et que j'eusse tenu un journal de mon règne, voici ce que j'y aurais consigné. » Ce journal supposé était un vrai réquisitoire contre les hommes à qui le roi avait eu affaire. On y accusait le dernier président du conseil, M. Ruiz Zorrilla, de lui avoir manqué de respect, et par exemple d'avoir plus d'une fois,

en lui parlant, assené de grands coups de poing sur la table, de s'être permis aussi de lui adresser des réprimandes cavalières; chose plus grave, on se plaignait qu'il eût altéré en plus d'une rencontre les instructions royales, sous prétexte que le roi ne savait pas l'espagnol. L'article se terminait par ces mots : « J'ai reconnu que bien des visages qui, vus à travers la Méditerranée, me semblaient loyaux et bienveillants, vus de près, étaient noirs comme des consciences de traîtres. »

Cette conclusion nous paraît excessive. Il y a des traîtres sans doute, mais il n'est pas moins vrai que certains procédés ressemblent à des trahisons et n'en sont pas. Beaucoup de radicaux se regardaient de bonne foi comme un conseil de famille chargé d'administrer la volonté du roi et de veiller à ce qu'il accomplît religieusement ce qu'ils tenaient pour ses devoirs. Ils se croyaient dans leur rôle en le traitant un peu cavalièrement, comme des tuteurs traitent leur pupille qui, oubliant sa situation, dispose de lui-même sans leur aveu. Ils pensaient agir pour son bien en portant des propositions aux chambres sans le consulter, et ils parlaient en hommes très-convaincus lorsqu'ils lui disaient : « Si vous nous ôtez nos portefeuilles, vous retournerez en Italie. » On raconte

que, le roi ayant changé son ministère, les ministres de la veille, qui devaient dîner au palais, se firent excuser dans l'après-midi, alléguant qu'ils étaient enrhumés. Qui ne sait que Madrid est la ville du monde où l'on s'enrhume le plus facilement? Il passe aussi pour constant que le 30 janvier 1873 le congrès, pointilleux ce jour-là sur l'étiquette, se plaignant que le roi lui eût manqué, faillit se transformer en convention et déclarer le trône vacant. Lorsqu'on ne croit pas au droit divin, on est moins maître de son humeur, et de tels incidents se produiront toujours dans une monarchie fondée par des démocrates. Un prince qui n'est que la meilleure des républiques ne peut compter que sur une politesse républicaine et provisoire comme lui.

Quelques-uns des conseillers intimes du roi lui ont remontré qu'il devait se mettre hors de page, briser hardiment sa chaîne et chercher son point d'appui dans les partis conservateurs. Le roi Amédée s'est demandé s'il suivrait ces avis ; il a éprouvé des hésitations qui ont été la vraie croix de son règne ; — il est triste d'en être réduit à choisir entre deux inquiétudes et deux dangers. Les conservateurs lui offraient sans doute cet avantage, qu'il pouvait trouver parmi eux de sincères et

chauds partisans de la monarchie; mais le duc d'Aoste n'avait point été l'homme de leur choix, et ils demeuraient fidèles à leurs préférences et à leurs regrets. Aussi inspiraient-ils au jeune souverain une invincible défiance. L'article de journal que nous avons cité plus haut renferme à ce sujet une curieuse déclaration. « Toutes les fois, y est-il dit, que je causais tête à tête avec le maréchal Serrano, duc de la Torre (c'est le roi qui est censé parler), j'éprouvais un indicible malaise, parce qu'il me semblait que nous étions trois; en effet, il y avait avec nous un second Serrano, qui se taisait, mais qui n'en pensait pas moins : c'était celui du duc de Montpensier, et je ne respirais que lorsqu'il était parti. Toutefois je lui dois cette justice de déclarer qu'il ne m'avait point ménagé ses avertissements quand on m'avait offert la couronne. Tout s'est passé comme il l'avait prédit. »

Au surplus, les conservateurs lui promettaient leur appui efficace à des conditions que sa loyauté jugeait inacceptables. — Lorsque le roi déclara en arrivant à Madrid, nous disait l'un d'eux, qu'il maintiendrait la constitution, et crut gagner tous nos cœurs en nous affirmant que sa seule ambition était de se comporter en vrai roi constitutionnel, il nous fit frémir, car il ne pouvait rien dire

qui nous parût plus inquiétant. Nous ne pouvions nous rallier à lui qu'à la condition qu'il nous promît d'être aussi peu constitutionnel que possible. Nous refusâmes d'abord de croire à tant de candeur; nous pensions qu'il jouait un rôle, qu'il allait employer les premiers mois à s'orienter, à prendre langue, à nouer des intelligences, à visiter les casernes, et qu'un jour il déclarerait bien haut que désormais l'expérience était faite, qu'il entendait réformer une constitution incompatible avec la sécurité et la dignité de la couronne aussi bien qu'avec l'ordre public. Quand nous eûmes acquis la conviction de sa parfaite bonne foi, nous ressentîmes une sorte de stupeur, et nous l'avons laissé accomplir sa destinée. Il ne pouvait plus espérer de nous que le triste secours de notre indifférence; nous l'avons regardé tomber en lui témoignant jusqu'au bout les égards qu'on peut attendre des indifférents qui ont quelque courtoisie. Il n'était pour nous que l'homme d'un parti, et ce parti l'a détrôné.

Tant de gens accommodent pour leur plus grand bien leur caractère à leurs intérêts, qu'il est beau de voir un roi sacrifier ses intérêts à son caractère; ce trait ne sera pas oublié par l'histoire. Si le roi Amédée hésita, ses incertitudes ne furent pas longues. Au mois de juin 1872, alors que son

trône, battu par l'orage, faisait entendre de sourds craquements, le maréchal Serrano prit l'engagement de le sauver, s'il consentait à la suspension provisoire des droits individuels et, comme mesure subséquente, à une réforme de la constitution qu'on eût fait agréer par les cortès. Le roi, paraît-il, accepta; quelques heures plus tard, il reprenait son consentement, et on assure que le maréchal lui dit en se retirant : « Votre Majesté en a encore pour six mois. » Le 13 juin, M. Ruiz Zorrilla était mandé et chargé de former un cabinet; le 30 juin, il dissolvait les cortès, et le 24 août les élections donnaient une chambre composée presque en entier de radicaux et de républicains. « Voilà mon dernier coup de dés ! » pensait sûrement le roi. A vrai dire, en rentrant en servitude, il avait plié sous les exigences de la situation. Il se sentait condamné par le sort au radicalisme à perpétuité.

Cependant, on doit l'avouer, de toutes les conduites qu'il pouvait tenir, il avait adopté la plus imprudente. Il avait eu des velléités d'indépendance, et après avoir pris le large il revenait sur ses pas. Il n'y avait gagné que de se brouiller avec tout le monde. Il s'était à jamais aliéné le bon vouloir des conservateurs en traitant avec eux et rompant les négociations, et plus encore par la

dissolution d'une chambre où ils avaient la majorité. Ce qui était plus grave, il avait inquiété, irrité les radicaux, qui ne lui pardonnaient pas d'avoir voulu secouer leur pesante tutelle. Cette tentative avortée avait eu pour premier effet de les rejeter du côté des républicains. On les avait vus, sous le ministère Sagasta, former avec eux une coalition électorale; leur commune défaite avait resserré leur alliance, et il s'en était suivi des pourparlers bien dangereux pour la couronne.

Assurément il est faux de dire que tous les visages des radicaux étaient « noirs comme des consciences de traîtres. » Il n'en est pas moins vrai que, lorsque le roi revint à eux, leurs dispositions étaient sensiblement changées. Nombre d'entre eux, détrompés d'une idole dont ils pensaient avoir à se plaindre, se disant qu'ils avaient accepté la monarchie à titre d'essai et que cet essai avait mal réussi, se regardaient comme déliés de leurs engagements, et par une prévoyance excessive à laquelle il est difficile de trouver un nom, admettant le cas de la proclamation prochaine de la république, ils avaient traité avec les républicains pour en obtenir des garanties qu'on n'avait garde de leur refuser. Quant au chef du cabinet, M. Ruiz Zorrilla, il n'y a aucune raison de croire qu'il ait travaillé

sciemment et délibérément à une révolution qui devait lui ôter le pouvoir et le reléguer en Portugal: mais il a subi des entraînements dont il ne pressentait pas les conséquences. Sa bonne foi surprise a autorisé de perfides menées qui l'ont conduit plus loin qu'il ne pensait. Il s'est trouvé qu'un jour il a dû choisir entre son parti et son roi, et qu'il a sacrifié son roi à son parti.

Les républicains, ainsi que le groupe des radicaux secrètement ralliés à la république comme à un régime inévitable dont ils se ménageaient les bonnes grâces, attendaient une occasion. Le hasard les servit bien, comme il sert toujours les gens qui savent nettement ce qu'ils veulent. Ils avaient insinué à ceux de leurs amis qui tenaient encore au roi, pourvu qu'il fût docile, mais qui se défiaient de lui parce qu'il avait voulu s'émanciper, qu'il était nécessaire de le mettre hors d'état de recommencer. Le roi était averti que, si jamais il renouait avec les conservateurs, il aurait une bataille à livrer dans les rues; il ne pouvait en affronter les risques que s'il était sûr du concours résolu de l'armée. On voulut briser l'instrument dans ses mains, et on y réussit. En se prêtant à cette intrigue, nous l'avons dit, plusieurs de ses ministres ne songeaient apparemment qu'à s'assu-

rer de sa fidélité, et pensaient lui rendre service, l'empêcher désormais de faire des folies. Ils en usaient comme un sage et prévoyant gouverneur qui, craignant les coups de tête de son élève, retire prudemment de ses mains un pistolet chargé dont il pourrait faire un méchant usage; — un malheur est si vite arrivé! Ce que pensaient d'autres ministres est plus difficile à savoir; mais il est hors de doute que la république à son avénement a respecté certaines situations et certains portefeuilles.

La partie de l'armée dont les démocrates de toutes nuances se défiaient le plus était l'artillerie. Cette arme savante, fort bien recrutée en Espagne, possédait un corps d'officiers instruits et capables, qui n'avaient pas d'attachement personnel pour le roi, étant la plupart disposés à lui préférer Alphonse de Bourbon; mais l'état troublé du pays donnait des dégoûts à leur cœur de soldats. Acquis d'avance à la politique conservatrice, si le roi eût fait acte d'énergie, ils l'auraient servi fidèlement. Il y avait alors dans l'armée ce que les Espagnols appellent un *garbanzo negro*, c'est-à-dire un homme en butte à l'animadversion générale; — on l'accusait d'un acte de félonie. La nouvelle se répand tout à coup qu'il est nommé maréchal de camp:

Grande émotion parmi les officiers d'artillerie. Ils s'indignent, ils protestent, ils finissent par mettre le ministère en demeure ou de révoquer son décret ou d'accepter leur démission collective. C'est ce qu'on appelle l'affaire Hidalgo.

On assure que le roi n'apprit ce qui se passait que par la lecture d'un journal; ses ministres ne s'étaient pas donné la peine de l'informer. Il sentit aussitôt la portée de l'incident et la grave responsabilité qu'il assumerait en prêtant les mains à la désorganisation de l'armée, alors que la Navarre était en armes et qu'il y avait encore dans l'Andalousie, naguère insurgée, plus d'un tison mal éteint. Il fit venir M. Ruiz Zorrilla, lui témoigna ses anxiétés, le pria instamment d'arranger l'affaire. M. Zorrilla le rassura, lui promit que tout se terminerait à son gré. Cependant, les journaux continuant de l'éclaircir, le roi eut avec le président du conseil une seconde entrevue, dans laquelle, lui prenant les deux mains, il lui rappela les promesses qu'il avait faites deux ans auparavant au roi d'Italie, lorsque, président des cortès, il était venu chercher un roi d'Espagne à Florence. M. Zorrilla, dit-on, s'attendrit aussi; mais à cette heure il n'était plus maître des événements.

Peu après, comme le roi résistait encore, il se

joua dans le sein du congrès un drame dont les incidents avaient été habilement combinés et les principaux rôles distribués d'avance. Parmi les acteurs, les uns étaient dans le secret, les autres n'en savaient que la moitié, et on ne pouvait s'en douter, tant les habiles parurent naïfs, tant les naïfs parurent habiles. Le ministère fut interpellé au sujet de l'affaire Hidalgo. Il répondit fièrement qu'il ferait respecter le principe d'autorité, que, plutôt que de se déjuger, il accepterait toutes les démissions qui lui étaient offertes. Il ajoutait, pour rassurer le pays, qu'il avait en main les moyens de réorganiser démocratiquement l'artillerie en cherchant des officiers parmi les sergents, — mesure malheureuse dont l'Espagne a cruellement senti les conséquences : quand elle a voulu reprendre Carthagène, il s'est trouvé qu'elle n'avait plus personne pour pointer ses canons de siége. Une majorité imposante, composée de radicaux et de républicains, émit un vote de confiance pour le ministère, qui était un vote de défiance pour le roi. Le 16 novembre 1871, 191 voix l'avaient proclamé roi d'Espagne ; le 11 février 1873, 191 voix le mettaient en demeure ou de faire acte de pénitence ou de se retirer. C'était lui demander de choisir entre sa fierté et sa couronne ; on était certain de sa réponse.

Le soir de ce même jour, ses ministres réclamèrent sa signature pour les décrets qui donnaient leur congé aux officiers d'artillerie. Le roi demanda un répit ; il ajourna le conseil au lendemain, à trois heures de l'après-midi. Le ministère, qui venait de faire trancher la question par un vote du congrès, voulut la résoudre définitivement par un commencement d'exécution : il ordonna aux chefs d'escadron et aux officiers qu'ils eussent à lui remettre leurs hommes et leurs pièces dès dix heures du matin. « C'était, comme l'a remarqué M. Valera, anticiper sur la décision du prince, se jouer de sa prérogative, le traiter comme une marionnette dont on tient les fils dans sa main. » Quelques chefs importants du parti conservateur lui offrirent à cette heure suprême leurs services, ils l'engagèrent à livrer enfin cette bataille des rues à laquelle on le provoquait. Les officiers d'artillerie n'attendaient qu'un signal ; ils ne se dessaisirent de leurs pièces que vers le soir, après s'être assurés que le roi refusait le combat. « Dans l'alternative où on le plaçait, a dit encore M. Valera, il devait opter entre trois choses, ou faire vœu d'être éternellement radical, ou se battre, ou abdiquer. » Il avait assez de l'humble métier de monarque radical et de tant de sacrifices imposés à sa dignité.

Quant à se battre, son courage était de taille à se mesurer avec tous les dangers ; mais, s'il avait consenti à être roi malgré lui, il s'était juré de ne l'être jamais malgré les Espagnols. Il signa les décrets, et il envoya aux cortès un message d'abdication dont quelques termes ont paru discutables, mais qui a enlevé les suffrages de l'Europe par la noblesse et la hauteur des sentiments qui l'ont dicté.

La décision du roi fut approuvée de presque tout le monde, surtout de ceux qui en ont fait leur profit ; elle a été blâmée par quelques conservateurs et par quelques logiciens. Les uns ont dit qu'il n'avait pas le droit de déserter son poste ni d'abandonner une tâche volontairement acceptée, que, si lourde que soit une couronne, il n'est pas permis de la poser comme un chapeau qui gêne. D'autres ont relevé quelque contradiction dans sa conduite. De deux choses l'une, disaient-ils, ou les décrets étaient justes, et il devait les signer, ou ils étaient injustes, et il devait leur refuser sa signature. Dans un cas comme dans l'autre, il était tenu de rester ; signer et partir, c'était commettre une faute compliquée d'une inconséquence. Dans certaines conjonctures, on agit d'instinct sans prendre le temps de réfléchir à tout. Amédée Ier avait reçu un affront

qui lui pesait sur le cœur; son chagrin a détruit les dernières illusions qu'il pouvait conserver encore. Il a vu sa situation dans toute sa cruauté. Il a compris que ceux qui l'avaient appelé au trône venaient de l'abandonner ou de le trahir, que les conservateurs ne tenaient à lui qu'à titre de pis-aller, que, dépourvu d'alliés sincères et dévoués, il était réduit à disputer misérablement sa couronne à la république ou aux carlistes, et sa tête aux balles des assassins, qu'au demeurant, après deux ans de règne, il était encore un étranger pour son peuple, que son palais était une solitude, et qu'un roi solitaire n'est pas un roi. Que dis-je? il était dorénavant prisonnier, gardé à vue, et l'air commençait à lui manquer, il a craint l'asphyxie. Peut-on dénier à un roi le droit de respirer?

Les malheureux, a dit le poète, ne sont plus même suivis par leur ombre :

. . . . . A un desdichado
Aun ne le sigue su sombra.

Quand le duc d'Aoste quitta Madrid, il se trouva qu'on n'avait pas songé à lui donner une garde d'honneur et de sûreté. Il se trouva aussi que les membres de la commission désignée pour le reconduire jusqu'à la frontière furent la plupart rete-

nus chez eux par quelque affaire pressante. Le président des cortès, M. Rivero, vint à la gare lui offrir ses services. Le prince n'avait rien à demander à M. Rivero, et M. Rivero ne devait pas garder longtemps sa présidence. Quelques heures plus tard, il en était dépossédé par un de ses amis intimes, homme de beaucoup d'esprit et de talent, ci-devant ministre des affaires étrangères.

En traversant la station d'Aranjuez, deux députés qui accompagnaient le royal démissionnaire et qui n'avaient pas eu le temps de déjeuner, achetèrent du pain et un peu de jambon. Après avoir mangé, ils allaient jeter les restes de leur frugal repas, lorsque, se ravisant, ils les gardèrent pour un cas de besoin. Leur précaution fut sage, ces restes servirent, car l'ex-reine eut faim. Ce voyage lui fut dur, elle relevait de couches. Cette noble femme, qui a laissé à Madrid un souvenir plein de respectueuse admiration, oubliait sa fatigue et ses souffrances pour penser à l'Espagne, au fatal dénoûment qu'elle avait vu venir de loin et qui n'avait pu être conjuré. Elle dit en pleurant à un Espagnol : « D'autres peut-être réussiront mieux que nous à donner la liberté et la paix à ce malheureux pays. Il ne faut pas désespérer de son avenir; voyez plutôt la France se relevant comme

par miracle de ses désastres. » Le duc d'Aoste était soucieux, il interrogeait sa conscience; il cherchait à se faire dire par ceux qui l'entouraient qu'il avait fait son devoir et pris le bon parti. Il avait reçu trop tard de Florence une dépêche qui l'engageait à résister, à tenir jusqu'au bout. Il ne se réconcilia entièrement avec sa résolution qu'en trouvant à Lisbonne une autre dépêche, par laquelle le roi Victor-Emmanuel lui marquait que, mieux informé, il approuvait son départ. Partout sur son passage les populations lui avaient témoigné leur respect.

L'Espagne ne l'a point regretté, s'étant convaincue depuis longtemps qu'il ne pouvait rien pour son bonheur. Elle ne le plaint pas davantage; elle sait trop bien ce qu'il a souffert et que son abdication fut une délivrance; volontiers elle lui dirait ce que disait Panurge au roi Anarche : « Tu ne fus jamais si heureux que de n'être plus roi! » Mais il n'est point d'Espagnol qui ne rende justice à ses intentions, et ne reconnaisse qu'il n'a eu qu'un tort impardonnable, celui d'être impossible.

Ainsi s'est évanoui ce règne éphémère. Si court qu'il ait été, il est plein d'enseignements, et il en faut recommander l'étude à ceux qui s'imaginent que la royauté agit comme un charme magique, par la seule puissance de son nom, et, dévots à

cette panacée, voient le salut dans une monarchie quelconque, instituée ou restaurée d'une manière quelconque, fût-ce à une voix de majorité. L'exemple d'Amédée, roi d'Espagne, est une preuve bien frappante que la monarchie peut difficilement subsister avec le suffrage universel et la démocratie, quand le monarque n'est pas un césar. Il prouve aussi qu'une royauté mal assise est le plus faible des gouvernements, et que l'élection d'un souverain par une assemblée qui veut échapper à tout prix aux hasards de la république est quelquefois la plus hasardeuse des aventures.

TROISIÈME PARTIE

LES COMMENCEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE.

I

Il est des enfants qui naissent sous de tristes auspices, la nature comme la fortune les a maltraités. Ils sont voués à une existence tourmentée, souffreteuse, et menacés d'une fin précoce. Cependant ils ne laissent pas de vivre; — on peut appeler de toutes les sentences, à la condition de joindre l'esprit de conduite au courage et à la foi dans l'avenir.

La république espagnole est venue au monde dans de fâcheuses conjonctures. Tout paraissait lui être contraire; les fées qui ont présidé à sa naissance semblaient avoir maudit son berceau. L'une

lui avait dit : Ton état civil sera un imbroglio suspect que tu auras grand'peine à débrouiller. Une autre l'avait dotée d'ennemis dangereux, une troisième d'amitiés compromettantes. Une quatrième, brochant sur le tout, lui annonça que le monde la traiterait en enfant trouvé, ramassé au coin d'une borne, et se refuserait obstinément à reconnaître sa légitimité. Toutes ces prédictions se sont accomplies, car les fées ne mentent point. La pauvre fille a vu deux pères revendiquer l'honneur de lui avoir donné le jour, et peu s'en est fallu qu'elle n'ait péri victime de leur querelle. Ni les ennemis acharnés, ni les amis inquiétants, don plus fatal encore, ne lui ont manqué, et, à l'exception d'une très-petite république, l'Europe entière persiste à ne la point admettre dans sa société. Aussi, sur la foi de ces pronostics, les gens qui aiment à vaticiner ne lui accordaient pas vingt jours d'existence. Nonobstant, quels que soient ses futurs destins, elle est encore debout, et sa santé, qui a résisté à de cruelles atteintes, paraît s'être raffermie par la lutte. Si elle gagne son procès, elle devra tout à elle-même : elle pourra se vanter que son désir de vivre a tout fait, que ni les étoiles ni les hommes ne l'ont aidée.

A qui des radicaux ou des républicains appartenait légalement la république proclamée à Madrid

le 11 février 1873 ? Les premiers avaient des droits sérieux à faire valoir. Sans leur adhésion, sans leur concours, rien n'aurait pu se faire; ces royalistes récemment convertis disposaient de la majorité dans les cortès, et la question avait été tranchée par cette majorité. Toutefois leurs anciens adversaires et leurs nouveaux alliés alléguaient qu'un parti qui a longtemps combattu une forme de gouvernement et ne l'accepte que de guerre lasse, par une sorte de résipiscence tardive, est mal placé pour présider à son installation, — que de ci-devant ministres du roi Amédée seraient en butte aux perpétuelles suspicions des patriotes, que d'ailleurs, si les radicaux avaient voté la république, les circonstances qui venaient de rendre son avénement inévitable avaient été adroitement ménagées par les républicains, qu'aux républicains seuls revenaient les honneurs de la victoire. Il est certain que leur chef, M. Figueras, habile manœuvrier politique, s'était chargé du premier rôle dans l'intrigue parlementaire dont l'abdication du roi Amédée fut la conséquence. Convaincu que le jeu même des institutions devait amener fatalement la chute de la royauté, on l'avait vu réprouver les folles insurrections fomentées par les violents et les incorrigibles de son parti, recommander à tout

son monde la patience et l'attention, dont il attendait plus que d'une émeute, et on lui attribue généralement le mérite d'avoir inventé ce fameux coup de partie, cette affaire Hidalgo qui contraignit le roi à s'en aller.

Les radicaux se flattaient que leurs services seraient reconnus; mais ils n'osaient pas trop les vanter. La politique elle-même a ses pudeurs, et il est difficile de dire tout haut, même en espagnol : « Nous vous avons sacrifié notre roi; ce beau trait mérite récompense. » En revanche ils alléguaient, non sans quelque apparence de raison, que les républicains ne pouvaient se passer de leur alliance, qu'elle leur était nécessaire pour donner à la république une assiette solide. « Vous êtes, leur disaient-ils, des théoriciens, des idéologues, peut-être des utopistes. Sans contredit, vous avez employé vos veilles à creuser les grands problèmes, à méditer sur les lois primordiales de la société; mais, ayant toujours vécu sur les bancs de l'opposition, l'occasion vous a manqué d'apprendre le maniement des affaires. Croyez-nous, vous avez besoin de conseillers prudents et bien intentionnés, qui vous rappellent qu'on ne gouverne pas ce monde avec des songes.

Malheureusement les républicains goûtaient peu leurs propositions. L'exemple du duc d'Aoste leur

servait d'avertissement. Après avoir été les tuteurs d'un roi, les radicaux aspiraient à devenir les mentors de la république; elle n'était pas disposée à recommencer à ses frais une douloureuse expérience, à laisser ceindre son front d'une couronne d'épines. Au surplus, les idéologues qu'ils prétendaient débourrer et dégauchir croyaient pouvoir se passer de leurs leçons. Ils répondaient à ces obligeants donneurs de conseils : « Personne n'honore plus que nous votre mérite et vos lumières, mais êtes-vous bien sûrs que nous en soyons nous-mêmes absolument dépourvus? Laissez-nous faire, nous nous formerons assez vite à l'art du gouvernement. D'ailleurs, si la science a son prix, la foi et la bonne foi en ont encore davantage. Le pays vous soupçonne de vous être accommodés de la république comme d'un expédient nécessaire en attendant que le hasard ou votre sagacité bien connue vous en suggère un meilleur. A tort ou à raison, les conversions instantanées sont toujours un peu suspectes. Les opérations de la grâce sont enveloppées d'un mystère qui donne beau jeu à la malice des mécréants, et, quand le chemin de Damas devient une route très-fréquentée, le public est tenté de croire que les ambitieux trouvent leur compte à s'y promener. Crainte des propos, résis-

gnez-vous pour quelque temps à l'humble rôle de néophytes, et laissez-nous officier. »

En Espagne, les événements vont vite, les pièces classiques n'y ont que trois journées ou trois actes. L'accord qui avait prévalu et semblait assuré par une équitable distribution des portefeuilles ne dura que peu de jours. Ne pouvant obtenir le désistement volontaire des radicaux, les républicains les mirent en demeure, leur annoncèrent qu'ils leur abandonnaient la place ainsi que le soin de faire entendre raison au pays et de maintenir l'ordre. M. Martos, qui avait succédé à M. Zorrilla dans le commandement en chef de son parti et qui avait réussi à supplanter M. Rivero dans la présidence des cortès, releva fièrement le gant, et l'un des premiers jours du carnaval, pendant que les masques encombraient de leur foule joyeuse le Prado et la Fuente Castellana, on put croire que Madrid allait se transformer une fois de plus en champ de bataille. Les clubs ayant pris les armes, le président des cortès appela résolûment à la défense du congrès les troupes dont il pouvait disposer et une partie de la milice, les anciens *voluntarios de la libertad*, recrutés parmi la petite bourgeoisie, dont le concours lui était acquis. La nuit du 22 au 23 février fut employée à des préparatifs de combat;

le conflit semblait inévitable et imminent, quand au matin M. Martos, sentant faillir sa résolution, proposa un arrangement qui était un aveu d'impuissance et déguisait mal sa défaite.

La conduite du *caudillo* radical a été sévèrement qualifiée par son parti; on l'accusa de pusillanimité, presque de trahison. Jamais accusation ne fut plus injuste. Le premier mérite d'un homme politique est de démêler nettement ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, et il est par moments des influences secrètes, inaperçues du commun des mortels, qui engourdissent les bras armés pour le combat et brisent les plus fermes volontés. Jacob lutta jusqu'à l'aube avec le céleste inconnu; quand le jour parut, bien qu'il n'eût reçu aucune blessure, il se trouva que l'os de sa hanche était démis. Comme le patriarche, après s'être débattu toute la nuit contre ses pensées, M. Martos sentit qu'il avait souffert je ne sais quelle mortelle atteinte, et il rendit les armes à son invisible vainqueur.

Son seul tort était d'avoir rêvé quelque temps une résistance impossible et de s'être abusé sur la situation. Quel appui sérieux pouvait offrir aux radicaux une majorité parlementaire qui s'était discréditée en se prêtant au renversement des ins-

titutions existantes commises à sa garde, et en proclamant un régime nouveau sans en appeler au pays et à l'opinion? Il n'est pas besoin qu'une assemblée vive douze ans pour mériter le titre de parlement-croupion, il suffit qu'elle outre-passe ses pouvoirs, qu'elle excède son mandat, qu'elle paraisse imposer ses volontés à ses électeurs dont elle brave ou méprise les avertissements. M. Martos se ravisa en temps utile, il comprit que la destinée de tous les longs parlements est de traîner une existence pénible et précaire jusqu'au jour où une tempête ou un sabre les balaie. Grâce à la transaction qu'il proposa et fit agréer par son parti; une telle extrémité fut épargnée à la chambre qu'il présidait. On convint que tous les portefeuilles feraient retour aux républicains, on fixa une date prochaine pour l'élection de cortès constituantes, et on sauva les apparences en stipulant que l'assemblée qui avait ainsi passé condamnation ne se dissoudrait pas avant d'avoir voté quelques projets de lois. C'était accorder à la garnison les honneurs de la guerre, mais personne ne se dissimulait qu'elle avait capitulé. M. Figueras se chargea de verser un peu de baume sur les blessures du vaincu par quelques compliments courtois, quelques promesses vagues, genre d'éloquence où

excelle ce grand maître en artifices oratoires.

Ce dénoûment divertit et charma toute l'Espagne. Les intransigents firent éclater bruyamment leur joie, ils ne conçoivent pas le bonheur sans bruit. Pour être moins tumultueuse, l'allégresse des conservateurs ne fut pas moins vive, tant la conduite trouble des radicaux et leurs procédés équivoques les avaient rendus impopulaires. Plusieurs d'entre eux avaient montré de grands talents, dignes des premières places; mais à quoi paraissaient-ils les avoir employés? A renverser le trône, dans l'espérance de confisquer la république à leur profit. L'Espagne n'admettait pas que des hommes qui, le 11 février à cinq heures, étaient les ministres d'un roi, trois heures plus tard fussent les ministres d'une république. Elle applaudit à leur déconvenue, comme bat des mains un parterre qui voit à la fin d'une troisième journée un habile se laisser prendre à son propre panneau. Il semblait que ce fût un acte de justice, l'un de ces cas trop rares où la destinée se charge de prêter main-forte à la morale et de démontrer que, s'il est utile pour réussir de n'avoir pas de principes, cela n'est pas toujours suffisant.

Toutefois cet événement, qui fut regardé comme une victoire du parti républicain, était pour la ré-

publique une sérieuse disgrâce ; les esprits modérés et judicieux en sentirent sur l'heure les conséquences. La maladie des démocrates en tout pays est l'esprit de coterie ou d'intolérance ; ils se flattent de pouvoir être impunément exclusifs ; ils se plaisent à multiplier les difficultés avant d'admettre un catéchumène dans la communion des fidèles, quand il leur importe au contraire plus qu'à tout autre parti d'acquérir partout des adhérents. La république n'étant une vérité que si elle repose sur la souveraineté nationale, on ne peut concevoir qu'elle devienne la propriété d'une secte qui, pour justifier son privilége, invoque une sorte de droit divin et le mystère d'un dogme. D'autre part, cette forme de gouvernement, qui a l'avenir pour elle, étant condamnée à inspirer longtemps encore des défiances et des aversions irréfléchies aux classes possédantes comme à une partie des classes laborieuses, personne n'a plus d'autorité pour lui gagner les cœurs que les nouveaux convertis qui l'ont acceptée par raisonnement et qui expliquent de sang-froid les motifs de leur conversion. Les républicains espagnols pouvaient tirer de grands avantages de leur alliance avec les radicaux. Elle leur eût procuré un accroissement de forces qui n'était pas à dédaigner ; ils n'auraient

pas été réduits à confier l'administration des provinces et la conduite de l'armée à des personnages subalternes, sans étoffe et sans crédit, incapables de commander aux passions, de prendre quelque empire sur les foules. Par leur rupture avec leurs alliés, ils se trouvaient à la fois moins armés contre les entreprises de leurs ennemis et plus dépendants de leurs redoutables amis, tourbe d'aventuriers à l'égard desquels ils allaient être condamnés à une politique de concessions, de faiblesses, de périlleuses complaisances, qui a failli perdre la république quelques mois à peine après son avénement.

II

Le danger le plus pressant qu'eût à conjurer le gouvernement provisoire était le carlisme, cette maladie organique de l'Espagne, tour à tour moins grave ou plus dangereuse qu'il ne semble, qui lorsqu'on désespère du malade se ralentit subitement, et quand on le croit guéri reparaît comme par miracle. C'est ici le lieu d'étudier de plus près ce parti singulier et cette bizarre destinée.

En apparence, le carlisme représente le principe de la légitimité; mais ce n'est qu'une apparence.

Don Carlos ne peut invoquer à l'appui de ses prétentions qu'un droit contestable et contesté. La reine Isabelle est arrivée au trône non par une émeute victorieuse ou par une révolution de palais, mais par l'abolition de la loi salique, que les Bourbons avaient importée de France, et par un retour à l'ancien droit traditionnel, qui jadis avait donné à la Castille le plus glorieux de ses souverains dans la personne de la première Isabelle.

La fille de Ferdinand VII n'a point usurpé la couronne, elle l'a héritée de l'histoire, et ce n'est point pour une vaine question de procédure qu'une partie de ses sujets lui a fait la guerre durant sept ans. Son crime était de s'appuyer sur le libéralisme, qui en Espagne signifiait surtout l'affranchissement du territoire, possédé sur une immense étendue par des couvents et des chapitres, et l'émancipation des esprits, gouvernés jusqu'alors par les prêtres. Le clergé ne pouvait se résigner à cette double dépossession; il entendait conserver son droit de domaine et sur la terre et sur les âmes, et on ne sait ce qui l'indignait le plus de voir ses propriétés converties en biens nationaux ou l'école et la loi soustraites à son empire. Il conclut un traité avec don Carlos, et ce pacte a été fidèlement observé par les deux parties, qui associaient à jamais leurs inté-

rêts. Le carlisme est une conspiration permanente contre le principe de la société moderne et de l'état laïque. Ainsi s'expliquent l'opiniâtreté de ses efforts, les fureurs qu'il souffle dans les âmes, l'inhumanité des moyens qu'il emploie ; on sent que le prêtre a passé par là :

Abîme tout plutôt, c'est l'esprit de l'Église.

Ainsi s'explique également l'énergie des résistances qu'il rencontre. Il est assez fort pour survivre à ses défaites, mais la victoire lui échappe sans cesse. L'Espagne sent que dans cette lutte il s'agit pour elle non de substituer une branche royale à une autre, mais de sauver toutes ses libertés, tout ce qu'elle aime et respecte, tout ce qui fait qu'au XIXe siècle un peuple figure réellement sur la carte d'Europe.

Si l'on en jugeait par certains chapitres de leur histoire, on serait tenté de se représenter le fanatisme comme une passion naturelle aux Espagnols. La vérité est qu'il n'y a pas de pays où les dissidences religieuses et politiques engendrent moins d'acrimonies ou de haines personnelles que dans la Péninsule ibérique. Les oppositions de sentiments n'y compromettent ni la sûreté des amitiés ni l'agrément des relations ; on y réfute son adver-

saire, on le persiffle, on le raille, mais on ne sent pas le besoin de l'exterminer; nulle part les discussions passionnées ne se concilient plus facilement avec l'indulgence pour le caractère et l'opinion d'autrui. Jean-Jacques Rousseau n'a pas manqué ce trait dans la peinture qu'il a tracée de l'homme le plus accompli qu'il ait connu, de l'Espagnol Emmanuel de Altuna : « Hors moi, je n'ai vu que lui seul de tolérant depuis que j'existe. Il ne s'est jamais informé d'aucun homme comment il pensait en matière de religion. Que son ami fût juif, protestant, turc, bigot, athée, peu lui importait, pourvu qu'il fût honnête homme. »

Bien loin que l'Espagnol soit superstitieux et fanatique par tempérament, comme l'a soutenu l'auteur de l'*Histoire de la civilisation en Angleterre*, il s'est montré au moyen-âge le plus libéral de tous les peuples, et il eut la gloire de donner les premiers exemples de tolérance religieuse aussi bien que de liberté constitutionnelle. La Péninsule était partagée en plusieurs petits États chrétiens ou maures, qui entretenaient entre eux d'actives relations et souvent contractaient des alliances. Tel prince catholique avait des vassaux musulmans que lui-même armait chevaliers; on le voyait attirer à sa cour des médecins, des philosophes,

des poètes, des artistes infidèles, qu'il s'attachait par ses bienfaits. On s'empruntait réciproquement des usages et des idées. En règle générale, les rois maures autorisaient leurs sujets de toutes croyances à pratiquer librement leur culte, et dans les territoires reconquis par la croix les sectateurs du Coran conservaient souvent leurs mosquées. On voit à Tolède de nombreux monuments d'architecture arabe postérieurs à la conquête chrétienne; construits avec de l'argent catholique, ils sont l'ouvrage d'architectes mahométans demeurés dans le pays, qui ne scandalisaient personne en décorant quelquefois des plafonds et des lambris d'inscriptions tirées de leur livre sacré [1]. Les Juifs, qui ont donné à l'Espagne tant de penseurs et de savants, étaient traités sur le même pied de bienveillante tolérance. Un chroniqueur rapporte que des croisés francs et allemands, étant arrivés dans l'antique capitale des rois goths, s'avisèrent d'y massacrer des Juifs, et que les chevaliers tolédans s'armèrent pour défendre les victimes contre ces épées et ces préjugés barbares. Assurément, dans des siècles où l'on prisait par-dessus tout l'*ouvrage*

1. On trouve à ce sujet d'intéressantes remarques dans la traduction annotée qu'a donnée M. Valera de l'*Histoire de la poésie et de l'art chez les Arabes d'Espagne*, par Schack. Voyez t. III, p. 157 et suivantes.

batailleur, les rapports pacifiques qu'entretenaient ces petits États étaient troublés par de fréquentes guerres; mais la passion religieuse y avait peu de part. « Dans les territoires émancipés par la croix, a dit un écrivain espagnol, comme dans les terres assujetties par le Coran, chrétiens, juifs, musulmans, vivaient réunis, pratiquant chacun leur culte, et le jour où deux armées en venaient aux mains, l'une et l'autre renfermaient des soldats de trois religions[1]. » La guerre espagnole de huit siècles n'a pas été une croisade, comme on affecte de le croire; ce fut une guerre civile séculaire pareille à celles qui ont déchiré la confédération grecque ou les communes italiennes.

L'intolérance farouche qui anima les Espagnols durant le XVI^e^ et le XVII^e^ siècle, et qui s'est signalée par de si féroces excès, n'est point imputable au caractère national; elle fut le résultat d'un accident historique. Cette fureur a été inoculée à la nation par ses princes, qui cherchaient dans l'alliance du clergé et de l'enthousiasme religieux le moyen de soumettre toute la Péninsule à leur autorité et de faire main basse sur les franchises qui étaient chères à la noblesse comme à la bour-

1. Aureliano Fernandez-Guerra, discours prononcé devant l'Académie espagnole le 13 avril 1873.

geoisie. Ils enseignèrent à l'Espagnol le mépris de l'étranger et de l'infidèle; ils lui apprirent à confondre sa patrie avec sa foi; ils nourrirent ses préjugés haineux par l'importance qu'ils attribuèrent à la *limpieza* ou au sang pur, en établissant que, pour exercer les fonctions publiques, il était nécessaire de prouver qu'on sortait d'une tige franche, immaculée, agréable à l'Église, exempte de toute greffe impure. C'est ainsi, comme l'a remarqué M. Ranke, « que la fierté nationale s'unit à une sorte de fierté religieuse, à tel point que ces deux genres d'orgueil se confondaient dans un seul et même sentiment. » A la haine du Maure et du Juif s'ajouta la haine de l'hérétique, parce que les hérétiques étaient Guillaume le Taciturne et tous ces *gueux* de terre et de mer qui refusaient de porter le joug espagnol. Ce n'est pas la seule fois qu'un peuple a été imbu par ses maîtres de maximes et de sentiments qui semblaient étrangers à son naturel. Les fureurs du jacobinisme furent un autre exemple de ces maladies artificielles que les gouvernés doivent à leurs gouvernants; mais entre le jacobinisme et l'inquisition il y a cette différence capitale que les jacobins passent et que les inquisiteurs restent [1].

1. On peut observer dans les poètes espagnols de la grande époque deux courants d'idées qui se contrarient, un

Jamais dans aucun autre pays on ne vit la politique et la religion si étroitement mariées l'une à l'autre. L'orthodoxie était considérée comme une vertu civile, et la libre pensée était en butte aux mêmes poursuites que la fausse monnaie, le gouvernement se réservant en matière d'idées et de croyances le droit de frappe comme le droit d'émission. En vertu de cette maxime que le roi a les mêmes ennemis que Dieu, c'était mettre l'État en péril que d'enseigner la circulation du sang ou les lois de Newton, ou même d'affirmer, comme le frère Luis de Léon, que les juifs sont capables d'avoir raison quand ils disent les mêmes choses que les chrétiens. Inversement, c'était une hérésie et une impiété de critiquer l'établissement d'un nouvel impôt ou de vendre des chevaux et des munitions à la France. Le clergé répondait au prince de l'ordre public et de l'exécution de ses volontés ; en retour le prince lui permettait d'accroître démesurément

conflit entre les instincts généreux de leur race et les nouvelles maximes de l'intolérance officielle et de la raison d'État. Calderon, qui raisonne souvent en inquisiteur, a su trouver en parlant des Morisques d'admirables accents d'humanité et de tendresse. Lope de Vega, familier de l'inquisition comme Calderon, fait dire à un soldat qui revient des Flandres et s'y est dégoûté de son métier : « Eh ! que m'ont fait à moi les luthériens ? C'est Jésus-Christ qui les a créés. Si cela lui fait plaisir, qu'il en finisse avec eux comme il l'entendra. » Un demi-siècle plus tard, de telles libertés n'eussent pas été souffertes.

ses richesses, d'accaparer les terres, de multiplier à l'infini les couvents, ce qui amena en peu de temps le dépeuplement de l'Espagne, la décadence de toutes ses industries, une stagnation séculaire de son génie national, un croupissement des esprits qui faisait dire à Saint-Simon dans les premières années du XVIII[e] siècle « qu'en Espagne la science était un crime, et que l'ignorance et la stupidité y étaient les premières des vertus. »

Il est naturel que les peuples qui ont le plus souffert d'une maladie en gardent un plus vif souvenir, et avisent avec soin aux moyens de se préserver d'une rechute qui pourrait être mortelle. Les Italiens savent que la politique du saint-siége, en traversant leurs efforts pour assurer leur indépendance et leur unité nationale, les a condamnés à subir pendant des siècles le joug de l'étranger. Les Espagnols ne peuvent oublier les maux presque irréparables que leur a causés la domination du clergé ; il leur souvient que l'Espagne de la renaissance; cet arbre plein de promesses, couvert de fleurs et de fruits, s'est vu transformer par un jardinier fatal, dont la serpe l'ébrancha sans pitié, en un tronc sec et stérile, où il semblait que la séve eût tari. Cependant ce n'est point la religion elle-même qu'ils accusent de leurs malheurs ; ils ne ré-

prouvent que l'abus qu'en ont fait leurs maîtres, qui crurent trouver leur sûreté dans la police des consciences. L'Espagne n'a pas fait infidélité à ses antiques croyances. N'ayant point eu de Voltaire ni de Rousseau pour lui donner un nouveau symbole, elle s'en est tenue au *credo* de ses pères, car elle ne peut se passer de croire; elle a des besoins religieux, une sorte de spiritualité native que ne connaissent pas les Italiens, témoin son admirable littérature mystique, qui succomba jadis comme l'esprit de libre recherche sous les arrêts de l'inquisition.

Ajoutons que les Espagnols sont le peuple le plus attaché à ses souvenirs et à ses habitudes. Bien que le protestantisme, introduit dans la Péninsule par des hommes de cœur et de conviction, ait réussi à gagner quelques âmes, à grouper autour de lui quelques troupeaux épars, on a peine à croire qu'il pousse bien loin ses conquêtes. La sévérité un peu triste de son culte rebute des imaginations méridionales accoutumées à mettre beaucoup d'esprit dans leurs sensations et un peu de sensation dans toutes leurs idées. Par quoi remplacerait-il ces fêtes magnifiques où se complaît le patriotisme de l'Espagnol, aussi bien que ses yeux et sa conscience? Au mois de mai dernier, dans un

moment d'effervescence révolutionnaire, nous avons vu à Madrid, un bataillon de volontaires de la liberté accompagner respectueusement une procession religieuse. Ces fiers jacobins tenaient d'une main leur fusil, de l'autre leur casquette rouge ; le saint-sacrement paraissait étonné de cette étrange escorte d'honneur.

Quelques jours auparavant, à Valladolid, il s'était passé un incident non moins bizarre, dont aucun Espagnol ne s'étonna. C'est l'usage pendant les fêtes de la semaine sainte de porter en grande pompe dans les rues des statues en bois, de taille colossale et du plus beau travail, étincelantes de joyaux et de pierreries. Le chapitre de la cathédrale, se défiant des dispositions du club révolutionnaire de l'endroit, entra en pourparlers avec lui pour obtenir l'autorisation de promener sur les places, comme les autres années, un christ monumental qui ne voit le jour que dans les grandes circonstances. La révolution répondit qu'elle ne demandait pas mieux que de prendre part à la fête, pourvu que le christ fût accompagné d'une certaine statue de saint qui orne une des chapelles de la cathédrale, et dont la coiffure se trouve ressembler beaucoup à un bonnet phrygien. On conféra et disputa longtemps sans réussir à s'accorder. Le

clergé était inflexible sur l'article du bonnet, les intransigents répliquaient : Point de saint, point de christ. En définitif, le christ, le saint et le bonnet, tout le monde dut garder le logis; Valladolid en pleura. Il semble pourtant qu'il eût été facile de s'entendre; dans quel autre pays du monde trouverait-on des intransigents d'aussi bonne composition et si disposés à transiger?

Les Espagnols offrent aujourd'hui cette singularité d'être demeurés très-catholiques en devenant le moins clérical des peuples. Ils consentent à faire sa part à l'Église dans le gouvernement de leur vie, à la condition qu'elle renonce à gouverner l'État. Ils la respectent, mais ils exigent qu'elle respecte leur liberté. Ils écoutent ses conseils, mais ils ne lui reconnaissent pas le droit de leur dicter des ordres, et ils n'admettent à aucun prix que la loi et le gendarme soient à son service. La question religieuse a joué un rôle capital dans les diverses phases de leur émancipation politique. Aucune réforme constitutionnelle ou administrative n'a été aussi populaire en Espagne que l'abolition des dîmes, le désamortissement des biens ecclésiastiques, la suppression des couvents, la sécularisation de l'école. Si la reine Isabelle est tombée, c'est moins pour certaines mesures arbitraires et

violentes, qui indignaient la conscience publique, que pour les gages que son inexcusable repentir donnait au clergé, — et la première chose qu'ont faite les auteurs de la révolution de septembre fut de promettre à la nation la complète tolérance religieuse. Étrange pays où la liberté manque moins aux cultes que les cultes ne manquent à la liberté, et qui ne laisse pas de tenir énergiquement à cette liberté inscrite dans la loi, parce qu'elle avertit le prêtre que l'État ne lui appartient plus! Toutes les fois que le clergé se pourvoit en cassation contre cet équitable partage et paraît méditer quelque usurpation, ce peuple, qui n'a pas coutume de lui marchander son respect, éprouve de redoutables frémissements de colère. Toutes les fois qu'une victoire carliste menace de détruire la civilisation et de rendre l'Espagne à son antique servitude, on voit dans le centre comme dans le midi de la Péninsule des églises envahies ou fermées, des autels profanés, des couvents pris d'assaut et livrés au pillage, des curés et des moines maltraités ou massacrés.

Le carlisme aurait été depuis longtemps réduit à l'impuissance par l'opposition qu'il soulève dans toutes les classes de la société espagnole, si une circonstance particulière n'eût associé à sa cause

des intérêts et des passions qu'il a pris sous sa clientèle. Il y a dans le nord-est de l'Espagne des provinces qui ne sont espagnoles que de nom, et qui jouissent d'une véritable autonomie dont elles sont fières et jalouses. Ne fournissant à l'État ni soldats ni argent, elles règlent elles-mêmes l'usage qu'elles font de leurs impôts, l'équipement et l'emploi de leurs milices, tout le détail de leur administration intérieure. Honnêtes, loyaux, durs à la peine, entretenant à leur guise leurs chemins et leurs routes, qui ne laissent rien à désirer, défrichant jusqu'aux pentes les moins accessibles de leurs montagnes, plus industrieux que la plupart des Espagnols, les Basques du Guipuzcoa, de l'Alava et de la Biscaye sont depuis des siècles en possession de se gouverner eux-mêmes, et ils constituent une véritable république de montagnards, assez analogue aux cantons primitifs de la Suisse. Qui n'a entendu parler de ce fameux chêne de Guernica, toujours subsistant, à l'ombre duquel ils tenaient leurs assemblées patriarcales ou *calzarras*, et qui inspira jadis à l'auteur du *Contrat social* ce mot mémorable et souvent cité : « Quand on voit chez le plus heureux peuple du monde des troupes de paysans régler les affaires de l'État sous un chêne et se conduire toujours sagement, peut-

on s'empêcher de mépriser les raffinements des autres nations, qui se rendent illustres et misérables avec tant d'art et de mystère ? »

Ainsi que tous les peuples vraiment républicains, les Basques envisagent leur liberté comme une prérogative ou comme un accident heureux ; ils se soucient fort peu d'en faire part à leurs voisins, ils n'ont jamais cherché à faire la propagande de leur bonheur. Leur langue, l'euskara, qui n'a rien de commun avec l'espagnol ni avec aucun idiome connu, établit une barrière entre eux et le reste de la Péninsule, et les réduit à un état d'isolement dont s'applaudit leur indépendance. Comme cette langue ne possède aucune littérature, le peu d'idées générales qui circulent dans leurs villages et dans leurs bourgs leur viennent de leurs curés, chargés de leur apprendre ce qui se passe dans le monde, ce qui se dit et se projette à Madrid. Aussi courts d'esprit qu'ombrageux et défiants, leur unique soin est de conserver leurs *fueros*. Il a été facile de leur faire croire que la royauté libérale nourrissait le noir dessein de les en dépouiller, qu'elle se disposait à les réduire au même régime que les autres provinces espagnoles. Il n'est pas plus difficile au prétendant de leur persuader que la royauté absolue peut seule leur garantir les franchises qui leur

sont plus chères que la vie. Ne savent-ils pas que leur liberté est un privilége, et que les priviléges ont moins à craindre d'un roi qui fait ce qu'il veut que d'un régime constitutionnel, soit monarchie, soit république, où règne la loi ?

Aussi, à l'exception de la bourgeoisie des villes, gagnée aux idées libérales, ces montagnards appartiennent corps et âme à la cause carliste, et l'on peut voir ce singulier phénomène de populations républicaines, voulant imposer à autrui un gouvernement dont elles ne voudraient pour elles-mêmes à aucun prix, et travaillant à faire monter sur le trône d'Espagne un roi absolu qui leur promet en récompense de les laisser vivre en république. « Nous souhaitons qu'avant peu, s'écriait M. Castelar le 12 septembre 1873, ces provinces basques, qui fournissent des subsides et des espions aux carlistes, et où l'armée de la république ne peut trouver nulle part d'asile ni de secours, reçoivent le châtiment que mérite leur faute, puisque ces provinces, les plus libres et les plus heureuses de l'Espagne, combattent non pour se donner un roi, ni pour lui offrir leurs fils et le fruit de leurs épargnes, mais pour l'imposer à la nation espagnole en continuant de vivre elles-mêmes en république. A coup sûr le gouvernement respectera une législa-

tion qui est en harmonie avec ses principes et ses idées ; mais il leur déclare par ma bouche que, si quelque chose menace leur avenir et cet arbre célébré par Rousseau comme le monument de la liberté, c'est leur aveugle obstination à soutenir, comme les Suisses d'autrefois, au prix de leur sang, le monstre de l'absolutisme. »

C'est parmi ces républicains aux sandales en cuir de bœuf et au béret bleu, marcheurs infatigables et grands joueurs de paume, que le carlisme recrute ses bandes, ainsi qu'en Navarre et dans une partie de la Catalogne. La montagne en général appartient au clergé et au prétendant ; elle leur fournit des soldats robustes, braves, sobres, lestes comme des contrebandiers, connaissant tous les passages secrets et les défilés, habiles à se dérober après une défaite et se dispersant pour se rallier ailleurs, possédant enfin toutes les qualités nécessaires à cette guerre de chicane et de partisans, où l'Espagnol a toujours excellé. Le pays s'y prête ; il est âpre, coupé, propre aux embuscades et aux surprises, plein de difficultés pour l'assaillant, qui ne peut opérer par détachements sans s'exposer, ni par masses sans être inquiet pour ses subsistances.

Cependant, si le carlisme a conservé ses troupes,

il s'est affaibli par la perte de quelques-uns de ses chefs les plus marquants. L'esprit du siècle est un gaz subtil qui pénètre tout, et l'élite du parti n'a pu résister à cette maligne influence. L'un des héros de la guerre de sept ans, l'illustre général Cabrera, dont le nom seul eût valu une armée au prétendant, l'ayant trouvé sourd à ses conseils, s'est vu contraint de lui refuser ses services. Tous les jours, les gazettes légitimistes annonçaient son entrée en campagne, et jusqu'à ce jour il n'a point paru. L'Angleterre, où un heureux mariage lui a fait choisir sa retraite, a ouvert l'esprit du vieux *cabecilla* à beaucoup de choses qui lui étaient peu familières. Comme on l'a dit, le loup-cervier est devenu un homme de son temps, et il soutient ses nouveaux principes avec cette opiniâtreté qui est propre aux cervelles de loups, quand ils se mettent à penser. Il aurait voulu qu'abjurant ses préjugés le carlisme offrît à l'Espagne déchirée par l'anarchie un gouvernement d'ordre, capable de rallier toutes les fractions du parti conservateur, et qu'à cet effet il protestât hautement de son respect pour les conquêtes légitimes de la révolution, particulièrement pour la liberté religieuse. A ces conditions seulement, on pouvait regagner les esprits, s'assurer des intelligences utiles dans l'ar-

mée. Le comte de Morella a loyalement averti son roi, qui s'est laissé circonvenir et ne l'a point écouté. Il a laissé la place à l'intrigue, s'est retiré sous sa tente.

Parmi les fidèles serviteurs qu'a gardés don Carlos, il est des hommes de cœur et d'intelligence qui gémissent tout bas de ses fautes. Lui-même ne s'appartient plus, l'Église dispose de ses volontés, et il annonce à l'Espagne que, s'il désire remonter sur le trône, c'est pour lui rendre son Dieu, celui d'autrefois, celui dont les regards se reposaient avec délices sur le *san-benito* d'un hérétique fouetté et repentant. On ne se donne pas la peine de déguiser aux Espagnols les desseins qu'on a sur eux. Quand certaines gens parlent à la France, ils recourent aux précautions oratoires, aux subtilités enseignées par la casuistique, aux réticences, aux équivoques, aux dénégations qui ne nient rien, aux promesses qui n'engagent point. S'ils font au pays de Voltaire et de Mirabeau l'honneur de lui mentir, ils infligent à l'Espagne l'affront de leur outrageuse sincérité. Il lui déclarent ouvertement qu'ils entendent la ramener à l'âge d'or où le moine régnait et mettait *in pace* les libres penseurs. La lutte qui ensanglante aujourd'hui les Pyrénées et les monts Cantabres est une guerre à outrance

faite à la bourgeoisie par des prêtres fanatiques et des pâtres munis d'*agnus;* c'est la démagogie blanche, laquelle, désespérant de son triomphe, n'a pas craint de se liguer avec les forbans de Carthagène pour l'extermination des idées libérales [1].

L'abstention du général Cabrera et les divisions intestines du parti étaient des circonstances favorables pour le gouvernement républicain; mais l'épuisement du trésor, l'indiscipline des troupes, l'état de déplorable confusion où était tombée l'armée de Catalogne, le mettaient dans l'impossi-

1. Une pièce fort curieuse a été publiée par la *Gazette officielle* de Madrid : ce sont les instructions répandues par les émissaires de don Carlos pour le soulèvement de la Vieille-Castille. Ce document, marqué au sceau du roi, avec cette inscription : Dieu, la patrie et le roi, — porte que les carlistes devront se concerter avec les républicains intransigents pour insurger les réserves du gouvernement et semer la discorde dans les rangs des volontaires de la république. On lit plus loin : « Comme il convient aux intérêts du roi notre seigneur d'agir avec promptitude et résolution, Votre Excellence s'occupera autant que possible d'opérer la séquestration des chefs rebelles et des libéraux sacriléges inscrits dans les listes qui sont au pouvoir du très-illustre Sr. Dn....., et celle des maudits francs-maçons que vous livrera *la commission intérimaire de l'inquisition.* » Cette pièce, datée du 11 septembre, a été reproduite par tous les journaux espagnols ; nous ne voyons pas qu'elle ait été désavouée. Une proclamation plus récente du *cabecilla* Lizarraga contient cette phrase non moins significative : « La liberté religieuse est un mal, et nous avons résolu de la supprimer, sans que personne, pour se soustraire à cet arrêt, puisse exciper de sa qualité d'étranger. »

bilité de profiter de ses avantages, ou de les poursuivre. Sa rupture avec les radicaux le condamnait à choisir ses généraux dans un personnel très-restreint, parmi des officiers qui n'avaient pas la confiance du soldat et n'offraient d'autres garanties de succès que de se dire très-républicains et très-fédéralistes. Pendant plusieurs mois, les bulletins expédiés à Madrid fournirent une ample matière aux commentaires comme aux lazzis des nouvellistes de la *Puerta del Sol*. Tantôt le bruit courait d'une victoire décisive, et il se trouvait de compte fait qu'on avait atteint une bande dans sa retraite, qu'on lui avait tué trois hommes et deux chevaux; tantôt on promettait la pacification prochaine des provinces basques, parce qu'un *cabecilla* et un demi-peloton avaient fait leur soumission et réclamé l'*indulto*. Souvent aussi les nouvelles manquaient, et des semaines entières s'écoulaient sans qu'il se livrât aucun engagement. Pour calmer l'impatience publique, le journal semi-officiel du soir, la *Correspondencia*, annonçait mystérieusement que le général Nouvilas avait un plan, qu'il en préparait le succès par de savantes combinaisons, dont l'effet ne se ferait pas attendre. Le malheur est que ces manœuvres, destinées à envelopper l'ennemi, étaient toujours dérangées par un

contre-temps imprévu, et qu'au moment où le général se flattait de tenir sa proie, elle lui échappait en dépit de toutes les règles; la souricière était admirable, mais la souris, y mettant de la malice, refusait obstinément de se laisser prendre.

Ces quarts de victoire et ces demi-défaites rappelaient les commencements de la guerre de sept ans, avant qu'une main vigoureuse eût pris la conduite de la campagne. « La nouvelle est très-vague, la date en est ancienne, disait en ce temps-là don Froilan, personnage de la charmante comédie : *Muérete y verás.* Si la faction fut battue, qu'est-il advenu de nos gens? Dans la guerre, il y a mille hasards, et d'ailleurs l'exactitude ne fut pas toujours la vertu des dépêches militaires. Beaucoup de plans et de précautions, des marches et des contre-marches, des tempêtes et des gelées blanches, des courbes et des parallèles, voilà le refrain. On se vante de donner beaucoup d'ennuis aux forces ennemies, on exagère ses fatigues, on décrit ses manœuvres, on abonde en recommandations, on parle de Rome et de Numance. Et que nous apprennent en substance ces fameux bulletins? Que nous marchâmes pendant quatre heures, que les factieux ont gagné pays, laissant dans nos mains un havre-sac et deux juments, que nous aurions

tué beaucoup de ces drôles, si la nuit n'avait été sombre et que les cartouches ne nous eussent manqué, — que le chef ennemi s'enfuit pendant le feu et se sauva par l'étonnante légèreté de sa monture, — que, faute de renforts, notre général a quitté le champ de bataille et s'en est allé quérir des vivres à Villafranca-del-Vierzo, — qu'il faut lui envoyer franches de port dix croix de Saint-Ferdinand. Par forme de conclusion, il supplie le ministre et les cortès de lui expédier promptement, sans exiger de reçu, six mille paires de souliers et 1 million en effectif[1]. »

La situation s'est sensiblement améliorée ; on pourrait répondre à don Froilan ce que lui répliquait l'aimable Jacinthe : « Il y a des chefs qui verront leur histoire dans ta peinture; mais tous ne méritent pas tes reproches. » Toutefois on ne peut espérer que l'armée réorganisée et conduite par des chefs expérimentés se rende bientôt maîtresse de l'insurrection. Il n'y a que deux manières d'en finir : il faudrait ou procéder à l'occupation militaire des provinces rebelles, ou conclure, par l'entremise d'une de ces épées qui s'entendent aux négociations, comme celle du duc de la Torre, un

1. *Muérete y verás*, comédie en quatre actes de Breton de los Herreros, mort en 1873.

arrangement analogue à celui d'Amorevieta. Malheureusement la république ne dispose pas encore de forces suffisantes pour occuper le pays, et des offres d'arrangement agréeraient sans doute aux populations lasses d'une guerre qui les épuise et les ruine ; mais elles risqueraient d'être mal reçues par les chefs, qui, attentifs à ce qui se passe de l'autre côté des Pyrénées, se flattent toujours que certaines connivences secrètes se changeront en sympathies déclarées et agissantes. Les cabecillas ne sont pas infaillibles ; mais ils ne se découragent ni ne se rebutent facilement : ils ont la passion de leur métier et une opiniâtreté dans l'espérance, qu'ils semblent avoir communiquée à leurs bailleurs de fonds.

III

Pendant que le gouvernement provisoire combattait péniblement don Carlos, les intransigents de la république, qui l'accusaient de modérantisme, lui donnaient encore plus à faire. Ambitieux sans principes et sans vergogne, pêcheurs en eau trouble, fanatiques de bonne foi, simples d'esprit qui se paient de mots creux, fainéants dont l'imâ-

gination travaille pendant que leurs doigts se reposent et pour qui l'émeute est une fête, le désordre un spectacle, volontaires enchantés de quitter le rabot ou la ripe pour s'en aller à la parade, amoureux de leur fusil tant qu'on ne leur demandait pas de s'en servir contre les Basques et les Navarrais, orateurs de carrefour qui interpellent l'univers du haut d'une borne, déclassés et faméliques de toute espèce, qui estiment que le premier devoir d'un gouvernement bien ordonné est de leur assurer leurs franches lippées, toute cette cohue tenait le haut du pavé dans les capitales de province aussi bien qu'à Madrid. Si la royauté n'a jamais eu de pires ennemis que les royalistes, la république n'est jamais compromise que par les siens. Ceux-ci faisaient merveille, poussant jusqu'à ses dernières limites le dévergondage de la parole et de la plume. Leurs journaux publiaient des manifestes incendiaires et proclamaient l'anarchie comme le dernier mot de l'esprit humain; leurs clubs tonnaient contre tout ce qui existe. Raton s'échauffait, criait, gesticulait; Bertrand, l'encourageant sous cape, observait d'un œil attentif ses mouvements et les marrons.

Bien que le socialisme, pendant quelques mois, ait paru le maître de la Péninsule, on peut assurer qu'il y est moins redoutable qu'en Allemagne par

exemple ou en Angleterre. L'Espagnol a peu de besoins; sa sobriété proverbiale a fait dire, il y a longtemps déjà, qu'il peut vivre huit jours du dîner d'un Allemand. Nous avons parlé de sa disposition naturelle à s'accommoder aux circonstances, de sa gaîté facile qui a découvert le secret du bonheur économique. L'enthousiasme de la haine et de la jalousie aura toujours quelque chose d'un peu factice dans ces beaux pays du midi, où le soleil, qui luit pour tout le monde, égalise les conditions. Ce céleste niveleur épargne des souffrances et procure des plaisirs aux déshérités de la fortune; grâce à ses largesses, ceux-là même qui n'ont rien se trouvent avoir quelque chose. C'est dans les climats du nord, au milieu des brouillards, que les imaginations enfantent des rêves terribles et sanglants; elles s'en prennent à la société de la lumière qui leur manque. L'homme qui a froid et qui n'a pas un fagot pour se chauffer connaît seul la haine dans toute sa férocité. Grelottant sous ses haillons, ses yeux déclarent la guerre aux passants, portent au ciel et à l'humanité de funèbres défis.

Rien n'est plus favorable aux utopies que la demi-science. Les notions vagues, les vérités incomplètes, les idées générales imparfaitement comprises, certaines abstractions semblables aux nuées

d'Aristophane, « divinités des esprits paresseux, » font les révolutionnaires et les démagogues. Il y a en Espagne des gens qui pensent et des gens qui ne pensent pas du tout ; mais les demi-penseurs, les apprentis raisonneurs, les têtes à chimères, y sont plus rares dans les classes illettrées qu'en France ou en Suisse. Le peuple espagnol se compose en grande partie de véritables enfants de la nature, qu'on peut dans l'occasion faire sortir de leur naturel ; — ce transport ne dure guère, ils en reviennent par une pente fatale à préférer un plaisir à une idée, un air de mandoline à un raisonnement. Quand le fanatisme leur prend le cœur, c'est par les yeux qu'il est entré. Ils ne haïssent pas la société, mais ils sont capables de haïr jusqu'à la mort le froc d'un moine soupçonné d'être l'espion des carlistes, ou l'éperon du conquérant qui chevauche au travers de leur patrie et de leurs souvenirs.

Il faut ajouter qu'en Espagne la jalousie du pauvre pour le riche est tempérée par la noblesse et la simplicité des mœurs, par l'esprit de véritable égalité qui préside aux relations. La dignité de l'inférieur encourage la courtoisie du supérieur ; tout Espagnol se pique de prouver qu'il est un *caballero*. A Madrid, dans l'une des journées les plus orageuses de la dernière révolution, des volontaires

qui ne payaient pas de mine envahirent l'hôtel de la marquise de..., sous prétexte que cet hôtel occupait *une situation stratégique*. Ils furent assez mal reçus, comme on peut croire. La maîtresse du logis leur demanda de quel droit ils violaient son domicile. Ils repartirent fièrement qu'ils portaient leur droit dans le canon de leurs fusils. A peine installés, ils mirent un soin extrême à ne rien gâter, à ne rien salir, se conduisirent en invités qui tiennent à reconnaître par leur discrétion l'amabilité de leur hôte. La marquise fut si contente du procédé de ces intrus qu'elle s'occupa incontinent de les faire souper. Ils lui déléguèrent un orateur bien disant pour la remercier et lui déclarer dans un langage fleuri qu'ils n'oublieraient jamais ce régal imprévu, ni celle qui l'avait ordonné.

Cependant, sur la foi des récits qui remplissaient les journaux espagnols et furent reproduits par la presse étrangère, l'Europe s'imagina que l'Internationale était omnipotente en Espagne et que, chose curieuse, elle avait recruté dans les populations des campagnes ses plus chauds partisans. Il n'était question que de *lugareños* pénétrant avec effraction dans les propriétés particulières, se partageant et s'adjugeant sans autre formalité le pa-

trimoine d'autrui. Ces scènes fâcheuses ont été peu comprises et mal jugées. Les envahisseurs, qu'on prenait pour des novateurs audacieux, étaient des réactionnaires à outrance, trop attachés au culte des traditions.

L'ancien régime avait implanté en Espagne des habitudes socialistes et la coutume de l'usufruit commun, qu'il n'est pas facile de déraciner. En Estrémadure par exemple, dans la province de Badajoz, où se sont produits plusieurs attentats de ce genre, chaque *pueblo*, dès le temps de Ferdinand III et de la conquête chrétienne, avait son communal, domaine indivis où le paysan pouvait mener paître son bétail. En vertu de la loi de désamortissement de 1859, tous ces biens communs ont été vendus et convertis en propriétés privées. Une foule d'abus se sont glissés dans ces actes d'aliénation, et ont fourni matière à de nombreuses plaintes, à des litiges encore pendants. Tel *cacique*, dont le ministère redoutait l'influence ou ménageait l'amitié, est soupçonné d'avoir payé le prix de 30 hectares et d'en avoir acquis 60. Le paysan dépossédé, qui n'admet pas qu'il y ait prescription contre la justice, persiste à regarder comme sienne cette terre qui lui a été ravie. Dès que l'occasion s'en présente, il appelle de la sen-

tence qui l'expropria et il fait valoir par la force son vieux droit d'usufruit. L'Estrémadure a donné le jour à Fernand Cortez et à Pizarre; elle produit les plus taciturnes et les plus obstinés peut-être des Espagnols. Bien habiles seraient les *caciques*, si, leur acte de propriété à la main, ils faisaient entendre raison à ces entêtements de bergers et de moutons, qui secouent leurs oreilles et invoquent la coutume de leurs ancêtres.

Des faits analogues se sont passés en Andalousie, mais l'explication en est un peu différente. Cette grasse province est un pays de grande propriété, et jadis dans la Péninsule la grande propriété était infiniment hospitalière, — il semblait qu'elle achetât le droit d'exister par ses libéralités et par ses complaisances. Elle était en quelque sorte grevée d'une servitude volontaire. La moisson faite, elle passait dans le domaine public; chacun était libre d'y entrer, d'y glaner, d'y picorer, d'y chercher sa pâture. Elle appartenait à quelqu'un pendant la moitié de l'année, et le reste du temps à tout le monde. C'est une crise grave pour les institutions que de survivre aux mœurs qui les rendaient acceptables. Quand une aristocratie a perdu ses priviléges, elle renonce aux charges onéreuses qui en étaient la rançon; elle emprunte à la bourgeoisie

sa façon de posséder et de compter, et il est de l'essence du bourgeois d'être à cheval sur son droit, de fermer sa porte aux passants et son oreille aux requêtes, d'enclore son bien, d'exercer dans toute son étendue ce *jus utendi et abutendi* qui constitue la propriété légale.

Peu à peu les grands domaines, administrés par des intendants qui ne se piquent pas de mœurs patriarcales, ont abjuré leurs principes d'antique hospitalité. Le paysan andalou n'entend pas à ces changements qui le chagrinent. Il considère comme des droits héréditaires les tolérances dont il jouissait, et au lendemain de chaque révolution, dès que les rênes du gouvernement se relâchent, il réclame à main armée les franchises possédées par ses aïeux. Toute clôture produit sur ses yeux le même effet que la cape rouge sur le taureau; il y voit un défi, une insulte. La colère le prend, il saisit sa hache, abat la barrière ou le mur qui le gêne, non par attachement aux doctrines de Cabet, qu'il ignore, mais en souvenir du bon vieux temps, car il a le fanatisme de la mémoire. « L'idée socialiste, disait au congrès M. Silvela le 10 mai 1870, est chez nous un héritage de l'ancien régime qui lui avait donné ses lettres de naturalisation. Dans la plupart de nos villages, la révolution est consi-

dérée comme un retour légal à des habitudes communistes qui sont restées dans notre sang; elle signifie l'accès libre dans la propriété municipale et quelquefois dans la propriété particulière, le renversement des clôtures, la jouissance commune de la jachère et même de la moisson. Cette façon d'entendre la liberté n'est pas née des prédications modernes, ni des promesses des démagogues, ni de l'abus de la presse, elle procède de souvenirs et de traditions que rien ne peut effacer. Aussi est-elle moins répandue dans les grandes villes que dans les campagnes et dans les coins perdus de notre territoire. »

Ce socialisme campagnard causait beaucoup de chagrin aux propriétaires lésés dans leurs droits et dans leurs murs; mais, malgré les rapports ampoulés et pathétiques des journaux qui annonçaient de prochaines jacqueries, le gouvernement savait à quoi s'en tenir. Pouvait-il ignorer que toutes les révolutions espagnoles ont été accompagnées de bris de barrières, de dégâts dans les forêts, que, le pouvoir se raffermissant et le calme rentrant dans les esprits, les clôtures se relèvent? Tout se termine par un arrangement pacifique, jusqu'à ce qu'une nouvelle crise remette en ébullition ces têtes de paysans qui voudraient conserver de l'an-

cien régime ce qui leur convient. Leur obstination se refuse à comprendre que, quand le grand propriétaire n'est plus rien dans l'État, il se console du suffrage universel et de l'universelle égalité en se donnant le plaisir d'être maître chez lui, comme le charbonnier dans sa cabane.

Ce qui occupait et préoccupait davantage le gouvernement provisoire, c'étaient les menées de l'Internationale dans quelques grandes villes, et en particulier dans cette intelligente, opulente et industrielle cité de Barcelone, la seconde capitale politique de l'Espagne. Les doctrines de la plus dangereuse des associations y avaient tourné bien des têtes, séduit bien des esprits qui la connaissaient mal encore, et n'ont été édifiés sur son compte que par les hauts faits d'Alcoy et de Carthagène. En attendant que l'heure du désenchantement fût venue, ses missionnaires ensemençaient à pleines mains les cerveaux brûlants et féconds de la Catalogne, et prenaient un empire redoutable sur des volontés âpres, promptes à passer de la théorie à l'action.

Madrid, qui n'est pas une ville de fabriques et d'ouvriers, était beaucoup moins travaillée par cette propagande d'origine étrangère. Il est vrai qu'un jour on eut la surprise d'y voir paraître un

journal intitulé les *Descamisados* (les sans-chemises) qui prêchait le partage des biens, les mariages libres et la glorification de la chair. Un poète anonyme y appelait de tous ses vœux le beau jour où les opprimés feraient couler par torrents le sang de leurs oppresseurs, se vengeraient de leurs longues humiliations en contractant des unions libres avec des duchesses, et où lui, poète, goûterait le plaisir plus savoureux encore de pendre à une lanterne son propriétaire. Cette prose et cette poésie ne furent pas prises au sérieux, elles ne troublèrent le sommeil de personne. On ne tarda pas à découvrir que le libelliste anonyme était un fervent conservateur, qui avait beaucoup plus de chemises que de scrupules. Il avait jugé son procédé de bonne guerre, et voulu faire pièce à la république par une réduction à l'absurde.

Madrid assurément n'était pas tranquille ; mais il était moins troublé par des ouvriers en grève que par les *cesantes*, ou les gens sans places qui en demandaient. On ne pouvait satisfaire tous les quémandeurs, et il n'était pas facile de réduire à la raison ces socialistes de l'emploi, qui se persuadent que le budget a été inventé pour les nourrir. C'est une rude tâche pour un gouvernement naissant que la distribution de la curée. Gants jaunes ou

doigts calleux, le roi ou la république a fort à faire d'emplir toutes ces mains tendues, d'assouvir toutes ces faims; sur quatre solliciteurs, on fait, comme dit le proverbe, trois mécontents et un ingrat. Les mécontents de Madrid clabaudaient beaucoup; ils menaient grand bruit, remplissaient la ville et les faubourgs de leurs doléances ou de leurs menaces, organisaient des *meetings* et des processions qui déléguaient des orateurs au gouvernement. Celui-ci avait pris le parti de recevoir tout le monde, de donner audience à tout le monde, de raisonner avec tout le monde, sans se fâcher ni trop s'engager. Il accueillait même une députation de femmes qui, drapeaux en tête, venaient réclamer une amnistie complète pour les délits de droit commun; elles exigeaient qu'on ouvrît toutes grandes les portes de toutes les prisons de l'Espagne; — que si l'on objectait qu'il fallait pourtant que les prisons servissent à quelque chose, quoi de plus simple que d'y fourrer les honnêtes gens? C'eût été le suprême triomphe de l'égalité bien comprise. L'un des étendards arborés par les pétitionnaires portait cette inscription : Grâce pour nos pères et nos maris! Le ministre leur expliqua qu'il était désolé de ne pouvoir les contenter, et il mit tant de courtoisie dans ses explications qu'elles promirent que

leurs maris et leurs pères patienteraient un peu dans l'espérance de temps meilleurs.

C'étaient les ministres surtout qui avaient besoin de patience. Ils avaient adopté pour système de conduite de ne rien prévenir, mais de tout faire avorter; ils tâchaient de faire de l'ordre avec le désordre, ils parlementaient avec l'émeute et en obtenaient des sursis. Leur tort était de donner des fusils à quiconque en demandait, et il n'était personne qui n'en demandât. La populace voulait s'armer jusqu'aux dents pour monter la garde sous les fenêtres de la république, qu'elle seule mettait en péril, et qui n'avait rien à craindre que de ses sauveurs. Il est écrit qu'aucune révolution ne pourra échapper à cette singulière destinée d'employer les premières semaines de son règne à mettre la nation sous les armes et les semaines suivantes à la désarmer.

IV

Ce qui embarrassait le plus les ministres dans leurs débats avec les intransigents, c'étaient les doctrines qu'eux-mêmes avaient professées autrefois et les engagements qu'ils avaient pris. A leurs

sages conseils, à leurs judicieux avertissements, on opposait leurs déclarations antérieures, qui fournissaient une arme aux turbulents et aux fous. Cela prouvait une fois de plus combien il importe aux hommes d'opposition de ne pas s'engouer d'utopies qu'arrivés au pouvoir ils sont contraints d'abandonner ou de désavouer sous peine de se rendre le gouvernement impossible.

Jadis le président du conseil et plusieurs de ses collègues avaient demandé la suppression des armées permanentes et de la conscription, et le plus urgent de leurs besoins était d'avoir une armée qui tînt le carlisme en échec; force leur était de ne se plus souvenir qu'ils avaient promis de la licencier. L'indiscipline du soldat, en Catalogne surtout, les inquiétait, et ils s'efforçaient d'y remédier; on leur représentait qu'ils avaient protesté cent fois contre les rigueurs du code militaire. Ils éprouvaient le besoin de faire un exemple en châtiant avec la dernière sévérité d'odieux attentats qui s'étaient commis dans les provinces; on les priait de ne pas oublier qu'ils avaient souvent réclamé l'abolition de la peine de mort. Ils se montraient disposés à répudier certaines théories compromettantes pour la cause républicaine; n'avaient-ils donc pas annoncé que l'avénement de la république serait

l'avénement du *quart-état*, formule qui n'a point de sens, si elle ne signifie que, comme autrefois la révolution française détruisit les priviléges de la noblesse, il appartenait à la révolution espagnole de détruire ceux de la bourgeoisie, laquelle n'en a pas d'autre que le droit de disposer à son gré de ses capitaux? Le socialisme, les prenant au mot, les requérait de faire rendre gorge au bourgeois, et pour se dérober à ces sommations impérieuses, force était de recourir à des *distinguo* que ne comprennent pas les appétits.

Parmi les opinions embrassées auparavant par les ministres de la république, il en était une qui, sans qu'il y parût, leur causait les plus vives perplexités. Ils avaient toujours déclaré que la forme de gouvernement qui convenait à l'Espagne était non-seulement la république, mais la république fédérale, et jamais on n'a si bien vu tout le mal qu'un adjectif peut faire à un pays. Celui-ci a failli consommer la perte de l'Espagne; il a provoqué les troubles et l'anarchie d'où elle a tant de peine à sortir; on peut mettre à sa charge des incendies, des massacres, l'iliade et l'odyssée du général Contreras.

On a dit que le fédéralisme était une chimère de Proudhon traduite en castillan par M. Pi y Margall.

Les songes qui s'emparent de l'imagination de tout un peuple n'ont pas une origine si littéraire; ils n'éclosent pas dans le cabinet d'un penseur. La république fédérale est l'invention collective des Catalans, qui ont fourni à l'Espagne beaucoup d'hommes d'État et tiennent dans la Péninsule école de politique avec l'esprit de suite particulier à leur race, laquelle au rebours des Andalous joint l'obstination à l'enthousiasme. La Catalogne a manifesté plus d'une fois des tendances séparatistes. Comme les provinces basques, elle s'est refusée jusqu'à présent à parler l'espagnol; elle a son idiome propre, très-semblable à l'ancien provençal et qui est beaucoup mieux compris à Toulouse qu'à Madrid. Pendant des siècles, elle a mené une existence indépendante et glorieuse; elle n'a point oublié ses hardis navigateurs, les prouesses de ses aventuriers, ses guerres maritimes contre les pirates de la Corse et des Baléares, ni ses audacieuses insurrections, ni sa fierté, qui obligeait ses maîtres d'un jour à compter avec elle. Les Catalans se chargent de prouver par leur exemple que l'industrie et le travail ne tuent point l'inquiétude de l'imagination, et qu'on peut concilier le génie du négoce avec le romantisme des souvenirs. Au surplus Barcelone n'a jamais aimé Madrid. La cité labo-

rieuse et commerçante, qui se plaît au bruit des machines, au cri de la grue chargeant ou déchargeant des ballots, nourrit un superbe mépris pour la *villa coronada*, centre d'oisifs, de beaux parleurs et de toute la race qui émarge au budget. Raisonnements et préjugés, tout dispose la Catalogne à relâcher les liens qui l'unissent à la patrie commune et à conquérir une demi-indépendance.

Pourtant on peut affirmer que l'accomplissement de ses rêves lui serait funeste. Sans compter qu'elle fournit aux administrations centrales plus d'employés qu'aucune autre partie de la Péninsule, et que l'ambition de ses fils, seuls Espagnols qui portent l'esprit des affaires dans la politique, se trouverait fort dépourvue si l'Espagne venait à n'avoir plus de capitale, il n'est pas de province dont la prospérité soit plus intéressée au maintien du *statu quo*. A la rigueur l'Espagne pourrait se passer de la Catalogne, mais la Catalogne ne peut se passer de l'Espagne, qui est son marché. Elle estime que la liberté commerciale ruinerait ses industries, qui ne peuvent soutenir la concurrence avec l'étranger. Que deviendraient ses soieries, ses tissus de laine, ses draps, ses toiles et ses dentelles, si l'Andalousie, s'érigeant en canton libre, s'avisait d'abolir ses douanes et de proclamer la franchise de ses

ports? Les habitants de Malaga regardent un douanier du même œil qu'un vieux Turc considère un chrétien, et, si on les écoutait, les droits d'entrée seraient depuis longtemps supprimés. Comme eux, tous les districts agricoles de la Péninsule tiennent pour le libre échange. Seule la Catalogne voit son salut dans la protection et l'impose au reste du pays. Elle a contribué plus que personne à renverser en 1843 le duc de la Victoire, parce qu'il écoutait l'Angleterre, qui allait signer avec lui un traité de commerce. Si le général Prim, au temps de sa puissance, ferma l'oreille à de semblables ouvertures, ce fut par ménagement pour ses compatriotes, dont il redoutait le chagrin et les colères. Il n'en est pas moins vrai qu'au mépris de ses plus chers intérêts Barcelone a été le berceau du fédéralisme, et le gouvernement provisoire put craindre plus d'une fois qu'irritée des lenteurs qu'on apportait à consacrer définitivement et le mot et la chose, elle ne fît un coup de tête, elle ne s'arrogeât le droit de sécession, quitte à déplorer le lendemain son erreur, — tant il y a de contradiction dans les désirs des peuples, tant il est dans le cœur de l'homme d'aimer à braver le repentir.

Sans contredit, les hommes politiques qui se sont faits les champions de la république fédérative

ne s'y sont pas décidés sans motifs. Il en est d'importants, qu'ils font valoir avec éloquence ; en Espagne, l'erreur est éloquente comme la vérité. Leur premier argument est que les républiques les plus prospères, celles qui ont su le mieux concilier l'ordre et la liberté, les États-Unis comme la Suisse, sont des confédérations, tandis que de fâcheux exemples ont paru prouver que les républiques unitaires sont sujettes à bien des hasards et à de funestes aventures. Ils alléguaient de plus que l'ancien régime, à qui l'unité religieuse suffisait, n'a point établi en Espagne l'unité civile et administrative, ni réduit la nation en un corps homogène comme la France repétrie par la révolution. Partant les provinces ont gardé leur caractère propre ; l'Aragon n'a pas le même code civil que la Castille ; les Catalans, les Andalous et les Galiciens se ressemblent aussi peu que les Genevois, les Valaisans et les Bernois.

Enfin, ils se flattaient de trouver dans le régime fédératif un remède aux deux grandes maladies politiques dont souffre l'Espagne, l'*empleomania* et les *pronunciamientos*. Le gouvernement central, dépouillé d'une partie de ses attributions, aurait moins de places à donner ; il ne serait plus cette vache laitière que des milliers de mains, qui pour-

raient vaquer à des travaux plus utiles, s'occupent à traire chaque jour. Moins de gens seraient intéressés dans le jeu redoutable des révolutions, dont tant d'oisifs attendent aujourd'hui leur gagne-pain. On n'aurait pas à craindre non plus les entreprises d'un général à qui la complicité de quelques régiments et un combat heureux suffisent pour s'emparer de la capitale et pour dicter de Madrid des lois à tout le pays. Désormais plus de révolutions, plus de coups de main, plus de dictature. « Avec le système de la centralisation, disait aux cortès M. Castelar le 11 mai 1870, un seul jour, le 24 février, décide du sort des rois; une seule nuit, la nuit du 2 décembre, décide du sort des peuples. Dans un pays ainsi constitué, la liberté n'est pas un soleil, elle est un éclair qui foudroie et s'éteint; le gouvernement n'est pas un régulateur pacifique de la vie sociale, il agit comme une force aveugle et brutale, il opprime et il écrase. En haut, la bureaucratie; en bas, des conspirateurs. Une seule ville renferme la société tout entière; un seul chef militaire résume en lui tout un parti. Un court espace, celui qui s'étend de cette enceinte au ministère de l'intérieur et de ce ministère au palais du sénat, est la moelle épinière de tout un peuple. Reconnaissez-vous là l'état normal d'un grand

pays? Il n'y a qu'un moyen de l'améliorer. Distribuons l'autorité dans tout le corps social; émancipons, comme le veut la raison, le municipe et la province, afin que le gouvernement, toujours porté à la tyrannie, ne soit plus libre d'obéir à son penchant. » Le célèbre orateur appuyait son raisonnement de considérations sur la force de gravitation qui régit les mondes, sur l'indépendance relative des divers organismes du corps humain. Il oubliait qu'en politique il faut se défier des comparaisons presque autant que des adjectifs.

A ces arguments épaulés de métaphores, on répondait que ce qu'il y avait de juste dans les raisons des fédéralistes militait en faveur de la décentralisation administrative, laquelle a été pratiquée avec bonheur dans plus d'un État unitaire. On répliquait encore qu'il est insensé de prétendre imposer, sur la foi d'une théorie, des institutions à un peuple sans tenir compte de ses qualités et de ses défauts, qu'un gouvernement muni de pouvoirs étendus était nécessaire pour contenir ce penchant à l'indiscipline et à l'isolement politique qui semble être le partage de la race espagnole, — témoin le Mexique, condamné par le fédéralisme à l'éternelle anarchie, à de perpétuels démembrements. — Relâchez les liens de solidarité entre nos provinces, disait-on,

et l'Espagne se disloquera. Comme le malade de M. Purgon tombait de la bradypepsie dans la dyspepsie et de la dyspepsie dans l'apepsie, le fédéralisme produira le provincialisme, qui se tournera lui-même en cantonalisme, et vous verrez bientôt chaque ville de chaque canton affecter l'autonomie. Eh quoi ! le duc de Madrid voudrait nous ramener au régime de Philippe II plus réactionnaires encore que lui, vous voulez que nous renoncions à notre unité, prix de tant d'efforts et de sacrifices, pour retourner à toutes les confusions du moyen âge ! — « Vous savez qui nous sommes, s'écriait un député des Canaries, M. Leon y Castillo, vous savez quel esprit d'individualisme outré nous anime, et combien nous avons de peine à étouffer dans chaque commune les luttes de famille à famille et de parti à parti, dans chaque province les rivalités de ville à ville, dans la Péninsule tout entière les conflits d'amour-propre ou d'intérêts entre provinces, et vous osez désirer que la loi consacre nos maux, légitime nos erreurs ! Que nous parle-t-on du moyen âge ? Le fédéralisme ne peut manquer de nous réduire à la vie de tribu ; l'Espagne cessera d'être une puissance européenne, pour se transformer en une vaste Kabylie. » Ce qui s'est passé depuis n'a que trop justifié ces lugubres prédictions.

Les opposants étaient également fondés à remarquer qu'on a pu voir des États indépendants supprimer les barrières qui subsistaient entre eux pour se réunir en corps de nation, mais qu'on n'a jamais vu un État unitaire se transformer pacifiquement en état fédératif, qu'en un mot on ne fabrique pas des confédérations par voie de décrets. « Vous nous vantez les institutions suisses, disait un jour un politique de grand esprit à l'un des apôtres du fédéralisme. La Suisse a-t-elle été l'œuvre de l'histoire ou d'un décret? Donnez-nous son histoire, et nous accepterons ses institutions. » Et quel moment prenait-on pour anéantir l'œuvre des siècles en désagrégeant ce qu'ils avaient laborieusement assemblé? Le temps où les puissances européennes sont entraînées par une irrésistible pente à l'unité, où les confédérations elles-mêmes sacrifient une plus grande part de leur liberté pour se donner un gouvernement plus fort, comme si elles ne pouvaient vivre qu'à ce prix. Qu'allait devenir dans le siècle des grandes agglomérations une Espagne qui, après avoir perdu toutes ses conquêtes et la plupart de ses colonies, se déchirant de ses propres mains, se mettrait dans l'impossibilité de compter pour quelque chose et de persuader à l'Europe qu'elle avait encore une volonté?

Quand on envisageait la mise en pratique de ce beau programme, on voyait les empêchements se multiplier. Allait-on ériger en États autonomes les quarante-neuf provinces dont se compose aujourd'hui la Péninsule, en les dotant chacune de deux chambres et d'un pouvoir exécutif? Les fédéralistes reculaient devant cette extrémité; ce monstre à quarante-neuf têtes épouvantait les plus robustes optimismes. Ou ferait-on revivre l'ancienne division historique du territoire, dont on retrouve un souvenir assez fidèle dans l'organisation des capitaineries-générales? Comment croire que les chefs-lieux des provinces actuelles consentiraient d'abdiquer? Qui osait se promettre que Malaga céderait à Grenade l'honneur de devenir la capitale du canton de la Haute-Andalousie, ou que dans la Basse-Andalousie Cadix renoncerait à faire valoir ses droits contre Séville? S'imaginait-on que, dans la Vieille-Castille, Valladolid allait s'effacer humblement devant Burgos? et que, si on groupait en un seul État les quatre provinces de la Galice, Pontevedra, Lugo, la Corogne feraient volontairement hommage de leurs prérogatives à Santiago? Se représente-t-on la Suisse décidant que désormais les cantons de Vaud et de Genève ne formeront qu'un État? Que répondrait Genève, si on lui

demandait de n'être plus rien et d'accepter Lausanne pour le siége de son gouvernement?

Les difficultés étaient telles que les honorables auteurs du projet de constitution qui fut présenté en juillet aux cortès, et dont elles ajournèrent prudemment la discussion, s'étaient sentis impuissants à les lever. Ils avaient partagé la Péninsule en treize États, et par l'adjonction des Baléares, des Canaries, de Cuba et de Puerto-Rico, le territoire de la république espagnole en dix-sept provinces autonomes; mais après de longues conférences ils avaient stipulé que ces États seraient libres de se subdiviser comme ils l'entendraient. C'était déclarer son incompétence et, comme on l'a dit, renvoyer le paquet de Caïphe à Pilate. C'était dire aussi : Se piquer de résoudre cet insoluble problème, c'est décréter la guerre civile, et nous en laissons à d'autres la responsabilité !

De tous les embarras et de tous les dangers suscités par le fédéralisme, le plus grave était l'effroyable confusion de langues et d'idées qu'il déchaîna sur l'Espagne. Ce pavillon recouvrait toute espèce de marchandises, depuis les ballots les plus inoffensifs jusqu'à des munitions de guerre et des tonneaux de pétrole. Les uns entendaient par république fédérale la décentralisation administrative,

d'autres des institutions pareilles à celles des États-Unis; d'autres enfin, ravis d'abriter leurs projets sous un mot qui sonnait bien aux oreilles espagnoles, visaient à l'anéantissement de toute autorité, à l'ouverture prochaine de la grande liquidation sociale.

Le socialisme a depuis longtemps perdu l'espoir de convertir les gouvernements et de faire prévaloir ses doctrines dans les pays fortement constitués. Aussi, par l'organe de l'Internationale, qui a fait ses preuves à Paris, le voit-on, sous couleur de patronner les libertés municipales, prêcher la souveraineté absolue des communes, c'est-à-dire l'organisation de l'anarchie et le renversement de l'État. Les socialistes de Barcelone se souciaient peu de partager l'Espagne en quarante-neuf morceaux; ils se promettaient de lui donner dix mille municipes indépendants, ne recevant de lois que d'eux-mêmes. Ils auraient supprimé ainsi l'armée et la garde civile, ces deux grands *remoras* où s'achoppent leurs plans ; du même coup, avec le soldat et le gendarme ils eussent aboli l'idée même de patrie, superstition surannée qui révolte ces cosmopolites de l'appétit. Cependant ils n'avaient garde d'avouer leurs projets en prenant le nom de communards; ils se donnaient pour de bons fédéralis-

tes, et à la faveur de ce masque ils trompaient les âmes simples et crédules. On prétend même qu'un voleur, arrêté par deux agents dans une des rues de Madrid comme il venait de dévaliser une boutique d'orfèvre, s'écria indigné : « Qui vous donne le droit de m'arrêter? ne sommes-nous pas en république fédérale? » Il est possible que son indignation fût sincère, car il est des coquins de bonne foi. Celui-ci se croyait déjà maître de son utopie et de ses amours, et il est triste pour un amoureux d'être réveillé de ses songes par l'accolade un peu brusque d'un sergent de ville.

Jamais on ne put mieux constater la puissance magique d'une idée confuse. Le plus vague des arts, la musique, n'est-il pas le plus propre à exalter les âmes? Des millions d'Espagnols se signaient dévotieusement en prononçant le mot sacré de fédéralisme ; on eût dit un abracadabra qui devait guérir tous les maux, inaugurer sur la terre le règne de la vertu et du bonheur. Sur cent dévots, il n'en était pas dix pour qui la formule eût un sens ; sur les dix, il n'en était pas deux qui eussent la même façon de l'entendre. Elle n'en plaisait que davantage. Un républicain à qui son ennemi refusait le titre de fédéral s'en offensait comme d'une mortelle injure. On s'abordait dans

les rues en se disant : *Salud y republica federal.* Le fédéralisme était le secret de tout, particulièrement le secret d'obtenir des places.

Les hommes intelligents du gouvernement n'étaient pas sans s'inquiéter des ravages de l'épidémie. Ils savaient que le quart d'heure de Rabelais des révolutions est le moment où les révolutionnaires sont mis en demeure d'expliquer et d'appliquer la devise qui leur a servi à enflammer les imaginations. Ils s'efforçaient de reculer cet instant critique. En vain les sommait-on de définir ou de renier le fédéralisme ; ils ne s'ouvraient de leur définition à personne, sachant bien qu'elle ferait beaucoup de mécontents et beaucoup moins d'heureux. Ils ne pouvaient non plus se résoudre, comme on le leur conseillait, à tout sauver par une glorieuse apostasie, qui n'eût pas été sincère. Le cantonalisme militant, incendiaire et massacrant ne s'était pas encore chargé de dégriser les esprits. La république fédérale, selon le mot d'un orateur, ne devait périr qu'au pied des barricades de Valence et de Séville ; c'est le sort des utopies de naître et de mourir dans le sang. Encore ignorante de son destin, l'idole siégeait sur un autel, muette comme une Isis voilée à qui, soit prudence, soit respect, on n'avait garde de dérober son

mystère. Le plus grand mérite des dieux est de rester inconnus et de bien garder leur secret.

Il était un point cependant où dès le principe le gouvernement avait rompu en visière avec les intransigents. Ceux-ci, imperturbables raisonneurs, alléguaient que toute confédération repose sur un contrat, qu'on ne peut traiter ensemble que lorsqu'on est plusieurs, que partant, pour former une Espagne fédérative, il fallait commencer par émanciper les provinces et mettre le pays en pièces. Ils désiraient en un mot que la confédération, comme ils le disaient, se fît de bas en haut, et ils engageaient la Catalogne, comme l'Andalousie, la Galice et les Castilles, à se séparer, à faire chacune son ménage à part, quitte à nommer plus tard des délégués avec la mission d'organiser un pouvoir central, qui se fût trouvé posséder le peu d'attributions dont les provinces auraient consenti à se dépouiller. Le gouvernement, dont le patriotisme s'était éveillé, sentit qu'il y allait de l'existence de l'Espagne ; il déclara qu'il appartenait aux cortès constituantes de régler la nouvelle organisation, que, jusqu'à leur réunion, il maintiendrait le *statu quo*. En dépit de toutes les requêtes et de toutes les menaces, il ne faiblit pas, et sa résistance lui fut aussi honorable qu'elle fut utile au pays. Malgré

les clameurs des démagogues, il parvint à obtenir des populations qu'elles s'en remissent aux cortès, empêchant ainsi le démembrement peut-être irrémédiable de la Péninsule.

A la vérité, pour obtenir justice sur le principal, le ministère dut se résigner à perdre beaucoup d'incidents, fermer les yeux sur plus d'une irrégularité fâcheuse, permettre à Malaga d'expulser ses douaniers et sa garnison, autoriser Séville, Grenade et d'autres villes à ne plus relever que nominalement de Madrid. Il avait refusé aux cantonalistes de leur délivrer des permis de chasse avant le jour de l'ouverture ; il les laissait braconner sans avoir l'air de s'en apercevoir ; le sage ne s'aperçoit pas des affronts qu'il ne peut venger. Son plus vif souci lui venait de la Catalogne, qui ne recule pas devant les partis extrêmes. M. Figueras se vit contraint de partir pour Barcelone, où il réussit à calmer l'effervescence, à tranquilliser des cerveaux échauffés et remuants. Il se tira fort adroitement de cette négociation. On le soupçonna, il est vrai, de n'avoir pu conjurer le péril sans contracter des engagements, qui plus tard l'ont embarrassé. Toutefois ce n'est qu'une supposition, car le président du conseil fut pris dans son voyage d'une extinction de voix, et il fut obligé de parler si bas aux

Catalans que Madrid n'a jamais bien su ce qu'il leur avait dit.

Du reste, les principaux membres du gouvernement provisoire n'étaient pas hommes à prendre facilement l'épouvante. Tandis qu'autour d'eux on s'inquiétait de l'état des finances, des complots qui couvaient dans Madrid, des désordres qu'on voyait éclater çà et là dans les provinces, ils affectaient une grande quiétude d'esprit; leur philosophie déclarait que tout est bien qui finit bien. Le président du conseil, dont la principale fonction était de traiter avec les partis et de résister à leurs exigences en adoucissant leurs aigreurs, s'acquittait à merveille de son office. Il aurait pu dire dans le langage de Mme de Maintenon : Je les renvoie tristes, mais jamais désespérés. Il se confiait dans sa dextérité, qui n'en était pas à son premier succès, et, quand la situation semblait devenir effrayante, il rassurait son monde en disant que les esprits ne tarderaient pas à se rasseoir, que l'excitation momentanée dont on se plaignait n'était pas un mal, que la fièvre n'est pas toujours l'ennemie du médecin, et qu'il importait que la période révolutionnaire eût son cours. Dans un moment où il n'arrivait du nord et du midi, de l'orient et de l'occident, que de sombres nouvelles, un journal

conservateur, rédigé par des plumes bien taillées, le *Diario español*, publia un article où il était dit qu'il y avait en Espagne plus de seize millions de mélancoliques et un homme gai, qui était le président du conseil. Si le journaliste eût dit vrai, c'était la fin de l'Espagne ; mais l'article était écrit trop gaîment pour qu'on pût douter que la Péninsule ne renfermât au moins deux politiques de belle humeur.

Le cabinet comptait des hommes distingués et justement considérés. A des degrés divers et pour des raisons différentes, ils étaient optimistes comme M. Figueras. Le ministre de l'intérieur, M. Pi y Margall, esprit vigoureux et net dont la politique a paru un peu trouble, traducteur de Proudhon et fédéraliste convaincu à qui certaines solutions socialistes ne désagréent point, opposait aux orages la sérénité olympienne d'un logicien. Il était trop persuadé de l'excellence de ses théories pour douter un instant de leur avenir ; il semblait oublier que les idées essuient souvent ici-bas de tragiques mésaventures, qu'ainsi que le disait don Juan à Sganarelle, les raisonnements se cassent quelquefois le nez. Le ministre de la justice, M. Salmeron, professeur de premier mérite, caractère intègre, qu'on a vu plus tard exercer si dignement la prési-

dence du conseil et la quitter si honorablement, était aussi confiant dans les hommes que M. Pi dans les idées. Disciple de Krause, il avait contribué plus que personne à faire connaître en Espagne le théisme et la morale élevée de ce philosophe, dont les doctrines sont enseignées aujourd'hui à Grenade comme à Madrid, et y sont plus goûtées que le panthéisme de Schelling ou de Hegel. Les pays du midi ne prisent que les systèmes qui se laissent formuler par articles et réduire en catéchisme. M. Salmeron avait appris de Krause à croire peut-être avec excès à l'empire des principes et des préceptes sur le cœur de l'homme; on l'accusait de s'imaginer que la plupart des criminels pèchent par ignorance et qu'il suffit de démontrer à un coquin qu'il a eu tort pour le dégoûter de son métier.

Quant au ministre des affaires étrangères, M. Castelar, le brillant orateur était disposé par tempérament plus encore que par système à bien augurer de l'avenir. Il n'a pas à se plaindre de sa gaîté ; elle l'a aidé à franchir plus d'un pas difficile, à se tirer avec honneur de situations que d'autres jugeaient désespérées. Aimé de tout le monde, même de ses ennemis, qui honorent son caractère et ses talents, on n'a jamais reproché à cet incomparable

virtuose de la parole que de se griser un peu de la musique de son éloquence. Celui qu'on nommait le premier ténor de la république fit un tour de force dont peu d'orateurs sont capables. Bien que les occasions ne manquassent pas, il resta trois mois sans faire un discours, prouvant ainsi qu'il possédait outre le talent de parler celui de se réserver.

Cependant, bien que les membres du gouvernement parussent s'accorder sur tous les articles et en particulier sur celui de la belle humeur, il était souvent question de dissentiments secrets qui travaillaient le conseil. On annonçait tous les huit jours une crise, que la *Correspondencia* se hâtait de démentir. Malgré les dénégations officielles, les rumeurs qui couraient n'étaient pas absolument fausses. Si la crise n'éclata pas, c'est qu'on avait résolu d'ajourner les grandes questions jusqu'à la convocation des cortès et de vivre au jour le jour en réglant par une cote mal taillée les affaires et les embarras courants. Dans le fond, on était loin de s'entendre touchant la politique générale et la ligne de conduite à tenir à l'égard des partis.

Quoi que nous ayons dit en commençant, une fée charitable avait eu pitié de la république naissante; en dépit des maléfices de ses sœurs, elle

lui avait assuré au moins une bonne chance. Elle avait décidé que parmi les membres du cabinet il y aurait un homme dont les talents et le cœur grandiraient avec sa situation, que, dévoué à sa cause, supérieur aux petites ambitions comme aux petites vanités, il s'empresserait de quitter le pouvoir lorsque son portefeuille pourrait nuire à l'influence de ses conseils, et ne reprendrait la première place qu'à l'heure des dangers suprêmes et des graves responsabilités, qu'enfin il verrait mieux que tout autre les inconvénients attachés à la politique sectaire et la nécessité pour un gouvernement de rallier les partis autour de lui. Il se trouva que cet homme de sens et de vrai courage était précisément celui qu'on traitait de ténor, de virtuose en *musica celestial*. Sa politique aussi intelligente que généreuse a sauvé la république qui sombrait; mais avant qu'elle prévalût, l'Espagne devait traverser des crises redoutables et faire de sinistres expériences qui méritent d'être racontées avec quelque détail.

QUATRIÈME PARTIE

LES CRISES DE LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE. LES CONSTITUTIONNELS ET LES ALPHONSISTES.

I

Le 23 avril, le 1er juin et le 8 septembre de l'année 1873 sont trois dates marquantes dans l'histoire de la république espagnole. Le 23 avril, elle remporta une éclatante victoire dont les suites ont été funestes. Au commencement de juin, elle fut proclamée par une assemblée unanime comme gouvernement définitif et régulier, et le premier usage qu'elle fit de son pouvoir fut de courir aux abîmes. En septembre, elle se sauva par sa pénitence et son amendement. Les anciens avaient raison de se défier du bonheur, et Némésis, quoi

qu'en dise le poète, n'est pas toujours *une tardive déesse.*

Les sourds désaccords qui travaillaient le gouvernement provisoire portaient la plupart sur les nominations à faire, sur les exclusions à prononcer, sur les changements dans le personnel. Quelques-uns des ministres, qui préféraient leur clientèle à la république, écoutaient avec trop de complaisance les requêtes des solliciteurs ; ils consentaient à de regrettables destitutions dans le dessein de pourvoir avantageusement les amis de leurs amis, ou de satisfaire un importun qui pouvait devenir dangereux. Les autres, craignant de désorganiser les services publics, tenaient tête aux ambitions effrénées, aux vengeances implacables qui assiégeaient les portes de leurs bureaux ; ils pensaient qu'en matière d'administration la capacité est un titre plus sérieux que l'orthodoxie politique. Un autre point en litige était la reconstitution du corps d'artillerie, qui avait reçu une rude atteinte des démissions collectives acceptées par le précédent gouvernement. Des officiers instruits avaient été remplacés par des sergents désireux de bien faire ; mais le zèle ne supplée pas à la science. Les démissionnaires ne demandaient qu'à rentrer au service, à la seule condition qu'ils ne seraient pas

exposés à recevoir des ordres du général Hidalgo. Plusieurs ministres, ne regardant qu'à l'intérêt de l'armée, étaient d'avis de les réintégrer dans leurs fonctions ; leurs collègues au contraire refusaient obstinément de confier de nouveau les canons à des mains suspectes d'alphonsisme. Chaque matin, on promettait le prochain règlement de cette affaire délicate ; chaque soir, on annonçait que de nouvelles difficultés avaient surgi. Elles n'ont été résolues que longtemps après par M. Castelar, lorsque, devenu président du pouvoir exécutif, il a fait prévaloir la politique de confiance et de conciliation.

En général, quel que fût l'objet de ses délibérations, deux tendances opposées se manifestaient dans le conseil. La majorité des ministres estimait que les mesures les plus populaires sont toujours les meilleures, la minorité que, sous peine de s'en aller à la dérive, le pilote doit quelquefois ruser avec le vent, et que résister est une partie de l'art de gouverner. Les uns tenaient qu'on n'implante les révolutions qu'en s'appuyant sur les révolutionnaires, les autres que, pour les asseoir définitivement, il faut les faire agréer des conservateurs. Ceux-là étaient avant tout des hommes de parti, ceux-ci étaient des patriotes. L'un de ces derniers

n'a pas craint de dire : « Il est une chose que je préfère au fédéralisme, c'est la république, et il est une chose que je préfère à la république elle-même, c'est l'Espagne. » Cependant on s'était promis de ne se point brouiller jusqu'à la convocation des nouvelles cortès, et, quelque dégoût qu'éprouvât la minorité, elle s'en exprimait discrètement et demeurait à son poste. Le public s'apercevait bien à d'incessants cahots, à de brusques arrêts, que l'attelage était divisé, que les chevaux tiraient qui à droite, qui à gauche; mais quand on les interrogeait, ils répondaient d'une seule voix qu'ils étaient d'intelligence, qu'ils n'avaient entre eux tous qu'une âme et qu'une république.

Ces dissidences qu'on exagérait, le progrès de l'anarchie, l'impunité dont jouissaient les factieux, le mécontentement et les inquiétudes qui s'emparaient de la bourgeoisie, d'autres circonstances encore avaient dès le mois d'avril relevé le courage et les espérances des radicaux. Les cortès, où ils dominaient, n'étaient pas encore dissoutes; elles s'étaient prorogées en déléguant leurs pouvoirs à une commission permanente qui citait les ministres à sa barre. Les interrogatoires qu'elle leur faisait subir étaient de semaine en semaine plus pressants, et trahissaient des amertumes mal contenues, des

projets qu'on n'avouait pas encore. Elle leur demandait compte également de ce qu'ils faisaient, de ce qu'ils ne faisaient pas et de ce qu'ils laissaient faire ; elle leur signifiait en toute rencontre qu'ils tenaient leur autorité de l'assemblée qui les avait nommés. Elle exigeait en quelque sorte qu'ils renouvelassent leur acte d'allégeance, et les traitait en commis qu'on peut d'un jour à l'autre casser aux gages.

Les ministres essuyaient ces hauteurs et ces remontrances avec une tranquillité ironique que rien ne déconcertait. Ils représentaient à leurs censeurs qu'il n'y a point de fête sans vitres cassées, point de révolution sans quelques désordres dans les rues, les assurant au surplus que le gouvernement n'avait garde de composer avec l'émeute, que les troubles dont on se plaignait touchaient à leur terme, que la situation s'améliorait à vue d'œil. En ce qui concernait les droits respectifs du conseil exécutif et des cortès, ils se contentaient d'insinuer que le mérite n'est pas grand de souffrir ce qu'on ne peut empêcher, qu'en remettant les portefeuilles aux républicains les radicaux avaient fait de nécessité vertu et s'étaient imposé un renoncement humiliant pour se préserver d'un désastre, que les fictions constitutionnelles n'ont de prestige que dans les jours tranquilles, qu'au lendemain

d'une révolution le droit appartient à qui dispose de la force. Sans contredit, la commission permanente aurait eu quelque peine à convertir à ses doctrines les volontaires de la liberté qui, coiffés de casquettes rouges, défilaient perpétuellement dans les rues de Madrid aux sons de *la Marseillaise* et aux cris mille fois répétés de *viva la federal!*

En même temps qu'ils conversaient aigrement avec les ministres, les radicaux s'étaient mis à négocier avec les conservateurs. Quoiqu'ils eussent peu de goût les uns pour les autres, le danger commun les rapprochait. Conservateurs et radicaux avaient les mêmes griefs, les mêmes appréhensions. Ils s'accordaient à penser que la faiblesse du gouvernement, ses fâcheux compromis, son indulgence excessive pour les brouillons et les casse-cous du parti intransigent, préparaient à l'Espagne un redoutable avenir. Ils étaient également convaincus que, si le pouvoir exécutif n'était pas changé avant l'élection des cortès constituantes, l'opposition n'avait aucune chance de s'y faire représenter. La présence de M. Pi au ministère de l'intérieur assurait d'avance le triomphe des candidatures fédéralistes. D'ailleurs, le gouvernement fût-il résolu à respecter la liberté des comices, son autorité étant méconnue dans un grand nombre de

provinces, il ne pouvait répondre que de ses intentions. Il était hors de doute que le *partido de la porra* et les *trabucos* monteraient la garde autour des urnes et n'en laisseraient approcher que les électeurs bien pensants.

Le seul moyen qu'eussent les partis évincés de prendre leurs sûretés et de parer aux périls de la situation était de se saisir du pouvoir. Ils conçurent le hardi dessein de battre en brèche le ministère et de le contraindre à se retirer. La commission permanente avait plus d'une fois témoigné bruyamment les alarmes trop fondées que lui inspiraient les succès des carlistes dans le nord, l'ascendant croissant des séditieux dans le midi. Il fut convenu qu'au premier jour elle proclamerait la nécessité de rappeler les cortès dans le plus bref délai. A peine réunie, l'assemblée devait signifier aux ministres qu'ils n'avaient plus sa confiance et pourvoir à leur remplacement. Ce projet avait une apparence de légalité; dans le fait, c'était une infraction manifeste au traité tacite qui, moyennant le retour de tous les portefeuilles aux républicains, avait garanti aux cortès radicales un prolongement d'existence.

Il était à croire que les choses ne se passeraient pas en douceur. Pour tenter avec quelque proba-

bilité de succès le coup d'éclat qu'ils méditaient, les radicaux avaient besoin de l'assistance d'un homme d'épée qui eût la pratique et le goût de ces sortes d'aventures. Ils ne pouvaient mieux s'adresser qu'au maréchal Serrano; ils travaillèrent à le mettre dans leurs intérêts. On le savait capable de se présenter seul dans une caserne mal disposée et d'enlever le soldat par un de ces gestes qui se font obéir. Bien qu'il soit à l'âge où l'on est plus soucieux de conserver que d'acquérir, cet homme remarquable, parti de petits commencements, et depuis comblé par la destinée à ce point qu'en fait de bonheur et d'illustration il n'a plus de souhaits à former, a su garder cependant avec la fraîcheur de son esprit toute la jeunesse de sa volonté et de son courage. Comme au temps de ses débuts, il est au service des occasions; le danger l'attire, il est prêt à jouer le tout pour le tout dans une partie hasardeuse, — ainsi qu'un officier de fortune qui voit la vie devant lui et à qui tout semble léger, sa tête, sa bourse, sa parole et son épée.

Le duc de la Torre écouta les ouvertures de ses anciens adversaires, et prit, à ce qu'il paraît, des engagements éventuels. En attendant le moment d'agir, on étudiait avec soin les dispositions du peu

de troupes que renfermait Madrid, on pratiquait des intelligences dans les corps de garde, on tâtait le pouls aux sergents et aux soldats, ce qui fit dire à un spirituel observateur qu'au printemps dernier la politique espagnole se réduisait à de profondes études psychologiques sur les pelotons. On calculait sur ses doigts toutes les grandes choses qu'on peut accomplir dans ce monde avec quatre hommes et un caporal.

L'Espagne est le pays des mystères transparents, des secrets publics et des conspirations à ciel ouvert. Tous les pavés de Madrid savaient pertinemment qu'il se tramait quelque chose. On en parlait tout haut dans la ville et dans les faubourgs, dans les cafés comme dans les salons. Quelques-uns des coalisés n'avaient pas l'âme tranquille, prévoyant une lutte acharnée, peut-être malheureuse et suivie de représailles populaires; ils répandaient le bruit que des croix rouges avaient été marquées sur la porte de plus d'une maison. La plupart ressentaient ou affectaient une imperturbable confiance; ils avaient déjà ville gagnée. On annonçait d'avance tous les détails de l'événement, comme on règle le cérémonial d'une fête. En réalité, le complot s'était ébruité avant d'être mûr, et l'assurance qu'on faisait paraître témoignait moins d'un plan ferme-

ment délibéré que du désir d'intimider l'ennemi. Il y parut bien à la mollesse avec laquelle l'action fut engagée.

La commission permanente se réunit au palais du congrès le dimanche 20 avril. Elle débuta par une sorte de mise en accusation du ministère; un seul ministre, M. Sorni, se présenta pour ouïr ce réquisitoire, auquel il n'opposa que des réponses évasives. Les députés s'indignèrent du peu de déférence que leur marquait le gouvernement, et s'apprêtaient à lui dépêcher un huissier pour le mettre en demeure de comparaître. Tout fut suspendu par la nouvelle que le président du conseil, M. Figueras, venait d'être frappé subitement dans ses plus chères affections. On décida que par égard pour son deuil la séance serait remise au 23. Cet ajournement laissait percer une hésitation qui cherchait à se couvrir d'un prétexte honorable. La commission n'était pas encore bien sûre de sa volonté, elle était bien aise de gagner un peu de temps pour recorder sa leçon. Le gouvernement savait désormais le jour et l'heure où il serait attaqué; on lui accordait un sursis pour se mettre en mesure, et il sut en profiter.

Le matin du 23, le maire de Madrid, qui trempait dans le complot, convoqua, sous prétexte de

les passer en revue, tous les bataillons de l'ancienne milice civique, animés des sentiments les plus conservateurs. Un détachement occupa le palais Medinaceli en face du congrès; le reste se concentra dans la *Plaza de Toros*, à quelques pas de l'hôtel du duc de la Torre, qui de son balcon aurait pu les compter et leur faire des signaux. Le vigilant gouverneur civil de la province, M. Estévanez, ne s'était point laissé surprendre. De son côté, il avait mis sur pied tous les nouveaux volontaires en casquette rouge et confié les ministères à leur garde. En quelques heures, Madrid se hérissa de baïonnettes; on s'observait de part et d'autre, d'un air menaçant, tout semblait présager une inévitable collision.

L'académie espagnole faisait célébrer ce jour-là dans l'église des religieuses trinitaires un service solennel en l'honneur de Cervantès. L'évêque de La Havane prononça l'oraison funèbre de l'illustre manchot. Il le glorifia d'avoir été un fils obéissant de l'Église, et démontra doctement qu'il avait écrit *Don Quichotte* dans la seule vue d'amener les pécheurs à conversion. Il partit de là pour établir que la soumission est le secret du génie, et que l'Espagne devait mettre sa gloire à être catholique dans son gouvernement, catholique dans sa litté-

rature, catholique en philosophie et dans les sciences exactes comme dans l'histoire naturelle. En finissant, il prémunit son auditoire contre les influences pernicieuses d'une nation voisine, contre le vent qui souffle des Pyrénées, contre les idées et la langue de Voltaire. Le contraste était étrange entre ce qui se passait à cette heure dans la rue et ce qui se disait dans cette chapelle. L'Église, haranguant la société moderne, n'avait d'autre remède à proposer à ses maux que cette pesante tutelle qui a procuré à l'Espagne, durant des siècles, le repos des cimetières. Il est certain que la mort guérit de tout; mais dans ce siècle les peuples aiment mieux vivre et souffrir. Au demeurant, l'orateur était disert, fleuri; les revenants ont quelquefois l'esprit orné et d'agréables saillies.

Dans l'après-midi, Madrid offrait un aspect sinistre. Les passants s'attroupaient pour causer à voix basse. La circulation était interrompue sur plus d'une place que la foule obstruait, d'autres rues étaient silencieuses et désertes; beaucoup de boutiques étaient closes. Tout le monde prêtait l'oreille; on attendait de minute en minute le bruit de la première décharge, qui donnerait le signal d'une sanglante mêlée. Sur la foi d'une méprise, il se faisait tout à coup une *corrida;* les curieux s'en-

fuyaient à toutes jambes, les portes cochères se fermaient précipitamment, la rue se vidait comme par miracle. La cause de l'alerte était le plus souvent un *aguador* maladroit qui avait laissé rouler son tonneau sur le trottoir. Revenus de leur panique, les badauds ne tardaient pas à reparaître et de nouveau humaient le vent. Dans les jours d'émeute, les peuples du midi, plus encore que ceux du nord, sont partagés entre l'inquiétude et le désir de voir, qui finit toujours par l'emporter; la plus vive de leurs passions est la gourmandise des yeux.

Cependant, vers trois heures, la commission permanente était entrée en séance. A l'exception de M. Figueras, qui appartenait à sa douleur, et de M. Pi y Margall, retenu dans son cabinet par d'importantes consultations, tous les ministres s'étaient présentés à l'appel. Le parti radical avait confié à M. Rivero le soin d'attacher le grelot. Longtemps effacé par quelques-uns de ses collègues, il avait repris ce jour-là le premier rôle; il était l'homme de la situation, et, dans la pensée de beaucoup de gens, le chef du nouveau gouvernement qu'on se disposait à proclamer. Les longs discours n'étant plus de saison, on pensait qu'il ne parlerait que pour la forme, qu'après une courte et véhémente préface il réclamerait énergiquement la convoca-

tion des cortès, peut-être le changement immédiat du ministère. Son attitude et son langage déconcertèrent toutes les conjectures. Il prononça un verbeux plaidoyer dont le contenu n'étonna pas moins que la longueur. Il signala les services essentiels que les radicaux avaient rendus à la république, la noire ingratitude dont on avait payé leur dévoûment. Tel un auteur dramatique qui a fait une pièce en collaboration, et qui, rappelant à son associé les heureuses idées qu'il lui a fournies, lui reproche de s'être fait la part du lion dans le succès et dans les bénéfices. L'orateur alla même jusqu'à insinuer en termes peu couverts que son parti, désabusé depuis longtemps sur les chances de la royauté étrangère, avait travaillé en secret à son renversement; il se vanta que pour sa part, si le roi se fût permis de renouer avec les conservateurs, il n'aurait pas balancé en sa qualité de président à transformer les cortès en convention nationale. Il conclut en demandant aux ministres s'ils ne songeaient pas à rétablir un pacte d'alliance entre les républicains de la veille et les radicaux. A ce prix seulement, ils pouvaient recouvrer la bienveillance des classes moyennes, relever le crédit de l'État, fortifier la discipline dans l'armée. La prudence leur faisait un devoir de donner des

gages à leurs anciens alliés, d'ajourner les élections, et de s'entendre avec les cortès radicales pour asseoir solidement la république.

Quel que fût le dessein de M. Rivero, son discours ressemblait beaucoup moins à une déclaration de guerre qu'à une proposition d'accommodement. Il paraissait en appeler à l'équité de ses adversaires, leur mettre le marché à la main. Pouvait-on dire plus clairement : « Nous avons fait une paix fourrée avec les conservateurs, et nous tenons un maréchal dans notre manche; cette alliance vous est bien dangereuse, ne ferez-vous rien pour la rompre? » Si le ministère avait eu quelque inquiétude, ces conclusions inattendues la dissipèrent; il respira, un vainqueur qui demande à traiter confesse qu'il doute de sa victoire. Il répondit par la bouche de M. Castelar que la république se gardait bien de méconnaître les bons offices des radicaux, qu'elle regrettait sincèrement les mésintelligences qui l'avaient brouillée avec ses alliés, que leur impatience était cause de tout le mal, qu'ils avaient paru trop pressés de toucher le prix de leurs services, qu'ils eussent à s'effacer quelque temps encore et à s'en remettre à l'avenir, qui sûrement les dédommagerait. Après avoir exécuté des variations brillantes sur ce

thème, le ministère entonna son refrain favori, déclarant qu'on exagérait à plaisir la gravité de la situation, que sans doute le navire avait essuyé quelques bourrasques, mais que la coque n'était point avariée, et que, pilote et matelots, tout l'équipage ferait son devoir.

Tout à coup le ministre de la guerre, une dépêche à la main, interrompit la discussion, sous prétexte qu'il était survenu un grave incident dont il désirait conférer avec ses collègues. Quelques instants après, le ministère annonçait à la commission permanente que les bataillons de l'ancienne milice, rassemblés dans la *Plaza de Toros*, s'étaient mis en état de révolte et que, toute affaire cessante, il devait s'occuper de réduire les rebelles. C'était dire aux moutons de la fable : Nous traiterons avec vous quand nous aurons eu raison de vos chiens. Déroutée par le tour inattendu qu'avait pris le débat et par ce coup de Jarnac plus imprévu encore, la commission, après une faible résistance, consentit à suspendre sa séance jusqu'au soir. Joseph de Maistre prétend qu'à la guerre on n'est vainqueur ni vaincu qu'en idée, et que l'armée qui lâche pied est celle qui d'avance se sent battue. Il en va de même des commissions, elles sont perdues quand elles se prennent à croire à leur défaite.

Que faisait pendant ce temps le maréchal Serrano? Enfermé dans son hôtel, où lui tenait compagnie un nombreux état-major prêt à recevoir ses ordres, il n'en donnait point, parce qu'il n'en pouvait point donner. Il voulait se présenter au soldat, non comme un chef de mutins, mais comme le défenseur de la loi, représentée par les cortès, et il attendait, pour entrer en campagne, de recevoir de la commission permanente un carré de papier qui lui apprendrait qu'elle l'avait muni de pleins pouvoirs. Les heures se passaient, le papier n'arriva point. Le destin condamnait l'épée du maréchal à demeurer clouée dans son fourreau ; elle s'étonnait de cette mésaventure, qui lui était nouvelle.

Actif et résolu, le gouvernement ne perdait pas le temps précieux que lui accordaient les indécisions et les atermoiements des coalisés. Désormais il pouvait compter sur cette admirable garde civile dont les Espagnols sont justement fiers, et qu'on n'aurait pu détourner de son devoir qu'en lui prouvant que son devoir était douteux. Personne ne s'étant chargé de lui faire cette démonstration, elle ne voyait devant elle que des magistrats et des émeutiers, et son choix était fait. L'artillerie suivit son exemple. Vers sept heures, on

entendit rouler dans la rue d'Alcala les canons qui se dirigeaient vers le Prado, et la *Plaza de Toros* fut bientôt étroitement cernée et bloquée. Les bataillons de la milice qui s'y trouvaient renfermés ne tardèrent pas à comprendre que la partie était perdue et la résistance impossible. Pour obtenir leur élargissement, ils durent se laisser désarmer, cérémonie plus humiliante encore pour les chefs qui les avaient inutilement compromis que pour ces braves gens, dont plusieurs versèrent des larmes de rage en livrant leur fusil.

Tout était fini ou à peu près quand à neuf heures la commission rouvrit sa séance. Elle manda les ministres, qui répondirent cette fois avec l'insolence de la victoire qu'ils n'auraient garde de se déranger, qu'ils avaient fourni des explications suffisantes, qu'un surplus d'entretien ferait longueur. Comme elle insistait, ils l'avertirent charitablement qu'elle eût à pourvoir à sa sûreté. Le conseil n'était pas superflu. La populace échauffée, ivre de son facile triomphe, s'était ameutée autour du congrès, dont elle gardait toutes les issues; quelques hommes de sang, mêlés aux groupes, s'avisaient de demander des têtes. Les députés eurent grand'peine à gagner le large; quelques-uns furent appréhendés au collet et en danger de mort; d'autres ne

purent s'évader qu'à la faveur d'un déguisement. Plusieurs ministres exposèrent leur popularité et leur vie pour arracher sa proie à l'émeute. L'un d'eux alla chercher le duc de la Torre dans la maison où il s'était réfugié, et lui procura une retraite plus sûre en l'emmenant dans sa voiture à la légation d'Angleterre. Nous avons dit qu'en Espagne les luttes politiques engendrent moins qu'ailleurs des haines personnelles. Les vainqueurs du jour se souvenaient qu'en 1866 ils avaient figuré parmi les vaincus, et que, poursuivis et traqués, le général O'Donnell avait facilité leur fuite. Soit générosité native, soit une sorte de fatalisme qui prévoit les retours de fortune, l'Espagnol devient aisément l'ami de son ennemi. Ce fut encore un ministre qui conduisit secrètement M. Martos chez le chargé d'affaires de Belgique. « Je suis ravi de voir que vous êtes si bien logé, dit-il gaîment en lui recommandant l'hôte qu'il lui amenait ; peut-être viendrai-je sous peu vous demander un asile. »

Ainsi se termina sans effusion de sang et à la façon d'une tragi-comédie cette journée qui à son lever avait paru grosse de malheurs ; mais ainsi avorta misérablement ce fameux complot qui s'était annoncé avec tant d'apparat, et sur lequel on fondait de si brillantes espérances. Les conjurés ne

pouvaient s'en prendre qu'à eux-mêmes de leur insuccès; ils avaient eu l'air de s'entendre, et ils ne s'entendaient point. Ces alliés d'un jour se défiaient les uns des autres, et les petites précautions sont le tombeau des grandes entreprises. Les conservateurs accusaient les radicaux d'avoir simulé une attaque pour inquiéter les républicains et les contraindre à traiter séparément avec eux. Les radicaux soupçonnaient le duc de la Torre de vouloir se servir d'eux pour se rendre maître de tout; ils craignaient qu'après la victoire il ne s'empressât de les évincer. De part et d'autre, la crainte d'être dupe avait paralysé les courages, et on s'en était tenu à une vaine démonstration. Un proverbe espagnol dit qu'on ne peut à la fois carillonner et aller à la procession, *no se puede repicar, y andar en la procesion.* Conservateurs et radicaux s'étaient pendus aux cloches, et la procession s'était débandée faute d'un chef pour la conduire. Au reste, se fussent-ils mieux entendus, il est douteux qu'ils eussent mieux réussi. Les temps n'étaient pas mûrs; les réactions ne doivent leurs chances de succès qu'à la banqueroute des révolutions; il leur est facile alors de recruter partout des régiments d'espérances déçues et de patiences lassées. Un enfant, dont le tambour est tout neuf, s'indigne qu'on veuille

le crever; laissez-le faire, lui-même le crèvera demain. Au 23 avril, le fédéralisme tenait encore l'Espagne sous le charme magique de son mystère. Amoureuse de sa marotte, elle en faisait tinter joyeusement les grelots; elle se fâcha tout rouge contre ceux qui en voulaient à son hochet et à sa musique. Demandez-lui aujourd'hui ce qu'elle en pense.

Les colères espagnoles sont terribles, mais courtes. Pendant plusieurs jours encore, il régna quelque émotion dans Madrid; toutefois les scènes de désordre et de violence furent rares, les casquettes rouges n'abusèrent pas trop de leur triomphe. Il fallut leur permettre de violer quelques domiciles où elles s'imaginaient que les chefs de la contre-révolution se tenaient cachés. On eut soin de diriger leurs perquisitions dans des maisons où il n'y avait rien à trouver. Ceux qu'elles cherchaient étaient en lieu sûr, et quittèrent leur refuge quelques jours après pour gagner incognito la France ou le Portugal. Les autorités s'appliquèrent avec un zèle louable à rétablir la tranquillité dans les rues, sinon dans les têtes. Madrid ne tarda pas à reprendre son aspect accoutumé. Un étranger s'étonnait de ce prompt apaisement et en félicitait un conservateur espagnol, qui lui répondit avec mé-

lancolie : « Il est dur pour le sage de devoir son salut à la tempérance des fous. »

Le 23 avril venait de confirmer la victoire républicaine du 23 février ou, pour parler plus exactement, d'en aggraver les conséquences. Le lendemain parut dans la gazette officielle un décret qui dissolvait non-seulement la commission permanente, mais les cortès elles-mêmes, dont les ministres étaient les mandataires. Par cette mesure, le gouvernement provisoire détruisait de ses propres mains l'acte qui légitimait son autorité. Il n'avait plus d'autre raison d'être que de représenter la révolution, et ne pouvait plus s'appuyer que sur elle. Les membres les plus modérés du cabinet maudissaient leurs adversaires de leur avoir mis les armes à la main. Pour avoir raison des coalisés, ils avaient dû accepter les secours des clubs; et contracter envers des hommes qu'ils redoutaient des obligations dont ils sentaient tout le poids. Le général Contreras, qu'il avait fallu rappeler de Catalogne, où sa présence mettait le comble au désarroi de l'armée, avait mis l'émeute à profit pour se refaire une popularité. Il s'était montré à cheval dans les endroits les plus exposés, et le seul coup de feu qui eût été tiré avait été dirigé contre son escorte. Le jour suivant, il fit annoncer par les journaux *urbi*

et orbi qu'au moment où il se rapprochait des avant-postes ennemis un généreux inconnu, se jetant à la tête de son cheval, l'avait supplié de se retirer parce que les réactionnaires avaient juré sa mort. Il sollicitait son sauveur de se faire connaître. On eût dit César s'enquérant du nom de l'avertisseur charitable qui l'engageait à se défier des ides de mars.

Quelques jours plus tard, le général tint chez lui un conciliabule auquel assistaient les principaux meneurs du parti intransigent; d'importantes résolutions y furent prises. On décida que le pouvoir exécutif, suspect depuis longtemps de mollesse et de tiédeur, devait, sous peine de démériter du peuple, se renforcer de quelques esprits avancés qui le mettraient au pas. On décida encore qu'une confédération ne se peut constituer sans l'existence préalable des États qui sont appelés à se confédérer, que par suite il était indispensable que les provinces n'attendissent pas l'élection des cortès pour proclamer leur indépendance. On s'aboucha aussitôt avec le gouvernement, afin d'obtenir de lui qu'il épurât son personnel et inaugurât une politique franchement révolutionnaire. Il ne pouvait se plaindre qu'on ne l'aidât pas dans sa besogne, — on lui apportait le texte de quarante-sept décrets

qu'il eût suffi de faire insérer dans la gazette officielle pour que l'Espagne se trouvât délivrée en un tour de main de tous ses impôts, de toutes ses institutions, et ramenée à l'état de nature. Le ministère résista de son mieux aux ordres qui lui étaient intimés, il demeura fidèle à son plan de ne pas engager l'avenir avant la réunion de la constituante, et il n'accorda qu'une très-faible partie des destitutions qu'on lui demandait ; mais il cherchait à se faire pardonner ses résistances par ses ménagements. Il se voyait contraint de laisser à ses sauveurs une dangereuse liberté d'action et de fermer les yeux sur leurs menées. Dès lors ils purent amasser la poix et l'étoupe, préparer de longue main ce vaste incendie dont les flammes deux mois plus tard faillirent dévorer l'Espagne.

La journée du 23 avril eut une autre conséquence, qui n'inquiétait pas moins les républicains sensés et prévoyants : ils avaient toujours désiré que les conservateurs comme les radicaux prissent part aux élections de la constituante ; ils souhaitaient même que l'opposition y fût assez fortement représentée pour pouvoir leur prêter main-forte contre les exigences et les utopies des intransigents. C'est dire qu'ils chargeaient secrètement leurs ennemis de les défendre contre leurs amis. Il fallait renoncer

à cet espoir. Les radicaux et les conservateurs étaient hors de combat ; leurs chefs s'étaient exilés, la plupart avaient rejoint à Biarritz le maréchal Serrano et M. Martos. Un manifeste annonça bientôt à l'Espagne que, le gouvernement s'abandonnant aux factieux et se montrant désormais incapable de garantir la liberté électorale, l'opposition avait résolu de s'abstenir. C'était une bulle d'excommunication majeure fulminée contre les futures cortès, dont toutes les décisions étaient d'avance frappées de nullité. Le gouvernement ne pouvait plus compter que sur lui-même et sur l'empire de la force, et il sentait combien il lui était difficile d'être fort. C'est le 23 avril que se sont amassés sur l'Espagne les sombres nuages qui couvrent le ciel de la république et qui aujourd'hui encore pèsent sur son avenir.

II

Les cortès constituantes se réunirent le 1er juin. Elles avaient un vice d'origine commun dans l'histoire des parlements espagnols : elles n'avaient été nommées que par une fraction du corps électoral.

A peine y voyait-on figurer une demi-douzaine de conservateurs qui, malgré la consigne, s'étaient obstinés à briguer les suffrages de leurs électeurs. Parmi eux était M. Rios Rosas, cet homme éminent que l'Espagne vient de perdre et auquel la république a rendu un suprême hommage, qui l'a elle-même honorée. Patriote et libéral dans l'âme, ne chargeant personne de lui enseigner ses devoirs, les deux discours qu'il prononça dans une assemblée hostile furent écoutés avec un religieux recueillement, comme si on eût deviné que c'était le chant du cygne. Son début fut fier; il s'applaudit de son isolement, qui lui assurait une entière liberté de parole et de vote. « Est-ce à dire, poursuivit-il, que je ne représente rien ici ? Le cas serait étrange après quarante années d'existence parlementaire; mes amis et moi, nous représentons dans cette chambre les principes, les tendances, les intérêts, les grandeurs et les disgrâces des partis conservateurs. Aussi, quelle que soit notre modestie et quelque soit notre nombre, nous vous dirons fièrement ce que disait le comte d'Onate à l'empereur Charles-Quint : « Sire, je suis petit, mais je pèse beaucoup. » Près de lui siégeait un homme d'un tout autre caractère, ancien modéré, M. Esteban Collantès, qui, pour justifier sa présence dans une assemblée mise

en interdit par ses coreligionnaires, allégua que beaucoup de gens ne peuvent concevoir la vie ni le bonheur sans le plaisir de jardiner, que son jardin était son collége électoral, et qu'il avait juré de ne jamais le laisser en friche.

Sauf ces quelques épaves des anciens partis, la constituante se composait tout entière de républicains, et ces républicains étaient tous fédéralistes, à l'exception de M. Garcia Ruiz, l'homme le plus isolé d'Espagne, seul partisan connu de la république unitaire, et qui aujourd'hui se trouve avoir racolé un parti considérable. On ne devait pas tarder à constater une fois de plus que rien n'est moins homogène qu'une chambre unanime. Les fractionnements et les scissions se déclaraient déjà de toutes parts dans cette trompeuse unanimité. Entre la droite, qui obéissait aux sages conseils de M. Castelar, et l'extrême gauche, qui, gouvernée par le marquis d'Albaïda, entendait remanier de fond en comble toute l'organisation sociale, il y avait place pour plusieurs petits groupes, dont chacun avait son chef et son idée, et pour une foule de députés indépendants, lesquels n'avaient d'autres chefs qu'eux-mêmes, ni d'autre idée que celle d'attraper un portefeuille à la grande loterie du scrutin, masse flottante prête à se porter à

droite ou à gauche et à prendre parti pour l'hameçon le mieux amorcé.

On s'accordait cependant sur un point : gauche et droite, tout le monde voulait la république fédérale *avec toutes ses conséquences*. Qu'entendait-on par là ? Quelqu'un proposa d'envoyer aux États-Unis et en Suisse une commission chargée d'étudier sur place le fédéralisme. Les intransigents se récrièrent ; l'un d'eux déclara que la Suisse était un pays rétrograde, une monarchie déguisée en république. Sans s'informer davantage, l'assemblée proclama d'une seule voix la république fédérale. Aucun des votants n'eût pu dire ce qui venait d'être voté ; les plus clairvoyants craignaient que ce ne fût la guerre civile. Les politiques à formules creuses font l'œuvre de Cadmus : ils sèment les dents du dragon, cette graine féconde germe, et il sort de terre des idées en armes qui s'entre-tuent.

Avant de faire une constitution, l'assemblée devait faire un gouvernement ; elle alla au plus pressé. Le gouvernement provisoire était à bout de voie ; la majorité et la minorité du cabinet réclamaient l'une et l'autre leur divorce. Las de son portefeuille, le représentant de la politique modérée et conciliante, M. Castelar, désirait se consacrer tout entier à son mandat de député et travailler librement

à la propagation de ses idées; il voulait être le tribun de la sagesse. On s'attendait que M. Figueras garderait la présidence du conseil; mais, à force de traiter avec les partis pour en obtenir des concessions et l'ajournement de leurs projets, il avait fait tant de promesses, contracté tant d'engagements secrets, qu'il ne s'appartenait plus ; tout le monde avait hypothèque sur lui. A peine eut-il essayé de former un ministère, il en sentit l'impossibilité, et quitta brusquement Madrid et l'Espagne. L'ostracisme volontaire est de toutes les institutions espagnoles la mieux établie et la plus appréciée de tous les partis. L'opinion publique, qui est indulgente, se contente de cette expiation que le coupable s'impose à lui-même; elle n'exige point qu'il purge sa contumace. Il n'est pas en Espagne d'homme politique qui n'ait eu des mésaventures, et qui après un échec n'ait disparu furtivement; il donnait ainsi au malheur le temps de l'oublier.

M. Pi y Margall se chargea de la tâche ardue que déclinaient tous ses collègues. Il était le candidat désigné des illusions qui régnaient encore, et de l'émeute qui grondait aux portes du congrès. Il exposa son plan de conduite en ces termes : politique de défiance ou d'hostilité à l'égard des anciens partis, politique de conciliation entre toutes les fractions

du parti républicain fédéraliste. Jamais programme ne fut plus chimérique. Quel accord pouvait-on établir entre les admirateurs sincères des États-Unis et les énergumènes qui considéraient l'anarchie comme la plus glorieuse des institutions, entre les partisans d'un gouvernement fort et sérieux et les apôtres de l'émeute, entre ceux qui demandaient le rétablissement de la discipline militaire et ceux qui entonnaient des hymmes *à la sainte indiscipline* et proclamaient *l'autonomie du soldat?* Autant valait rêver cet âge d'or « où le narcisse fleurissait sur les aulnes, où le loup paissait avec les brebis. »

Très-intolérant avec les uns, très-accommodant avec les autres, M. Pi rejetait de la sainte alliance tous les nouveaux convertis qui avaient contracté avec la république un mariage de raison ; il y souffrait tous les fous et tous les bateleurs de la veille, du jour et du lendemain. La communauté qu'il voulait établir reposait sur un mot, que chacun comprenait à sa façon. Passe encore s'il eût promulgué deux décrets portant l'un que tout Espagnol était tenu sous peine de la vie de se dire fédéraliste, l'autre que sous peine de mort il lui était défendu d'expliquer ce qu'il entendait par là. Caractère pur, esprit distingué, M. Pi appartient, dit-on, à la race des sectaires flegmatiques, seule es-

pèce d'hommes qui soient incapables de se rendre à l'évidence. Sourd aux objections comme aux leçons des événements, il ne s'émouvait de rien; son sourire et sa logique possédaient les secrets de l'avenir. Ses adversaires, modifiant un peu les termes de son programme, le formulaient ainsi : défiance à l'endroit des hommes d'ordre, complaisance à l'égard des hommes de désordre.

Le nouveau chef du pouvoir exécutif avait pris ses ministres moitié dans la droite, moitié dans la gauche de la chambre. Ce ministère était incapable de rien décider, faute de s'entendre sur rien; chargé de montrer son chemin aux cortès, il était lui-même occupé à le chercher. M. Pi employait la meilleure partie de son temps à concilier ses auxiliaires; il leur remontrait vainement qu'ils avaient les mêmes principes, que leurs mésintelligences ne portaient que sur des détails. Le moyen de mettre d'accord des médecins appelés au chevet d'un mourant, quand les uns soutiennent que sans les grands remèdes il ne passera pas la nuit, et les autres qu'il n'a rien à craindre, que sa maladie est un excès de santé ? Ses heures de loisir, M. Pi les consacrait à parlementer avec les clubs, leur prêchant la douceur, la patience et la légalité. Il ne pouvait obtenir des concessions qu'en en faisant lui-même ; on as-

surait à la vérité qu'il en faisait plus qu'il n'en obtenait, que l'empire qu'il se flattait d'exercer sur les cerveaux brûlés était imaginaire. On citait le mot fameux : « Il faut bien que je les suive, puisque je suis leur chef. » On l'accusait aussi de faire plus d'avances aux méchants qu'aux gens de bien. Il se disait sans doute : « Les honnêtes gens aiment mieux avoir un gouvernement qui leur déplaît que de n'en point avoir du tout, je peux compter sur eux ; mais les autres qui désirent n'en point avoir, mon succès sera grand si je réussis à leur persuader qu'il en faut un peu. » Personne ne s'abusait moins que lui sur les projets de l'Internationale ; il se multipliait pour l'amener à résipiscence. Dans la contrée de Mossoul, près du Tigre, habitent les Yézides, peuplade kourde très-détestée des islamites. Ils passent pour ne pratiquer en fait de culte que l'adoration du diable. « Pourquoi, disent-ils, nous mettre en peine d'obtenir les bonnes grâces d'un Dieu tout bon et tout prévoyant? celui qu'il faut fléchir, c'est le méchant, c'est l'ennemi. »

On a calomnié les intentions de M. Pi en prétendant qu'il avait soufflé le feu dans l'Andalousie et favorisé sous main l'insurrection cantonaliste. Les intransigents avaient fait de nombreux efforts pour le gagner à leurs idées et lui faire agréer leurs

moyens; il a opposé à leurs tentatives une résistance qu'on a pu trouver un peu molle, mais qui ne s'est jamais démentie. Il s'est toujours prononcé pour les moyens légaux; il voulait l'ordre, mais il le voulait à sa manière, et il avait le tort de croire à la vertu toute-puissante des bons avis et de la persuasion. On a rencontré plus juste en qualifiant son administration de *gouvernement de missionnaires*. Convaincu qu'on ne gagne rien sur les passions en les heurtant de front, il négociait avec les cantonalistes et leur faisait porter ses conseils par des ambassadeurs d'un caractère doux et liant, qui avaient ordre de revêtir de formes flatteuses la morale austère qu'ils prêchaient. Ces personnages agréables, *personæ gratæ*, lui semblaient plus propres à ramener les fanatiques. Il y a quelque chose de spécieux dans cette méthode de faire guérir les fous achevés par des demi-fous, qui ont des intervalles lucides. Ils connaissent par leur expérience personnelle la maladie qu'ils sont appelés à traiter, et la sympathie qu'ils témoignent aux malades est faite pour toucher leur cœur; mais il faut se défier des rechutes. Tel agent, tel gouverneur civil dépêché par M. Pi en Andalousie ou en Murcie, après avoir longtemps raisonné avec l'émeute, ont jugé à propos de se mettre à sa tête pour modérer le

mouvement, comme ils le disaient. Les missionnaires n'ont pas converti les sauvages ; ce sont les sauvages qui ont converti les missionnaires.

L'insurrection ne tarda pas à éclater. Elle débuta par les troubles d'Alcoy, ville de 16,000 âmes, située entre Alicante et Jativa, et l'un des centres manufacturiers du midi. Ces scènes de désordre, auxquelles l'Internationale imprima son caractère, donnèrent lieu à d'horribles excès dont l'Espagne fut épouvantée. A la suite d'une grève d'ouvriers et de la nomination d'une junte révolutionnaire, l'hôtel de ville fut pris d'assaut, les conseillers municipaux jetés par les fenêtres et massacrés. Le gouvernement chargea le général Velarde d'occuper la ville et d'y rétablir l'ordre ; on lui commanda aussi de n'opérer aucune arrestation, de ne point rechercher les auteurs de ces sanglantes saturnales.

Le branle avait été donné. Bientôt Séville, Cadix, Grenade, Cordoue, Valence, d'autres villes encore, proclamèrent leur indépendance et formèrent chacune un État dans l'État. Les fonctionnaires nommés par M. Pi firent la plupart acte d'impuissance ou de complicité. Les uns, sous prétexte de conciliation, consentaient à retirer les troupes des communes insurgées ; d'autres assistaient impassibles aux sévices exercés par une populace en démence

contre une poignée de carabiniers et de gardes civils esclaves de leur devoir. Les gouverneurs de Cadix et de Cordoue ne se firent pas scrupule de présider des comités et des juntes cantonales; le gouverneur d'Alicante déserta son poste. On put craindre que le mal, gagnant de proche en proche, n'envahît toutes les provinces, que les plans de l'Internationale ne fussent sur le point de s'accomplir, et que l'Espagne, menacée d'une décomposition putride, n'offrît plus aux regards de l'Europe étonnée que l'assemblage confus de quelques milliers de municipes autonomes régis par la violence et administrés par le pillage. Les oiseaux de proie étaient contents; le plus mince épervier se flattait d'attraper son lopin, après que les faucons se seraient servis. Quiconque ne se sentait ni faucon ni épervier avait le cœur pesant, se demandant avec inquiétude quand viendrait son tour d'être mangé. Les philosophes se frottaient les yeux : une grande nation semblait prête à se dissoudre en une poussière d'hommes et à s'évanouir comme un songe. On avait tort de désespérer; pour conjurer le fléau, il suffisait d'un homme qui sût vouloir.

Le 19 juillet, M. Rios Rosas s'écriait au congrès : « Nous regardons comme juste et naturel que le gouvernement représente les idées, les opinions et

même les préjugés du parti républicain. Dieu nous garde de vous demander d'être infidèles à vos principes; mais vous avez des devoirs à remplir envers nous. Si, dans le régime parlementaire, les ministres procèdent des majorités et s'inspirent de leur esprit, ils doivent tenir compte aussi des droits et des intérêts de la nation. En échange de l'appui que nous vous avons prêté hier et que nous vous prêterons demain, nous ne vous demandons qu'une chose, c'est de gouverner. Je répète avec insistance que nous espérons que vous gouvernerez, parce qu'à mon avis, depuis le 11 février, la république s'est donné un gouvernement qui ne lui a pas fait l'honneur de la gouverner. »

L'éloquent orateur était l'interprète du sentiment public, que la gravité du péril avait réveillé. Les honnêtes gens de tous les partis s'indignaient de voir les héros du cantonalisme, *condottieri* sans principes, véritables chevaliers d'industrie de la politique, procurer au duc de Madrid la seule chance qu'il eût de vaincre, et préparer par l'anarchie l'inévitable triomphe du despotisme. Ils s'indignaient plus encore de l'apathie des autorités, de leurs complaisances semblables à des trahisons, des incessants défis portés à la loi dont personne ne vengeait les injures, et du scandale de cer-

taines impunités qui encourageaient tous les crimes et anéantissaient la justice. Le ministère était en pleine crise. On put croire que, détrompé par l'expérience, M. Pi renoncerait à sa politique résolûment indécise, qu'il formerait un cabinet homogène, choisi tout entier parmi les républicains modérés. Il n'en fit rien; ancré dans ses idées comme dans ses amitiés, il persistait à machiner des fusions aussi chimériques et aussi périlleuses que celle qu'ont tentée des monarchistes dans un autre pays. Les journaux d'opposition le comparaient au somnambule qui rêve, les yeux ouverts, sur le bord d'un abîme, à l'astrologue de la fable qui, le regard fixé sur son étoile polaire, n'aperçoit pas le puits qui l'attend. Les puits finissent toujours par avoir raison des astrologues. M. Pi tomba, fort de sa conscience, qui ne lui reprochait rien; mais un homme politique est tenu de s'occuper un peu de la conscience des autres.

On respira quand on entendit son successeur, M. Salmeron, déclarer hautement qu'il se consacrerait tout entier au rétablissement de l'ordre public, et qu'on le vit aussitôt confirmer ses promesses par des actes de vigueur. Si faibles que fussent les ressources dont il disposait, elles lui suffirent pour frapper des coups décisifs. Quelques

régiments conduits par le général Pavia s'emparèrent de vive force de Séville, où les factieux avaient eu le loisir de se fortifier. Peu s'en fallut que la merveilleuse cité ne payât chèrement la défaite de sa commune. L'indomptable élan du soldat ne laissa pas au pétrole le temps de consommer son œuvre; l'Espagne tressaillit de joie en reconnaissant son armée. Ce premier succès entraîna la reddition de Cadix, de Cordoue, de Grenade, de Malaga, de Valence. L'insurrection fut resserrée dans Carthagène, où le général Contreras avait établi sa dictature, et qui exigeait un siége en règle. La ville des Scipions, avec ses fortifications, son arsenal, son parc d'artillerie, sa rade magnifique dans laquelle, comme on l'a dit, deux flottes pourraient se livrer une bataille à huis-clos, devait rester longtemps au pouvoir des cantonalistes, et infliger à l'Espagne cette humiliation suprême de voir ses bâtiments de guerre convertis en pirates et manœuvrés par des forçats.

Cependant, après cet heureux début, M. Salmeron résigna tout à coup ses pouvoirs, cédant à d'honorables scrupules qui méritent d'être notés. Le sang d'Alcoy criait. L'opinion ne réclamait pas seulement des mesures énergiques contre les ennemis de l'État; elle exigeait qu'après la victoire

on en finît avec le système des ménagements et des amnisties, que les coupables fussent châtiés sans merci, les chefs surtout, et ces meneurs qui font exécuter leur œuvre de ténèbres par d'aveugles instruments,

Et se sauvent dans l'ombre en poussant l'assassin.

Les généraux déclaraient ne pouvoir répondre de l'ordre et de la discipline que si on les autorisait à faire un exemple des soldats et des officiers qui avaient déshonoré leur uniforme en s'enrôlant dans l'émeute. Ils sollicitaient le gouvernement d'assurer un libre cours à la justice et leur entière exécution aux arrêts des tribunaux militaires. M. Salmeron avait combattu la peine de mort, il en avait poursuivi l'abolition. Il ne voulut ni démentir ses principes, ni énerver le pouvoir en se refusant à des rigueurs qu'il jugeait lui-même nécessaires. Il échangea la présidence du conseil contre celle des cortès, promettant à son successeur un concours loyal et empressé.

M. Castelar le remplaça; il arrivait à son heure. Sa politique, longtemps traversée par le fanatisme de son parti et par le malheur des circonstances, avait pour elle le vœu national, l'espérance des gens de bien, le repentir de plus d'un révolution-

naire détrompé; elle pouvait seule défendre contre ses propres fautes la république compromise et déconsidérée. Dès le 30 juillet, il s'était écrié avec un généreux courage, qui fut taxé d'imprudence : « Je désire que la république soit fondée par les républicains; mais je désire aussi qu'elle se fortifie en empruntant aux partis conservateurs cet esprit de gouvernement grâce auquel ils nous ont si souvent vaincus et éliminés de la vie publique dans toute l'Europe. N'êtes-vous pas frappés de ce phénomène, messieurs les députés? Les partis avancés, auxquels nous nous faisons gloire d'appartenir, sont des météores fugitifs et disparaissants. Ils règnent quelques mois en Italie, à Vienne, à Francfort, un an à peine en France, quelque temps en Espagne, et s'évanouissent tout à coup, pareils à une comète sanglante, chassés non par leurs ennemis, mais par leurs propres passions, par leurs erreurs, par leur intempérance et surtout par leurs fatales entreprises contre eux-mêmes. — Nous autres, républicains, poursuivait-il, nous tenons du prophète plus que du politique, l'idéal nous est cher, et nous méprisons l'expérience; nous embrassons du regard le vaste ciel de la pensée et nous tombons misérablement dans la première fondrière qui se trouve sur notre chemin. Il en

résulte que nous laissons aux ennemis des partis progressifs l'honneur de fonder les idées progressives, comme le juif saint Paul fonda le christianisme, comme le monarchiste Washington fonda la république de l'Amérique du Nord. Tout ce que nous avons conçu et annoncé, ce sont les conservateurs qui l'ont réalisé. Qui a proclamé l'affranchissement de la nation hongroise? Un républicain, Kossuth. Qui l'a réalisé? Un conservateur, Deak. Qui a demandé l'abolition du servage en Russie? Des républicains. Qui l'a réalisée? Un empereur. Qui a rêvé et prêché l'unité italienne? Un républicain, Mazzini. Qui l'a créée? Un conservateur, Cavour. Qui a projeté de réunir l'Allemagne en corps de nation? Les républicains de Francfort. Qui a fait ce qu'ils n'avaient pas su faire? Un impérialiste, un césarien, le prince de Bismarck. Qui a réveillé l'idée républicaine trois fois étouffée en France? Des poètes et des orateurs. Qui l'a consolidée et mise à l'abri des coups d'État comme des coalitions monarchiques? Un conservateur, M. Thiers. Ne démentirons-nous jamais cette loi de l'histoire, et pensez-vous nous réhabiliter par votre folie, par vos cantons, par vos soulèvements militaires, par votre démagogie prétorienne sans nom, sans titre et sans responsabilité? Non, n'at-

tendez de ces criminelles démences que la destruction prochaine et l'irrémissible déshonneur de la république. »

Le 8 septembre, quand il prit possession de la présidence du pouvoir exécutif, le tribun assagi répéta en les fortifiant les mêmes déclarations. « Je vous le dis franchement, s'écria-t-il, vous livrez la démocratie à son plus mortel ennemi, à cette démagogie qui conspire éternellement dans l'ombre, qui n'a que des appétits et point d'idées, et, obéissant à des instincts pervers, enseigne au peuple la vengeance quand il ne doit vouloir que la justice, — à cette démagogie enfin qui répand dans l'air la terreur sociale et prête aux césars ses épaules pour les hisser au pouvoir. Voilà ce que nous réprouvons de toutes nos forces, voilà ce que nous combattrons avec toute la vigueur de notre caractère et toute l'énergie de notre autorité... Oui, nous tenons à prouver que la vraie démocratie n'est pas seulement la liberté, qu'elle est aussi l'ordre et la justice, qu'elle n'est pas seulement le droit, qu'elle est l'autorité. Telle est notre ambition; nous aspirons à convertir le parti républicain en un parti de gouvernement. »

En ce qui touchait le rétablissement du code militaire, l'orateur s'exprimait sur ce point délicat

avec une noble franchise, non sans rendre hommage aux scrupules de son prédécesseur. « La suppression de l'échafaud, disait-il, est un de nos principes ; mais il n'est pas de république au monde, y compris la Suisse, qui admette qu'une armée puisse subsister sans discipline, et qui n'ait écrit dans son code militaire, comme sanction suprême, la peine de mort. » Et faisant allusion à de déplorables incidents qui s'étaient passés en Catalogne et ailleurs : « Est-il possible de souffrir, continuait-il, que des convois restent en route, que des officiers se voient contraints d'abandonner leurs régiments, que des soldats crient impunément : à bas les galons ! que des fusils soient livrés aux carlistes, que ceux qui répondent de l'ordre pillent et maraudent, que Cabrinety meure parce qu'un cornette a plus d'autorité que lui sur ses bataillons? Pouvons-nous tolérer de tels désordres un jour de plus, et voulons-nous laisser croire à l'Europe que la société espagnole est revenue à l'état sauvage, qu'elle a proclamé la république pour se donner un vernis de civilisation, mais qu'elle conserve au fond de ses entrailles tous les germes de la barbarie ? Non, je ne puis ni ne dois y consentir. Accusez-moi d'inconséquence ; je vous laisserai dire et ne me défendrai point. Ai-je le droit

de sauver à tout prix ma réputation et de la préférer au salut de mon pays? Que mon nom périsse! que la postérité me crie anathème! que la génération présente me mette au ban ou me condamne à l'exil! peu m'importe, j'ai assez vécu; mais que la république ne se perde pas par ma faiblesse, et surtout, messieurs, que personne ne puisse dire que la patrie a péri dans nos mains! »

Schiller disait : C'est par religion que je ne professe plus aucune religion. M. Castelar pouvait alléguer une conviction supérieure pour justifier son infidélité à ses convictions. On peut sans honte abjurer ou ajourner une utopie; celui-là seul se déshonore qui renie la liberté après l'avoir connue, car elle seule est un principe, et il n'y a point de recours contre les principes, point d'excuse pour qui les trahit. Les accents émus d'un honnête homme éloquent triomphèrent de toutes les objections des cortès. L'émeute n'était plus la maîtresse de Madrid, et les casquettes rouges apprenaient à respecter la garde civile. Les clubs se trouvaient réduits à l'impuissance, non par des lois coercitives, mais par le discrédit profond qu'avaient attiré sur eux leurs déclamations et leurs violences. M. Castelar fit ses conditions à son parti, et son parti les accepta.

La mise en vigueur de la loi de sûreté publique, l'application rigoureuse du code militaire, le règlement immédiat de la question des artilleurs à l'avantage des parties lésées, les commandements confiés à des généraux de toutes les opinions et le mérite obtenant le pas sur le zèle intéressé, les corps de volontaires réorganisés ou dissous et l'appel de toutes les réserves, les débats sur le projet de constitution indéfiniment ajournés, les cortès prorogées jusqu'en janvier prochain, tel était le programme du nouveau ministère. Les cortès entrèrent en vacances après avoir nommé une commission permanente qui, présidée par M. Salmeron, n'a point mis d'entraves à la liberté d'action du pouvoir exécutif. L'Espagne vit pour la première fois se faire une éclaircie dans son ciel. La logique des écoles est une dangereuse maîtresse de la vie humaine, les dogmatiques et les infaillibles sont la peste des nations ; elles tresseraient volontiers des couronnes à qui se laisse arracher par l'expérience « cet aveu d'avoir failli qui coûte tant à notre orgueil. » Si la république espagnole vit encore, c'est une inconséquence qui l'a sauvée.

III

Le gouvernement que l'Espagne s'est donné le 8 septembre s'est trouvé aux prises avec une tâche aussi laborieuse qu'effrayante. Six mois d'anarchie et de licence avaient faussé ou démonté tous les ressorts de l'État. Le mal était si grand qu'on pouvait se demander s'il n'était pas sans remède. La politique inaugurée par M. Castelar a remporté d'emblée deux avantages. Pour ranimer dans le soldat le sentiment de l'honneur et le respect de la discipline, il a suffi de quelques tristes rigueurs commandées par les circonstances, de la nomination de quelques chefs expérimentés et consciencieux, tels que le général Turon, chargé de réorganiser l'armée de Catalogne. En même temps, il s'opérait comme une détente subite dans les inquiétudes et dans les passions. Par l'entremise de leurs *caudillos*, revenus d'exil, les partis décrétèrent une trêve et promirent leur appui au ministère dans son œuvre de réparation. L'état moral du pays s'est amélioré, sans que le gouvernement ait abusé des pleins pouvoirs que lui avaient votés les cortès. Il n'a prohibé que les appels à la violence

et les commentaires indiscrets ou malveillants sur les opérations des généraux dans le nord ; mais il a respecté scrupuleusement le droit de réunion et d'association, et poussé les égards pour la liberté de la presse jusqu'à lui permettre de glorifier don Carlos ou d'émettre des vœux pour l'avénement d'Alphonse XII. Jamais dictature ne fut si libérale ; comme l'a dit Mme de Staël, « on n'a point recours au despotisme quand on a pour soi l'opinion. »

Le gouvernement de la république espagnole avait déjà beaucoup fait, il lui restait encore davantage à faire. Où qu'il portât ses regards, il apercevait des ennemis à combattre, sans parler des cuisants soucis que lui donnait Cuba, dont la révolte s'éternise et que convoite un puissant voisin. La capture d'un bâtiment flibustier qui arborait le pavillon des États-Unis menaça d'ajouter de nouvelles difficultés à toutes celles que depuis longtemps suscite à la mère-patrie la reine des Antilles. La sagesse du cabinet de Washington et du sénat américain a donné à cette querelle un pacifique dénoûment. Sans contredit, l'Espagne avait de bonnes raisons à faire valoir ; mais, quand on n'a pas les bras libres, a-t-on le droit d'avoir raison ? Castillans ou Andalous, il est des Espagnols dont l'intrépide confiance attend de toutes les disgrâces

des conséquences favorables; leur optimisme bat monnaie avec leurs malheurs. On en connaît, par exemple, qui regarderaient la banqueroute comme un bienfait, parce que les capitalistes, refusant désormais leur argent à un gouvernement insolvable, le reporteraient dans les entreprises agricoles et industrielles qui chôment faute de capitaux. D'autres ne craignent pas d'affirmer qu'une guerre entre leur pays et la république étoilée aurait cet heureux résultat de mettre un terme aux divisions des partis, de les réunir tous dans un commun enthousiasme. Ce serait acheter bien cher un avantage très-précaire et très-incertain. La Péninsule suffit à l'activité de son gouvernement. Si le cantonalisme a rendu les armes, on n'a pu jusqu'à ce jour reprendre une offensive énergique contre les carlistes, ni remporter sur eux que des victoires stériles, qui manquent de souffle. A Los Arcos comme à Puente-la-Reina, le général Moriones a vaincu; deux fois ses soldats ont enlevé les positions de l'ennemi, deux fois, faute de ressources suffisantes, il n'a pu poursuivre ses avantages. Ceux qui lui ont reproché la lenteur et l'inutilité de ses succès oubliaient le temps qui est nécessaire, non-seulement pour réunir les réserves, mais pour les équiper et les exercer. L'Espagne est un pays où les espé-

rances des hommes sont aussi impatientes que la résistance des choses est opiniâtre.

Les pessimistes assurent qu'en reconstituant l'armée le gouvernement fait une œuvre qui le trompe, qu'il se prépare de redoutables difficultés. Ils prévoient que, la guerre finie, le soldat appartiendra aux chefs qui lui auront appris à vaincre, et que l'épée d'un capitaine heureux disposera des destinées de l'Espagne. On réplique à cela que les temps et l'esprit du soldat sont changés, que l'ère des *pronunciamientos* est close. C'est à l'événement de décider entre ces prévisions contraires. « Vous nous accuserez, disait M. Castelar, d'avoir peu d'instinct de conservation. Je vous répondrai que nous subissons la loi de la nécessité, que, malgré les exemples néfastes que nous fournit notre histoire, je crois à la parole d'honneur des généraux espagnols, que depuis la révolution de septembre, c'est-à-dire pendant cinq années, les insurrections militaires ont été épargnées à l'Espagne, qu'enfin il n'y a pas d'épée si tranchante, ni de conjurations si bien ourdies qu'elles puissent mettre en danger la république et l'attachement que lui ont voué nos soldats. Au surplus, danger pour danger, s'il en est un qui nous menace, j'aime mieux qu'on m'accuse d'avoir trop présumé de la loyauté de *caballeros*

espagnols que si on me reprochait d'avoir laissé don Carlos s'avancer jusqu'aux portes de Madrid. »

Malheureusement d'autres périls plus certains menacent l'avenir de la république. L'un des plus graves est la situation financière, si inquiétante pour les Espagnols et encore plus pour leurs créanciers. Tous les partis en sont également responsables, ils ont travaillé tous à empirer le mal. Depuis quarante ans qu'ils se succèdent au pouvoir, ils se sont appliqués à grever de nouvelles charges et de nouveaux embarras le patrimoine compromis dont ils avaient hérité. L'Espagne, qui a tant de vertus brillantes, n'a pas celles qui font prospérer les ménages. Elle n'a jamais su régler ses besoins sur ses revenus, elle a toujours dilapidé ses ressources. Elle produit des politiques et des généraux; ce qui lui a manqué, ce sont des administrateurs et un ministre des finances qui joignît un peu de génie à beaucoup de caractère. Philippe II vivait déjà d'expédients, tout le monde après lui a jugé bon de se conformer à son exemple.

L'Espagne en est arrivée à ce point que sa situation politique lui permet difficilement d'asseoir avec succès de nouveaux impôts, et que l'état de son crédit lui laisse peu de chances de contracter

de nouveaux emprunts. « Depuis longtemps, écrivait-on naguère, le trésor est écrasé par une dette flottante qui augmente avec les embarras journaliers; depuis longtemps, le budget se solde par un énorme déficit qui consume nos ressources et tue notre crédit; depuis longtemps enfin, l'administration, sujette à toutes les instabilités de la politique et rongée par le cancer de l'*empleomania*, ne sait ni administrer ses revenus, ni accroître ceux qu'elle possède, ni s'en créer de nouveaux. On recourt à l'emprunt, et on consolide la dette flottante; mais les intérêts de la dette consolidée détruisent de nouveau l'équilibre du budget, de telle sorte que la dette flottante créée par le déficit engendre à son tour un nouveau déficit plus considérable encore. Surviennent les crises politiques qui augmentent le taux de l'intérêt, et tous ces accidents s'enchaînent les uns aux autres comme les termes d'une progression croissante, au bout de laquelle est la ruine [1]. »

Cependant, si critique que soit la situation, il ne faudrait pas la juger sur le cours actuel de la rente et des fonds espagnols; comme on l'a remarqué, il indique moins l'insuffisance de l'hypothèque na-

1. *Manifiesto del partido republicano-democratico á la nacion.*

tionale que la crainte de voir anéantir cette hypothèque. On appréhende que, l'Espagne se décomposant en cantons, les provinces autonomes ne gardent pour elles leurs forêts, leurs mines, leurs salines, leurs routes et toutes les richesses renfermées dans leur territoire, qu'elles ne contestent à l'État ses droits et que l'unité financière ne se rompe. L'Espagne pourrait dire aux chefs de son armée : Faites-moi de bonne stratégie, et je vous ferai de bonnes finances. Les généraux qui combattent don Carlos tiennent dans leurs mains les destinées du trésor et de la bourse de Madrid. Que les créanciers de l'Espagne soient assurés que les ressources de l'État ne seront plus dévorées par le budget de la guerre et qu'il sera libre de les consacrer à l'exécution de ses engagements ; que le travail renaisse avec la sécurité ; que le commerçant ne soit plus exposé à voir ses marchandises retenues pendant des mois dans quelque gare sans pouvoir franchir les lignes carlistes ; alors on pourra penser à conjurer la banqueroute et amender un état de demi-faillite, qui pour le moment demeure sans remède. Le malheur est que, pour faire de bonne stratégie et pour en finir avec le carlisme, il faut avoir de l'argent, puisqu'il est le nerf de la guerre. Tel est le cercle vicieux

où se débat le gouvernement de la république.

Un autre danger l'attend [1]. Quand les cortès auront repris leurs séances, les questions politiques, sacrifiées pour un temps, s'imposeront de nouveau. Il faudra constituer l'Espagne, fixer le régime sous lequel elle doit vivre. Quelques arguments qu'on puisse présenter à la décharge de la république fédérale, les faits ont parlé, et toute doctrine est jugée sur ses conséquences. L'Espagne sait qu'elle a failli périr. Cette Isis mystérieuse, qui lui promettait la paix et le salut, a déchiré ses voiles; elle lui est apparue sous les traits d'une divinité farouche et pillarde. L'Espagne n'oubliera pas cette apparition, ni son mécompte, ni son épouvante. Il est des mots qu'elle ne peut plus entendre sans frémir; elle fermera la bouche à ses tribuns en leur répétant ce qui fut dit jadis à un avocat célèbre : « Les malheurs naissent sous vos paroles. » Permis à un chimiste qui se livre à de savantes études sur les matières explosibles, et qui en dépit de ses précautions voit sa cornue lui éclater dans les mains et dans les yeux, de recommencer courageusement son expérience; mais les peuples ne se prêtent pas deux fois à de pareilles épreuves : ils

1. Ces dernières pages ont été écrites au mois de décembre 1873.

ne se croient point tenus d'exposer leur existence pour enrichir la science de conclusions nouvelles; ils jetteront plutôt par les fenêtres et la cornue et le chimiste.

Le cantonalisme a tué le fédéralisme; la seule république possible en Espagne est la république unitaire. Le gouvernement se verra contraint de passer condamnation en bravant les reproches de ses amis et le courroux des intransigents, ou d'engager une lutte ouverte avec l'opinion publique. Il ne peut se tirer d'embarras que par une résolution hardie, par un héroïque sacrifice. Il est de son intérêt de régler d'avance sa conduite, de ne point attendre qu'on lui force la main; il perdrait toute autorité, s'il paraissait se laisser traîner à la remorque. On doit lui souhaiter d'avoir l'audace et même l'effronterie de son repentir; c'est encore une manière de faire figure dans ce monde.

Il est d'autant plus nécessaire que le gouvernement fasse résolûment son choix qu'autour de lui tous les anciens partis sont occupés à rédiger leur programme et à prendre position. La journée du 23 avril les avait réduits au silence. Après le 8 septembre, ils ont fait parvenir aux nouveaux représentants du pouvoir le témoignage de leurs sympathies collectives ou particulières, promettant de

désarmer tant que durerait la guerre civile, et la plupart ont tenu parole. Aussi bien ils n'avaient pas encore arrêté leur plan de campagne; ils passaient leur temps à se tâter, à se pressentir mutuellement. On s'aboucherait les uns avec les autres, on examinait toutes les combinaisons possibles, en évitant de se lier les mains. La confusion était telle que les naïfs ne savaient où donner de la tête, ni à qui s'adresser pour se procurer une cocarde, un chef de file et une opinion, — ils étaient aussi désorientés qu'un soldat qui dans le désordre d'un champ de bataille ne réussit plus à retrouver son régiment. « Je me lève tous les matins sans savoir ce qu'est devenu mon parti, disait l'un d'eux, et, quand je me couche, je ne le sais pas davantage. »

Depuis peu l'ordre s'est fait dans ce chaos; on s'est classé, compté, affirmé, et trois bannières flottent au vent. Par un manifeste remarquable, sagement conçu et nettement déduit, les radicaux ont fait acte d'adhésion à la république, comme au seul gouvernement possible, mais à la république unitaire et conservatrice. « Nous voulons, disent-ils, un gouvernement à la fois démocratique et conservateur, qui défende les conquêtes de la révolution contre les réactionnaires aussi bien que contre les démagogues, et nous pensons qu'une répu-

blique sérieuse et forte donnera plus de sûretés à l'ordre qu'une monarchie, parce qu'elle excitera moins d'ombrages et fera plus facilement reconnaître son autorité. Si nous nous groupons loyalement, ajoutaient-ils, autour du drapeau républicain, nous déclarons en revanche que depuis que le fédéralisme a révélé ses tendances socialistes, après les crimes de Séville et d'Alcoy et les rapines de Carthagène, il nous est impossible d'accepter la république fédérale. Bien loin qu'elle fût une garantie pour les idées libérales, elle leur tournerait à ruine; les principes reconnus par la nation seraient à la merci de toutes les fantaisies locales et des répugnances irréfléchies de plus d'une province. Quels tristes hasards courrait la liberté religieuse, si elle était soumise à la sanction des cantons basques! Le sort de la propriété serait-il plus heureux, si on la confiait à la garde des législateurs de Carthagène? » Ce manifeste, muni de nombreuses signatures, en tête desquelles figure le nom de M. Cristino Martos, président de la junte directrice, a produit une juste sensation. Le parti radical a commis bien des erreurs de conduite, mais, on ne peut méconnaître son importance : il représente, nous l'avons dit, une notable partie de la bourgeoisie, et il a de nombreuses intelligences

dans l'armée. Les radicaux semblent vouloir doter la république espagnole d'un centre gauche, et quel est aujourd'hui le pays qui ne soit pas centre gauche?

Beaucoup moins net dans ses affirmations est le parti constitutionnel, qui s'est mis dernièrement à la discrétion d'une sorte de directoire ou de triumvirat, composé du maréchal Serrano, de l'amiral Topete et de M. Sagasta. Aux termes de ses dernières déclarations, il continuera, comme les radicaux, de prêter son concours au gouvernement, et il demeure fidèle aux principes de la constitution de 1869; mais il réserve la question de république ou de monarchie, sur laquelle il juge encore inopportun de se prononcer. Il est possible que les constitutionnels ajournent leurs décisions pour ne point trahir leurs désaccords. Les uns, paraît-il, persistent en dépit de tout à désirer une royauté étrangère, un roi X ou Y qu'on irait chercher cette fois en Portugal, peut-être en Prusse; d'autres voient le salut de l'Espagne dans un stathoudérat ou dans l'omnipotence d'une épée; d'autres encore se convertiraient volontiers à l'alphonsisme, si le fils d'Isabelle II était moins jeune, si on ne se défiait de ses conseillers et de son entourage, s'il n'était pas né Bourbon, si on n'avait sujet de

craindre qu'il n'apporte sur le trône toutes les rancunes de sa famille, qui ne possède pas le don précieux de l'oubli. Au reste, si les constitutionnels ajournent leur choix, ils n'ont de parti-pris contre rien. Leur directoire a pour mission de surveiller les événements et de leur demander conseil. Les alphonsistes au contraire estiment que toute enquête ou contre-enquête est superflue. Il appert, selon eux, que le carlisme est la barbarie, que la république est l'anarchie, qu'il n'y a d'avenir sérieux pour l'ordre comme pour la liberté que dans le rétablissement de la monarchie parlementaire et historique. Toutefois ils ont, eux aussi, leurs énigmes et leurs réticences. Sur quels principes convient-il d'asseoir cette restauration? Ils ne le disent point. Les constitutionnels ont leur constitution, ils cherchent encore leur gouvernement. Les alphonsistes ont leur roi, il ne leur reste plus qu'à trouver une constitution.

La république et l'alphonsisme sont les deux champions qui se disputent l'Espagne. Nous avons dit quelles difficultés doit vaincre la république; une restauration a les siennes, que ses partisans ne méconnaissent point. Et d'abord comment se fera-t-elle? Sera-ce par une insurrection militaire? Plaise au ciel qu'ils aient raison, ceux qui affir-

ment que les *pronunciamientos* sont devenus plus malaisés qu'autrefois ! et malheur au parti qui aurait le triste courage de déchaîner de nouveau cette peste sur l'Espagne ! Son histoire fait foi que ce que fonde l'épée périt par l'épée. D'ailleurs la monarchie constitutionnelle est une des formes du gouvernement libre. Aussitôt qu'elle s'appuie sur les baïonnettes, elle n'est plus que la dictature déguisée, et un régime qui ment à son principe ne peut se maintenir longtemps ; rien à la longue n'est plus insupportable que l'hypocrisie. Quand M. Castelar prouvait par des exemples que les conservateurs seuls peuvent réaliser les plans conçus par les révolutionnaires, il exprimait d'un mot deux grandes vérités. La première est que la révolution, livrée à elle-même, s'entend mieux à détruire qu'à fonder, la seconde que les conservateurs ne font œuvre qui dure qu'à la condition de mettre leurs talents au service des idées nouvelles. S'il est des résistances nécessaires, la morgue doctrinaire a fait son temps. Aujourd'hui, on gouverne les hommes par l'espérance mieux que par la compression.

Si la révolution de septembre n'avait eu pour résultat que le renversement d'une dynastie, il serait plus facile de défaire son ouvrage ; mais en

1869 l'Espagne s'est donné une constitution démocratique, dont les principes ont été embrassés avec ardeur par la majorité de la nation. Un des hommes les plus considérables du parti alphonsiste, M. Cánovas del Castillo, qui s'est honoré par sa constance dans sa foi dynastique comme dans son libéralisme, écrivait en 1871 que les cortès constituantes de cette époque avaient tout renouvelé en Espagne, qu'elles avaient fondé les pouvoirs publics sur le suffrage universel directement ou indirectement exercé, détruit ce qui restait de l'antique intolérance et proclamé l'entière liberté religieuse, établi le mariage civil, transformé la législation politique et administrative. « Il est probable, ajoutait-il, que cette œuvre immense sera sur plus d'un point amendée et remaniée; mais on ne pourra jamais l'annuler. En tout cas personne ne peut contester son importance; aucun événement n'en eut davantage depuis que d'anciens royaumes, s'unissant par voie d'héritage ou de conquête, ont donné naissance à la nation espagnole[1]. »

Que feront les alphonsistes de cet événement et de cette constitution? On comprend qu'ils évitent de se prononcer sur cette question chatouilleuse,

1. *La Oposicion liberal-conservadora en las cortes constituyentes de 1869 à 1871. Prólogo*, p. v et vi.

de déclarer nettement le sort qu'ils réservent à la liberté religieuse, au mariage civil et au suffrage universel. Il est difficile au prince des Asturies d'accepter une charte qui le condamnerait à renouveler l'essai malheureux de la monarchie démocratique; serait-il sage à lui de la rejeter et de fournir ainsi une devise et un grief communs à tous les ennemis de sa restauration? Dernièrement un des principaux auteurs de la révolution de 1868, l'amiral Topete, prononçait ce mot significatif : « Je ne me sens pas disposé à repasser le pont d'Alcolea [1]. » Le libéralisme a reçu l'Espagne des mains des inquisiteurs, qui l'avaient mal préparée à ses nouveaux destins. De là une disparate sensible et dangereuse entre ses habitudes et ses principes politiques; mais en vain lui reproche-t-on de n'avoir pas encore les mœurs de la liberté, les idées nouvelles lui sont devenues chères. Depuis quarante ans, d'étape en étape, elle a marché fièrement sous leur conduite, se disant toujours :

Poursuis, tu n'as pas fait ce pas pour reculer,

Alphonse XII aura-t-il la force de lui faire repasser le pont d'Alcolea?

1. Pont sur le Guadalquivir, au nord-est de Séville. Le 28 septembre 1868, le général Serrano y remporta sur les troupes royales, commandées par le marquis de Novaliches, un avantage signalé, qui décida du triomphe de la révolution.

Il dépend de la république seule de ménager des chances sérieuses au prince des Asturies. Si elle ne parvenait pas à étouffer la guerre civile, ou que la société ne se sentît pas assez protégée par elle contre les entreprises des hommes de désordre et de rapine, l'Espagne deviendrait alphonsiste, et demanderait au fils d'Isabelle II les sécurités nécessaires en se contentant provisoirement des libertés possibles. Les dogmes politiques anciens ou nouveaux ont perdu leur prestige, et les gouvernements sont tenus d'être utiles. Chaque jour, on les remet en question ; ils ne peuvent se perpétuer que par les services qu'ils rendent et la confiance qu'ils inspirent. La république espagnole a sur tout autre régime par lequel on pourrait la remplacer l'incontestable avantage d'exister. Ses adversaires prétendent que c'est son plus grand défaut ; elle doit désirer qu'ils le lui reprochent longtemps. Elle peut encore alléguer en sa faveur que la république est le gouvernement naturel des démocraties ; si elle périt, ce sera par ses fautes. Ce n'est pas l'enthousiasme qui la défendra, mais ce n'est pas non plus l'enthousiasme qui l'attaquera ; elle ne doit craindre que le ressentiment des intérêts qu'elle aurait le tort de menacer. La fortune, au dire de Machiavel, dispose de la moitié

de nos actions, et nous en laisse gouverner l'autre tellement quellement, *o poco o meno*. Qu'elle ne soit pas trop contraire aux républicains espagnols; et que, dans les choses qui dépendent de leur volonté, ils se laissent conseiller par la prudence, ils tiendront en échec leurs ennemis. C'est la vérité elle-même qui a dit par la bouche d'un homme éminent : « L'avenir est au plus sage. »

APPENDICE

..... Depuis que les études qui précèdent ont paru dans la *Revue des Deux Mondes*, la république espagnole a traversé une nouvelle crise; on cessera bientôt de les compter, aucune histoire n'étant aussi riche en vicissitudes soudaines, qui se succèdent coup sur coup. Comme nous l'avons dit, le danger le plus grave qui menaçât le gouvernement réparateur de M. Castelar était l'inévitable convocation des Cortès fixée aux premiers jours de janvier 1874. On avait sujet de craindre qu'il n'y retrouvât pas la majorité qui l'avait porté au pouvoir, et que le fédéralisme impénitent n'entreprît

de le renverser pour le punir de ses bienfaisants repentirs. On savait que M. Pi y Margall n'avait point pris son parti de sa chute, qu'il travaillait activement à sa propre restauration. Ce qui a paru plus étonnant, c'est que le président des Cortès, M. Salmeron ait pu donner les mains à ces cabales, et qu'après avoir soutenu M. Castelar, il lui ait rompu en visière, préférant son dogme à son pays et prouvant une fois de plus combien les hommes à systèmes sont impropres à la politique. Que pouvait-il espérer de cette malencontreuse campagne? Il n'était permis à personne d'ignorer que l'Espagne ne se prêterait pas à une nouvelle expérience du fédéralisme, que dans sa pénible convalescence elle crierait haro sur l'imprudent médecin qui aurait l'audace de lui vanter le typhus comme un remède.

La politique espagnole n'est point à la merci de l'imprévu, elle a sa logique et sa vraisemblance ; mais elle offre dans ses péripéties des rapidités qui étonnent et qu'ailleurs on ne trouve guère qu'au théâtre. C'est le 2 janvier que se réunirent les Cortès. La discussion se prolongea jusque dans la nuit du 3. En vain M. Castelar prodigua-t-il ses avertissements fatidiques à cette assemblée qu'aveuglait quelque dieu malfaisant ; il ne put faire

tomber les écailles qui couvraient ses yeux. Le vote de confiance qu'il réclamait lui fut refusé, il donna sa démission ; mais à peine le nom de ses remplaçants était-il sorti de l'urne qu'une trappe s'ouvrit, la trappe par laquelle surgissent les coups d'État, l'épée à la main. Dix minutes suffirent au général Pavia et à ses gardes civils pour balayer ce congrès d'inconvertis et d'inconvertibles. Quelques heures plus tard les chefs du parti radical et des diverses fractions du parti conservateur avaient donné à l'Espagne un nouveau gouvernement, présidé par le maréchal Serrano. La même coalition qui au printemps avait tristement avorté a triomphé l'hiver suivant, parce que le moment était venu et que le fédéralisme n'était plus qu'un bois mort que la cognée du bûcheron devait trancher d'un seul coup. Le 3 janvier 1874 a été la contre-partie du 23 avril 1873. Est-il personne dans la Péninsule qui soit resté sur sa défaite ? les retours de fortune y sont infaillibles, il ne s'agit que d'attendre son heure et on ne l'attend pas longtemps. Les revanches sont un fruit qui mûrit vite sous un soleil presque africain.

Il est toujours triste pour un honnête homme de perdre le pouvoir quand il veut le bien et qu'il sait le faire ; mais M. Castelar a de quoi se consoler. Il

sentait lui-même que les Cortès, composées comme elles l'étaient, le tiendraient en échec ; — il se flattait, assure-t-on, d'obtenir d'elles-mêmes leur dissolution. Si ce triomphe a été refusé à son éloquence, il a emporté dans sa chute les regrets et l'estime de son pays, et ses successeurs sont obligés de se donner pour ses continuateurs. Quelques services qu'ils rendent à l'Etat, il aura sa part dans la reconnaissance publique, *præfulgens eo ipso quod non visebatur*. Il ne s'est pas perdu par ses fautes, sa sagesse a été condamnée par le fanatisme et l'ineptie de son parti, et le coup d'État du général Pavia a été pour lui non un châtiment, mais une vengeance. A la vérité il a protesté contre cette vengeance qu'il réprouvait ; mais il se mêle assurément une sorte de douceur amère au chagrin d'être vengé malgré soi.

Le gouvernement du 3 janvier avait besoin d'une dictature provisoire pour s'imposer et se maintenir. Il n'a eu que la peine de la ramasser, il a hérité des pleins pouvoirs votés à ses prédécesseurs. Il a eu cet autre avantage qu'après avoir dissous les cortès constituantes, il peut se dispenser d'en convoquer d'autres. A quoi bon constituer ? La charte de 1869, qui n'a point été remplacée, répond à toutes les exigences des peuples les plus

difficiles en matière de liberté et de démocratie, et si les républicains avaient été mieux conseillés, si la chimère du fédéralisme ne les eût pas séduits, ils s'en seraient tenus à cette constitution, dont ils n'auraient supprimé que l'article 33 qui proclamait la monarchie. C'est ce qu'a fait l'administration présidée par le duc de la Torre ; elle a proclamé l'inutilité des constituantes, en réservant aux cortès ordinaires qui seront convoquées après la pacification du pays le soin d'organiser par une loi le pouvoir exécutif. Reste à savoir quand le pays sera pacifié. Le maréchal doit avoir hâte d'en finir avec les Carlistes, il appliquera toutes les ressources de son esprit à la solution de ce grand problème. Son existence en dépend, les coups d'État ne se légitimant que par le succès.

Mais ce succès une fois obtenu, et peut-être avant, il devra faire son choix entre les partis dont il est le commun mandataire, entre les différentes politiques qui partagent et l'Espagne et le ministère lui-même. Il est difficile d'admettre que l'amiral Topete ait les mêmes visées que le ministre de l'intérieur, M. Garcia Ruiz, républicain de la veille; il est difficile de croire à un accord persistant entre le monarchique ministre des affaires étrangères, M. Sagasta, et le radical M. Martos, ministre de la

justice, qui adhérait tout récemment au programme de la république unitaire.

Peut-être le duc de la Torre hésite-t-il encore devant les routes diverses ouvertes à son ambition. Une régence a ses avantages, elle aurait aussi ses embarras. On ne peut songer à rappeler la famille royale sans déménager au préalable la maison, je veux dire sans bouleverser de fond en comble la constitution de 1869, qui est trop démocratique pour se faire agréer d'un prince légitime. Ce déménagement offrirait certains dangers. D'autre part, bien que les hommes d'État espagnols s'en défendent, les évènements qui se passent en France ne laissent pas d'influencer leurs conseils, et la fortune du maréchal Mac-Mahon est bien propre à les faire rêver. Une présidence à long terme, si elle était possible, serait peut-être en Espagne comme en France la meilleure des transactions. Les septennats sont un précieux expédient pour les monarchistes qui désespèrent de leur monarchie, une ressource et une sûreté pour les républiques qui n'ont pas encore le courage de leur nom. Toutefois on ne naît pas président, on le devient; il faut pour cela se rendre nécessaire, — c'est à quoi le maréchal Serrano doit aviser.

Les alphonsistes, qui goûtent peu les septennats,

ont reproché avec aigreur au maréchal d'avoir conservé à son gouvernement l'étiquette républicaine. Il semble que M. Sagasta ait voulu désarmer leur courroux par son récent mémorandum, qui donne d'avance carte blanche aux futures cortès et remet tout en question. Ce mémorandum s'accorde mal avec les circulaires du ministre de l'intérieur, avec la netteté de ses déclarations en faveur de la république conservatrice. On raconte qu'un petit moine opérait tant de miracles que son abbé en conçut quelque ombrage et lui interdit d'exercer son talent. Il obéit; mais ayant vu un pauvre couvreur qui tombait d'un toit, il se sentit partagé entre le désir de lui sauver la vie et la sainte obédience. Il lui ordonna de rester en l'air jusqu'à nouvel ordre, se réservant d'en référer à son abbé, lequel, paraît-il, eut beaucoup de peine à lui permettre d'achever son miracle. Les princes et les abbés sont jaloux des miracles des autres, ils n'admettent pas qu'on sauve définitivement les couvreurs sans qu'ils s'en mêlent. De là vient que plus d'un peuple se trouve en l'air, heureux d'être ainsi préservé d'une chute mortelle, impatient toutefois de prendre terre.

Au reste les décisions du duc de la Torre dépendront de celles de l'armée. Elle commande aujour-

d'hui, et le gouvernement ne peut se flatter de durer s'il ne s'inspire de ses goûts. L'attentat politique du 3 janvier a été absous par la nation, qu'il a sauvée du plus évident des périls ; il a été amnistié par un des chefs de l'insurrection de Carthagène, M. Roque Barcia, qui l'a reconnu nécessaire ; les républicains de sens rassis l'ont subi sans trop se plaindre, lui sachant gré d'avoir respecté le nom de la république, — car les noms ont quelque prix, ils charment ou consolent l'imagination d'un peuple, et parler aux imaginations est un chapitre important de l'art de gouverner.

Cependant si excusable ou si utile qu'ait été le brusque dénouement inventé par le général Pavia, il a détruit à jamais l'illusion de ceux qui se persuadaient que le tempérament de l'Espagne s'était modifié, que les insurrections militaires y étaient passées de mode. Il est constant désormais que rien n'est changé dans la Péninsule, qu'il n'y a qu'un *pronunciamiento* de plus. Son malheur depuis cinquante ans est d'avoir permis à son armée de devenir l'outil universel de la politique ; — son bonheur comme son privilége est que les soldats qui règlent ses destinées ne font pas de la politique de caserne. Le peuple espagnol a vécu jusqu'aujourd'hui et vivra longtemps encore sous un régime

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE. — Le caractère espagnol et la monarchie constitutionnelle..... 1

DEUXIÈME PARTIE. — Le roi Amédée et la monarchie démocratique..... 74

TROISIÈME PARTIE. — Les commencements de la république espagnole..... 140

QUATRIÈME PARTIE. — Les crises de la république espagnole. — Les Constitutionnels et les Alphonsistes..... 208

APPENDICE..... 271

de prétoriens qui se trouvent avoir l'esprit parlementaire, qui goûtent la discussion et lui font sa part dans le gouvernement des choses humaines. Il est à désirer que ces prétoriens n'abjurent pas leur libéralisme. Puisse l'Espagne leur devoir un gouvernement qui concilie les libertés et les sécurités nécessaires, et lui permette de rétablir ses finances, de développer ses industries, de travailler, de penser, de sortir enfin de cet état précaire où une nation, incapable de rien entreprendre, se voit obligée de consacrer toutes ses forces à l'humble et pénible labeur d'exister !

8 février 1874.

00100148

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 18 July, 2018